



Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des Femmes et des Filles et de l'Égalité des Genres au Maroc

Projet de coopération entre l'UNFPA et les Affaires Mondiales Canada

Principales réalisations au terme de l'année 2022



Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des Femmes et des Filles et de l'Égalité des Genres au Maroc

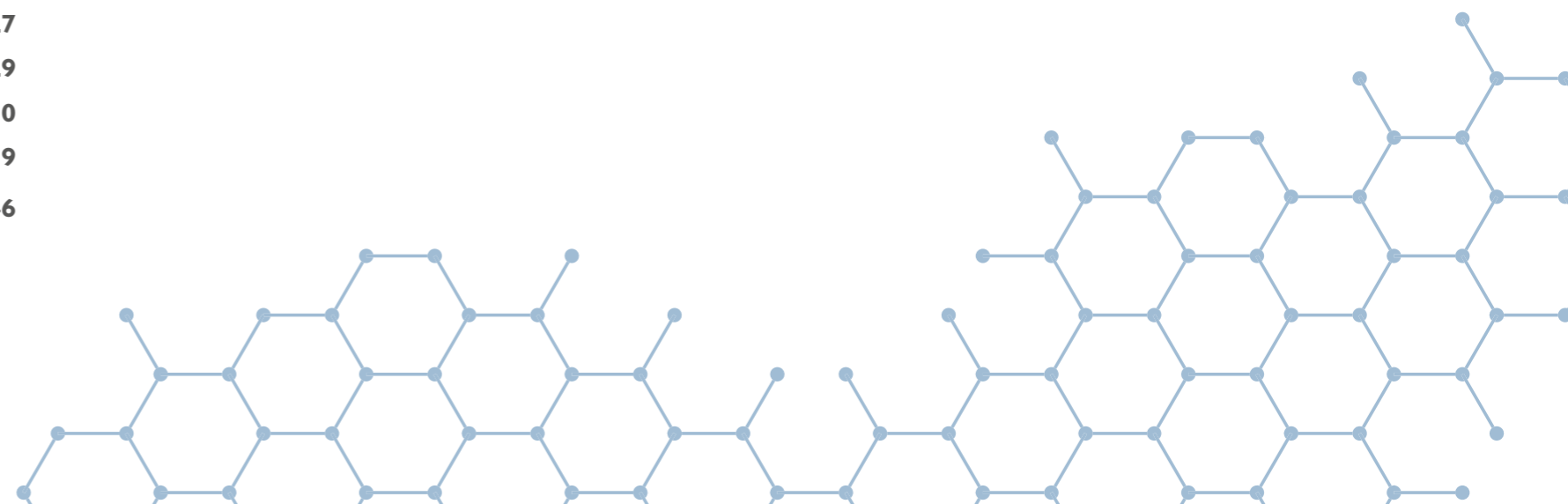
Projet de coopération entre l'UNFPA et les Affaires Mondiales Canada

Principales réalisations au terme de l'année 2022



Tables des matières

Acronymes	6	VIII-Réalisations durant l'année 2022, par résultat intermédiaire	54
Fiche synthèse du projet	7	A - Résumé synthétique des réalisations du résultat Intermédiaire 1100 : Prise de décision éclairée des femmes et des filles en matière de droits, de prévention et de recours aux services de SSR	54
Introduction	9	B - Tableau informatif par activité des PTA 2022 du résultat immédiat 1110	56
I- Réalisations phares	10	C - Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR	68
II-Partenaires de l'UNFPA pour la mise en œuvre du PTA 2022	12	D - Résumé synthétique des réalisations du résultat Intermédiaire 1200 : Efficacité accrue du système national de santé en matière de politiques et d'offre complète de services axés sur les DSSR des femmes et des filles, la non-violence et l'égalité des genres	71
III- Analyse genre des réalisations du projet	13	E - Tableau informatif par activité des PTA 2022 du résultat immédiat 1210 :	72
A - Renforcer les capacités des acteurs/ices interagissant avec les jeunes et les populations vulnérables à travers les techniques du plaidoyer digital :	14	F - Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR	83
B - Appuyer l'accès égalitaire aux droits à la santé sexuelle et reproductive face aux défis sanitaires	15	G - Résumé synthétique des réalisations du Résultat Intermédiaire 1310 : Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et la redevabilité des politiques et services publics.	86
C - Interventions visant à assurer la continuité des services de la prise en charge des femmes et des filles victimes de violences :	16	H- Tableau informatif par activité des PTA 2022 du résultat immédiat 1210	88
IV- Evaluation et Monitoring du projet	19	I- Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR	101
A - Analyse des résultats du PMO :	19	IX-Livrables produits par les Partenaires de mise en œuvre	106
B - Atteinte des résultats du CMR :	19	X-Performances 2022 : Matrice de suivi et mesure du rendement	107
C - Défis :	19	XI-Rapport financier de l'année 2022	117
D - Formation en gestion axée sur les résultats (GAR)	20	Tableau 1. Bilan d'exécution financière par résultat intermédiaire	117
E - Mobilisation d'une mission d'évaluation à mi-parcours du projet	20	Tableau 2. Bilan financier par ligne d'exécution financière	117
F - Leçons apprises :	20	Tableau 3. Situation budgétaire globale à la fin de l'exercice 2022	118
V- Gestion du projet	22	Conclusion	118
A - 5eme réunion du comité Technique de l'année 2022	22	Tables des figures	
B - 3ème réunion du comité Directeur de l'année 2022	23	FIGURE 1 : Chiffres clés des réalisations de l'année 2022	10
VI. Finalisation de la Stratégie de Pérennisation	24	FIGURE 2 : Schéma des partenaires du projet	12
VII-Communication sur le projet et visibilité de la Coopération Canadienne	25		
A - Visibilité de la Coopération Canadienne	25		
B - Communication au sujet des partenariats établis :	27		
C - Communication sur les célébrations des journées mondiales et internationales :	29		
D - Communication accrue sur les activités du projet sur le digital :	30		
E - Communication accrue à travers les Newsletter des pays Arabes et de l'UNFPA Maroc :	39		
F - Actions inscrites dans la stratégie de la pérennisation :	46		



Acronymes

AMC	Affaires Mondiales Canada
AMPF	Association Marocaine de Planification Familiale
ANAM	Agence Nationale de l'Assurance Maladie
ANARUZ	Réseau National des centres d'écoute des femmes victimes de violence au Maroc
CAP	Comportement, Attitudes, Pratiques
CMB	Couverture Médicale de Base
CNDH	Conseil National des Droits de l'Homme
CRMEF	Centre Régional des Métiers de l'Éducation et de la Formation
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
DGAPR	Direction Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
DRS	Direction Régionale de la Santé
EG	Égalité des Genres
ESC	Éducation Sexuelle Complète
ESSP	Etablissements de Soins de Santé Primaires
EMF	Espaces Multi-Fonctionnels
FEVV	Femmes et Enfants Victimes de Violence
FVV	Femmes Victimes de Violence
GBV	Gender Based Violence
GAHR	Grossesses À Haut Risque
IPDF	Initiative pour la Protection des Droits des Femmes
ISPITS	Instituts Supérieurs des Professions Infirmières et Techniques de Santé
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
MCJS	Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
MSPS	Ministère de la Santé et la Protection Sociale
OPALS	Organisation Pan Africaine de Lutte contre le Sida
OSC	Organisation de la Société Civile
PEC	Prise En Charge
PMO	Plan de Mise en Œuvre
PTA	Plan de Travail Annuel
RMO	Rabita Mohammadia des Oulémas
SSDMR	Système de Surveillance des Décès Maternels et Riposte
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
VFF	Violences faites aux Femmes et aux Filles
Y-PEER	Youth Peer Education Network

Fiche synthèse du projet

Titre du projet

Promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles Et de l'égalité des genres au Maroc

Objectif ultime du projet

Garantir les droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles et de l'égalité des genres au Maroc.

Résultats du projet

1. Prise de décision éclairée des femmes et des filles en matière de droits, de prévention et de recours aux services de santé sexuelle et reproductive ;
2. Efficacité accrue du système national de santé en matière de politiques et d'offre complète de services axés sur les droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, la non-violence et l'égalité des genres ;
3. Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et la redevabilité des politiques et services publics.

Niveaux de mise en œuvre

National

Régional : Marrakech-Safi, Fès-Meknès, Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Partenaires de mise en œuvre

Des institutions publiques du niveau central et régional concernées par les questions de la santé, l'éducation et l'égalité de genres ; ainsi que les instances de la société civile de notoriété nationale et de défense des droits des femmes (OSC/ODDF), des DSSR et de promotion de leur autonomisation ; les parlementaires et les médias.

Groupes cibles

Les groupes cibles ou bénéficiaires indirects sont : élèves filles et garçons ; enseignants hommes et femmes ; résidentes et encadrantes de Dar Taliba ; professionnels de la santé (ex. sages-femmes, assistantes sociales) ; parlementaires, journalistes, morchidates, Oulémas pairs, OSC/ODDF et jeunes YPEER.

Organes de gouvernance

Comité Directeur

Comité Technique

Comités de Suivi Régionaux

Durée du projet

Cinq ans (15 novembre 2018 au 15 novembre 2023)

Code du projet attribué par le MAECD

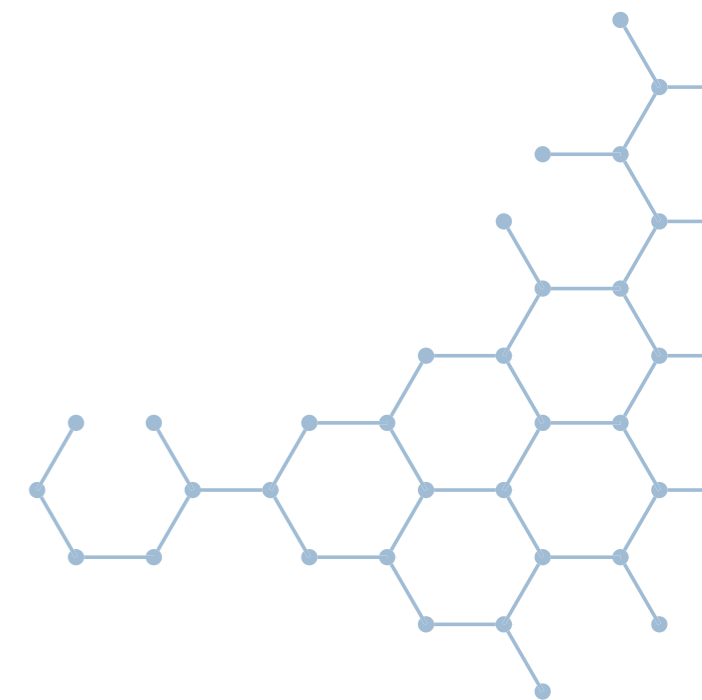
EDRMS 8602306 / ES

Secteur d'intervention

Santé sexuelle et reproductive et droits des femmes

Ressources financières

4 000 000 \$ CA



Introduction

Le droit à la santé sexuelle et reproductive et l'égalité genre constituent la grande préoccupation de ce Projet, permettant ainsi d'ouvrir un débat qui a impliqué toutes les composantes de la société à travers des partenariats, des conventions ou, l'implication du grand public dans les campagnes et ainsi que les célébrations des journées internationales. Abordant ce plaidoyer sous l'angle social, il constitue aujourd'hui une problématique récurrente, considérée par tous comme une condition nécessaire pour l'autonomisation des filles et des femmes.

Conscient du fait que les filles et les femmes sont les vecteurs du changement, le projet s'est par conséquent inscrit dans cette dynamique, en adoptant une approche systémique, créant ainsi une synergie dans l'action entre différents partenaires institutionnels et ceux de la société civile, pour la consécration des droits à la santé sexuelle et reproductive dans les politiques publiques et l'instauration de l'égalité genre. Et ce, en privilégiant de nouvelles approches pour combattre les discriminations basées sur le genre subies et en favorisant le changement des comportements chez les filles et les garçons dans les textes législatifs comme la réforme du Code du statut personnel et le Code pénal, la question des violences de genre ou encore l'effectivité de l'égalité.

L'année 2022 a été marquée par le discours du trône prononcé par le Souverain, le 30 juillet 2022 concernant la réforme du Code de la famille et la consécration des droits effectifs et juridiques des femmes : « **Dans un premier temps, le Code de la Famille a représenté un véritable bond en avant ; désormais il ne suffit plus en tant que tel. L'expérience a en effet mis en évidence certains obstacles qui empêchent de parfaire la réforme initiée et d'atteindre les objectifs escomptés** ». Ainsi, le discours du trône ouvre la voie à une révision de la Moudawana et à une mise à jour des textes en vigueur relatifs à cette question, et ce, en positionnant la question des droits de la femme à la tête du discours en prônant une nouvelle génération de lois pour accompagner un Maroc prospère et inclusif.

Certes, la réforme du Code de Statut Personnel, appelé communément MOUDAWANA, est intervenue en 2004, permettant d'améliorer de manière significative le statut juridique des femmes et d'ouvrir de nouvelles perspectives de changement de leur condition au sein de la famille. Cependant, et tenant compte de l'évolution de la société en 18 ans, ce code présumé avant-gardiste à l'époque, nécessite aujourd'hui des amendements pour dépasser les limites du texte et combler les contradictions et les inégalités. Tout autant que les pratiques néfastes, y compris le mariage des mineurs et la violence à l'égard des femmes qui sont en contradiction flagrante avec le principe de l'égalité et la philosophie des droits humains lesquels ont inspiré ce code et qui sont expressément énoncés dans la nouvelle Constitution de 2011.

Dans le cadre du projet, le premier trimestre de l'année a été consacré à la signature de 20 Plans de Travaux Annuels. Il a connu aussi l'ajout d'un partenaire institutionnel important qui est le Ministère de la Solidarité, de l'Inclusion Sociale et de la Famille, ainsi que d'autres ODDF tel que le Projet Soar et 5 ONG qui ont mobilisé une dynamique associative de l'élaboration de l'examen périodique universel.

Dans cette optique, ce rapport de l'année 2022 présente les réalisations des 20 partenaires engagés dans la mise en œuvre du projet et dont les PTA ont été adaptés aux nouveaux défis conjoncturels. Aussi, le présent rapport résume les avancées dans la réalisation des interventions menées sous chacun des trois résultats transformateurs du projet -en référence à son PMO-, en plus de celles concernant les interventions approuvées par la Coopération Canadienne ayant permis de répondre à certains des nouveaux besoins engendrés par la pandémie Covid19. L'analyse genre et l'analyse des écarts par rapport aux cibles du PTA projet sont incluses dans les sections se rapportant à chacun des résultats transformateurs, de même que pour ce qui est du cadre de mesure et du suivi du rendement.

I- Réalisations phares :

Cette quatrième année de mise en œuvre du projet a connu la signature des PTA avec 20 partenaires d'exécution.

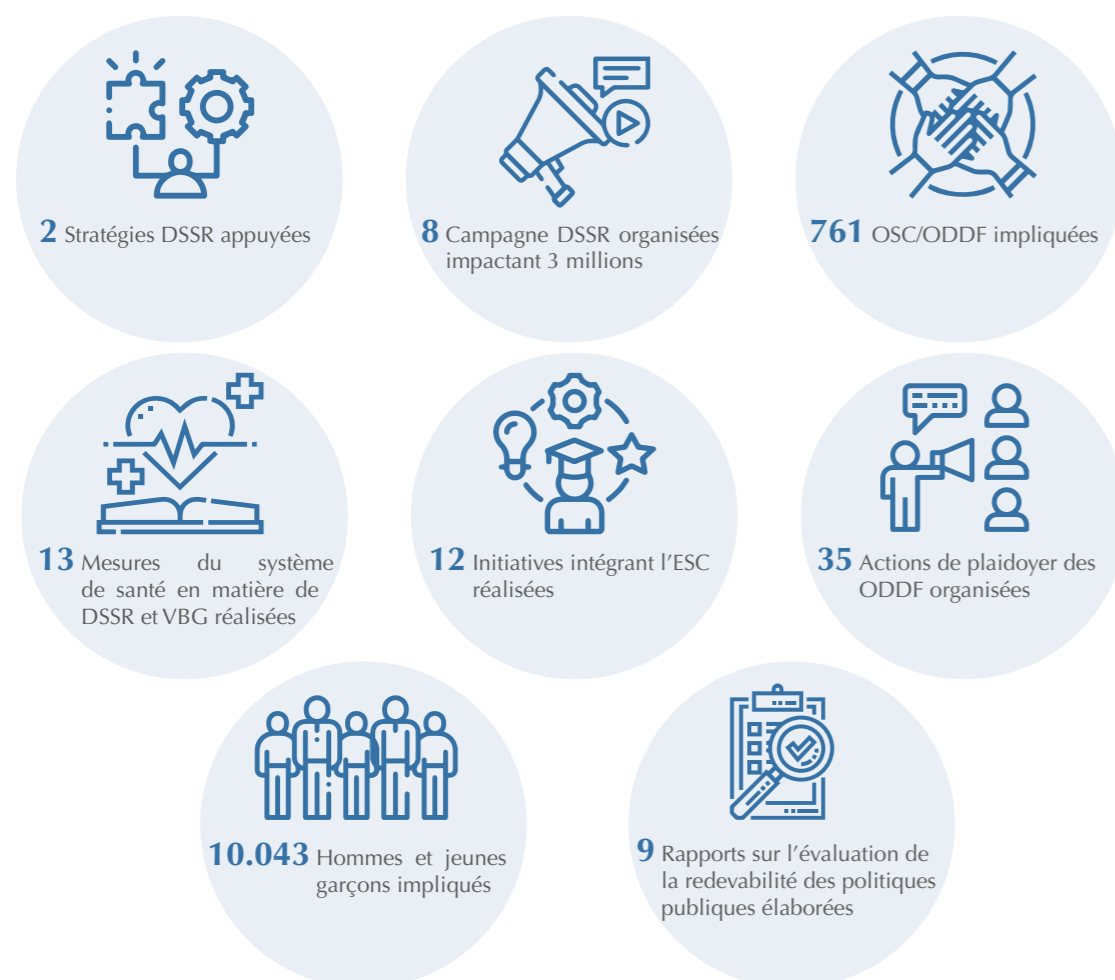
Les membres de l'équipe de l'UNFPA, de l'AMC et des partenaires ont fait preuve d'innovation et de créativité en intégrant de nouvelles dimensions artistiques, digitales et communautaires pour atteindre le résultat ultime pour la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive et l'égalité genre. Ils ont ciblé les populations les plus vulnérables afin de garantir l'offre de soins de base et d'orientation juridique pour les Femmes et les Filles victimes de violence, l'implication des garçons et des hommes pour la promotion de l'égalité et le lancement de campagnes pour le changement des normes sociales discriminantes et des pratiques néfastes.

Le projet a adopté de nouvelles approches qui permettent de renforcer l'impact transformateur sur le genre, par le biais

du changement des normes sociales discriminantes au niveau institutionnel et communautaire. Il agit sur l'importance de garantir l'accès des femmes et des filles aux services de santé et aux droits à la santé sexuelle et reproductive, puisqu'il est fondé sur les principes de l'équité entre les genres et est libre de stéréotypes liés au genre. Ainsi, ce projet favorise les voies du changement pour la transformation du genre, en adoptant des approches multisectorielles plus efficaces lorsque les synergies entre les secteurs peuvent réellement être exploitées pour mettre en place des solutions transformatrices de genre.

La synthèse des réalisations du PTA 2022 permet de noter qu'en cette année, le projet compte de nombreux acquis permettant des avancées relatives aux droits à la Santé Sexuelle et Reproductive et l'Égalité des genres et ce, sur plusieurs plans.

FIGURE 1 : Chiffres clés des réalisations de l'année 2022



1. En matière de politiques publiques, pour un cadre normatif basé sur les droits :

- Une Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes (y compris ESC) finalisée ;
- Une Stratégie nationale de santé sexuelle et reproductive 2021-2030 basée sur l'approche droit humain est en cours d'opérationnalisation ;
- Trois études sur l'évaluation des politiques publiques réalisées non publiées (Mariage des mineures et Violence) ;

2. En matière d'offre complète d'informations et de services pour une prise de décision éclairée

- Plus de 3 millions de personnes du large public ont été aussi touchées par les huit campagnes lancées par les partenaires pour la promotion de l'égalité genre, la déconstruction des normes sociales discriminantes, la lutte contre la VBG et la masculinité positive, cumulant un total de 8 895 719 personnes depuis 2019, dépassant la cible de 200 fois ;
- 28 333 jeunes incluant 22 555 filles et 5778 garçons qui se sont engagés d'une manière innovatrice dans des actions concrètes, démontrant une attitude positive vis-à-vis de l'élimination de la violence basée sur le genre, cumulant un total de 56 364 (41591 F + 14 056 H) jeunes depuis 2019, dépassant la cible de 28 fois ;
- 10 043 Hommes et Garçons formés pour le changement des attitudes et normes sociales discriminantes dans une approche systémique, qui participent à la prise de décision dans la vie du couple (domaine de l'éducation, le leader religieux) et aussi les jeunes en situation de vulnérabilité détenus dans les centres pénitentiaires afin de réduire les perpétuités de violence, cumulant un total de 18 339 depuis 2019, dépassant la cible de 36 fois ;
- 684 acteurs religieux (521 hommes et 163 femmes) ont été impliqués dans le développement d'un programme de formation innovante sur les concepts relatifs à la santé sexuelle et reproductive (théâtre, art, audiovisuel) et ont participé à des séminaires internationaux d'échanges, cumulant un total de 910 acteurs religieux (611 hommes et 301 femmes) depuis 2019, dépassant la cible de 103 % ;
- 46 formateurs (19F, 27H), 23 formateurs (19F, 4H), 23 hommes futurs chefs des établissements scolaires personnels de l'éducation, ont été formés avec les dispositifs pédagogiques pour la transposition pédagogique des modules de l'ESSR, cumulant un total de 528 enseignant (e)s (365F, 163H), inspecteur(ice)s (65 F-15H), formateur(ice)s (87F, 45H) depuis 2019, dépassant la cible de 10 % fois ;
- 12 initiatives ont intégré les habiletés de vie en relation avec l'ESC, en collaboration avec des acteurs gouvernementaux et ONG, cumulant un total de 23 initiatives depuis 2019, dépassant la cible de 6 fois de plus que la valeur cible.

3. Pour atteindre les populations vulnérables et améliorer leur accès égalitaire à la DSSR et EG

- 13 mesures pionnières ont été établies pour un accès universel et continu aux droits à la santé sexuelle et reproductive, en vue de répondre à des besoins émergents en matière de SSR prises par le système de santé national en matière de DSSR et de lutte contre les VBG dans les politiques, programmes et dans l'offre de services, et ce, à travers l'approche du self care et de la digitalisation de l'accès aux services de santé de qualité, atteignant la mise en œuvre de 23 mesures depuis 2019, dépassant la cible de 76 % ;
- 3.062 femmes victimes de violence ont été prises en charge par les partenaires dans les 3 régions, dont 1991 FVV prise en charge dans l'établissement de santé de Marrakech, cumulant un total de 5360 depuis 2019, dépassant la cible de 10 fois ;
- 403 responsables et décideurs (214 F, 189 H) ont été sensibilisés et mobilisés en faveur de la DSSR et EG, cumulant un total de 452F et 591H depuis 2019, dépassant la cible de 163% ;
- 5 vidéos, 2 kits de formations sur la SSR, 10 bandes dessinées sur la DSSR et EG ont été produits ; digitalisation de 3 MOOC ;
- Près de 198 détenues ont été formées, 4369 détenus atteints (4000 H, 369 F) sur la SSR et EG dans les centres pénitentiaires ont participé à des activités socioculturelles de sensibilisation et d'éducation, en matière de SSR et d'égalité de genre ;
- 761 associations ont été impliquées dans le plaidoyer en faveur de la DSSR et EG, cumulant un total de 866 depuis 2019, dépassant la cible de 86 fois ;
- 78 jeunes filles de Dar Taliba et 22 monitrices ont été formées, avec des approches inclusives de proximité, avec les techniques d'intervention sociale et du changement des comportements à risque en matière de santé sexuelle et reproductive, cumulant un total de 788 filles sensibilisées et 98 monitrices depuis 2019, dépassant la cible de 80% ;
- 9 Études, Policy briefs, mémorandums ont été élaborés pour l'évaluation des politiques publiques par des ODDF et institutions sur la DSSR et EG, notamment le mariage des mineures, le plaidoyer pour la profession des sages-femmes, l'intégration de l'ESC, la violence à l'égard des femmes, cumulant un total de 17 depuis 2019, dépassant la cible de 4 fois ;
- 14 actions de plaidoyer et/ou d'élaboration de mémorandum ont été conduites par les ODDF sur l'évaluation des politiques publiques liées aux DSSR et l'EG, cumulant un total de 22 depuis 2019, dépassant la cible de 7 fois.

II-Partenaires de l'UNFPA pour la mise en œuvre du PTA 2022

Le projet cible des institutions publiques du niveau central et régional concernées par les questions de la santé, l'éducation et l'égalité de genres, ainsi que les instances de la société civile de notoriété nationale et de défense des droits des femmes (OSC/ODDF), des DSSR et de promotion de leur autonomisation, des parlementaires et des médias, des acteurs/ices religieux, des étudiant.e.s dans différentes disciplines.

FIGURE 2 : Schéma des partenaires du projet :

Ministère de la Solidarité, de l'Inclusion Sociale et de la Famille,	Ministère de la Santé et la Protection Sociale	Ministère de l'Éducation Nationale de la Formation professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Conseil National des Droits de l'Homme	Observatoire National des Droits de l'Homme	Rabita Mohammadia des Oulémas
Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et la Réinsertion	Association Initiative pour la Protection des Droits des Femmes	Et l'Association Troisième Millénaire pour le Développement de l'Action Associative au Sud-Est (ATMDAS): Réseau ANARUZ	Dar El Hadith El Hassania	Organisation Panafricaine de lutte contre le SIDA	Association Marocaine de Planification Familiale
Association YPEER-PETRI Morocco	Projet Soar	Association Marocaine des Sages Femmes	Association Nationale des Sages Femmes	Dynamique associative pour UPR	Tibu

Témoignages	<p>“ Cette expérience m'a octroyé une perception nouvelle sur un domaine qui m'étais jusque-là inconnu à savoir la SSR. ”</p> <p>Oumaima, jeune, Rabat</p>
<p>“ Grace à la formation, je suis bien outillé d'une série de connaissances scientifiques valides relatives à la SSR et ses différentes composantes ”</p> <p>Alem relais, RMO</p>	
	<p>“ J'ai bénéficié d'un accompagnement psychologique avec les assistances sociales ”</p> <p>Amina, FVV, Fès</p>
<p>“ On a bien aimé les thématiques traitées et elles nous ont beaucoup aidé dans notre vie, Le sujet de l'éducation sexuelle va nous aider car nous sommes des filles ”</p> <p>Filles Dar Taliba, Attaouia</p>	

III- Analyse genre des réalisations du projet :

Pendant l'année 2022, et en vue de surmonter les défis sociétaux et sanitaires, le projet a appuyé des initiatives visant à réduire les obstacles entravant l'accès aux services essentiels de la SSR ainsi que la lutte contre la violence à l'égard des femmes auprès des populations vulnérables, et ce, au niveau de trois régions ciblées. Les Plans de Travaux Annuels de l'année 2022 des différents partenaires du projet ont permis la continuité des services en faveur des populations vulnérables, pour accéder aux droits à la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les discriminations basées sur le genre.

L'équipe de l'UNFPA a mis en œuvre, avec les partenaires du projet, l'approche « Gender Transformative Approach » qui vise à réduire les écarts liés directement aux inégalités de genre existants dans le contexte marocain, à travers des mesures conjointes entre des institutionnels et la société civile, des campagnes de grand public, des actions territoriales, l'élaboration de MOOC ainsi que des formations pour de nouvelles populations vulnérables, des détenues, de jeunes artistes et des pharmaciens.

Après quatre ans d'implantation, le projet trace son chemin du projet dont la majorité s'est approprié les actions planifiées et contribue à les mettre en œuvre. Cette approche vise les changements liés au genre, au niveau institutionnel et territorial et au niveau des perceptions, en faveur des filles et des garçons, des femmes survivantes à la violence, des filles de Dar Taliba, des détenues et des mineurs (es) dans les centres pénitentiers... Si l'on prend l'exemple de l'évaluation entamée des connaissances d'acteurs/ices religieux, ce projet a permis un changement, puisqu'il assure un passage d'un état actuel à un état futur. En effet, il a transformé les comportements des jeunes acteurs/ices religieux grâce à la méthode de l'éducation par les pairs, à travers l'utilisation de nouvelles approches et le développement de la mallette pédagogique.

L'analyse du CMR démontre qu'avec l'augmentation du taux de réalisation des résultats immédiats, l'atteinte du résultat ultime qui est de garantir les Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive aux filles et aux femmes, se concrétise à travers la transformation des conditions de la conjoncture en opportunité afin de permettre à la jeune fille et à la femme d'être plus résistantes en matière d'accès à une offre de soins de qualité et à une prise en charge en cas de violence.

En adéquation avec les orientations de la Politique d'aide internationale féministe du Canada et particulièrement dans le cadre de l'engagement international du Canada, la stratégie genre a intégré de nouvelles mesures dans le processus de la collecte de données désagrégées et la rédaction de rapports. L'objectif est d'atteindre les résultats du projet visant à faire avancer les DSSR, en favorisant le renforcement du pouvoir des femmes et des filles et en contribuant à l'égalité des genres.

La stratégie Genre a été validée par le comité technique dont le rôle est la mise en œuvre du projet pour réduire les obstacles auxquels font face les populations les plus vulnérables pour accéder aux DSSR, à la prise en charge des soins de santé et à l'effectivité de l'égalité. Ce projet a appuyé le renforcement des capacités des divers partenaires gouvernementaux ainsi que de la société civile, pour la constitution de données probantes

sur les DSSR faisant état de fondements de politiques, programmes et services.

Le projet a appuyé les leviers transformateurs des rapports de genre, en implémentant des programmes qui visent à élargir les choix des jeunes filles et le changement de leurs attitudes, leurs compétences et leurs perspectives, mais aussi de contribuer à éliminer les obstacles quant à leur accès à l'éducation, à la santé, et aux services de prise en charge de la violence. Dans ce sens, il y a lieu de mentionner que cette année a été marquée par la mobilisation sociale et les dynamiques de plaidoyer lancées pour l'élaboration des rapports parallèles de l'examen périodique universel dans toutes les régions du Maroc. Sans oublier la participation des ONG à la 41ème session de l'EPU à Genève, qui demeure un processus au centre des actions du projet pour déconstruire les normes sociales discriminantes, les barrières de genre, la lutte contre les pratiques néfastes y compris le mariage des mineures et la promotion de l'effectivité de l'égalité.

D'autres actions et initiatives de plaidoyer ont été développées tout en accordant une attention particulière à la fois, à la manière dont les différents sexes sont affectés par le projet et à la manière dont les interventions soutiennent les droits des femmes et l'égalité des sexes. Dans ce sens, le projet a favorisé l'implication des hommes et des garçons dans différents domaines du personnel de l'éducation, de la santé, des acteurs/ices religieux en faveur des droits des femmes, mais aussi, les masculinités positives pour repenser les normes sociales discriminantes, les DSSR et la VBG.

En 2022, le projet a renforcé la mobilisation des ODDF et des communautés à travers les campagnes digitales en faveur de normes de genre positives, en luttant contre les stéréotypes de genre, en intensifiant la sensibilisation sur la DSSR qui encourage un changement social et comportemental en faveur de l'élimination du mariage d'enfants. L'accent étant mis sur l'adoption de comportements transformateurs en matière de genre, et sur la définition et la promotion de normes positives soutenant l'égalité des genres.

Cette année, les études entamées en 2021 concernant l'évaluation des politiques publiques ont été soit finalisées, mais certaines n'ont pas encore été présentées au large public, notamment, celle relative à la lutte contre les violences faites aux femmes, les deux études sur le mariage des mineurs, l'étude sur les comportements. D'autres ont été présentées comme celle sur l'élaboration des rapports parallèles de l'examen périodique Universel.

L'analyse genre des réalisations de l'année 2022 permettra de démontrer que l'approche genre a été pris en considération dans la mise en œuvre du projet avec les différents partenaires : les institutionnels, le personnel de l'éducation, le personnel de la santé, le personnel des établissements pénitentiaires, les acteurs/ices religieux (hommes et femmes), les acteurs/ices de la société civile (hommes et femmes) ...etc. Et ce, afin d'atteindre le résultat ultime qui est celui de garantir les droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles ainsi que l'égalité des genres au Maroc. A cet effet, il est opportun de mettre en exergue les trois grands axes engagés durant l'année 2022, répartis comme suit :

A- Renforcer les capacités des acteurs/ices interagissant avec les jeunes et les populations vulnérables à travers les techniques du plaidoyer digital :

1. Adoption de politiques publiques égalitaires pour favoriser les droits à la santé sexuelle et reproductive auprès de toutes les populations :

Considérant l'évolution du contexte national, le Maroc se trouve confronté à des enjeux en matière de SSR pour améliorer la qualité d'accès égalitaires aux services. C'est dans cette perspective que le projet a mené un plaidoyer pour appuyer la mise en œuvre de politiques publiques égalitaires qui intègrent des interventions structurantes au regard de l'égalité des genres, et favorisant la connaissance de la SSR et la transformation des comportements, en faveur des droits à la santé sexuelle et reproductive et de l'égalité des genres avec les jeunes adolescent(e)s.

Ainsi, l'année 2022 a été marquée d'une part, par la validation de la Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes (y compris ESC) en décembre 2022 et d'autre part, par l'opérationnalisation de la deuxième Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive (SNSSR) pour la période 2021-2030. Cette dernière constitue un cadre national de référence et d'orientation qui intègre les nouveaux défis des populations en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris les besoins émergents, dans le but d'assurer un accès universel aux services de la SSR durant le cycle de vie.

“

On a bien aimé les thématiques traitées et elles nous ont beaucoup aidé dans notre vie » ; « Le sujet de l'éducation sexuelle va nous aider car nous sommes des filles »

Filles Dar Taliba, Attaouia

”

A ce propos, l'année 2022 a appuyé la mise en ligne des MOOC, cours en ligne sur la SSR, développés pour former les inspecteurs, enseignant (e)s et les chargés de la vie scolaire au niveau des établissements relevant du Ministère de l'Éducation, en vue d'assurer la continuité des services liés à l'éducation. Il a été procédé aussi à la production de 50 vidéos sur l'ESR qui outillent les enseignant (e) s et facilitent l'intégration de la composante Santé Reproductive dans le curricula scolaire de la 6ème année du primaire. Ces initiatives permettent aux enseignants d'acquérir de meilleures connaissances pour préparer les garçons et les filles à prendre des décisions éclairées sur leur sexualité, leur bien-être et leur santé. L'éducation sexuelle complète étant un pré-requis pour l'exercice d'une pleine autonomie corporelle, pour faire des choix éclairés basés sur une information fiable de façon judicieuse.

Ainsi, et tenant compte des nouveaux défis territoriaux et intergénérationnels, ce projet a appuyé, en 2022, la généralisation de la 1ère plateforme en ligne sur les activités de la vie scolaire dans les AREF, le développement de l'étude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans

2. Appui à la digitalisation des initiatives de la promotion de l'éducation sexuelle complète :

Conscient de l'importance de promouvoir l'éducation sexuelle complète auprès des jeunes et de renforcer les connaissances du personnel de l'éducation, le projet a réussi à appuyer, en 2022, 12 initiatives innovantes digitalisées pour intégrer les habiletés de vie en relation avec l'Éducation Sexuelle Complète, en collaboration avec des acteurs/ices gouvernementaux dans le système éducatif au niveau du primaire et du collège et même au niveau de l'école de la deuxième chance. Ces initiatives se sont basées sur l'utilisation de nouveaux outils digitaux permettant la formation de 23 futurs chefs d'établissements scolaires et surveillants généraux de 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS, 23 formateurs dont 19 femmes et 4 hommes et 20 bénéficiaires dont 13 femmes et 7 hommes dans un cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG. Le tout est organisé sur le programme l'ESSR, avec le développement d'un Kit pour formateurs/animateurs ESSR et Kit pour pairs-formateurs/pairs-animateurs, pour la mise en œuvre de deux modules sur l'ESSR spécifique aux centres E2C-NG. L'objectif est d'enrichir le curricula en vigueur, à travers l'appropriation de la culture sur l'Éducation à la Santé Sexuelle et Reproductive (ESSR) par les formateurs/animateurs, les pairs formateurs/pairs-animateurs et les jeunes marocain(e)s bénéficiaires dans les centres E2C-NG/AREF pilotes et qui sera démultiplié à d'autres centres E2C-NG et AREF du Royaume. Dans cette optique, il est important de souligner que le projet a adapté et enrichi des outils ESSR conçus et élaborés dans le cadre de l'éducation formelle (MENPS) et a produit des outils complémentaires pour l'installation du programme ESSR sur le terrain.

les curricula du cycle secondaire et l'étude sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives.

Ces actions vont permettre de développer une attitude positive vis-à-vis de l'élimination de la violence basée sur le genre, et de préparer les jeunes filles et garçons à la prise de décision éclairée afin d'éviter de bouleverser leurs vies en matière de santé sexuelle et reproductive par rapport aux rapports sexuels forcés, aux infections sexuellement transmissibles et aux grossesses non désirées.

3. Accompagnement des acteurs/actrices religieux/ses pour la déconstruction des normes sociales discriminantes et la promotion de l'égalité :

Adoptant une approche transformatrice de la conception des genres qui promeut l'égalité des genres, le projet a permis à 237 acteurs et actrices religieux d'être formé.e.s (90 H,138 F), le lancement d'initiatives novatrices pour transformer activement les normes de genre rigides, les rapports de pouvoir inégaux et la déconstruction des normes sociales discriminantes sur les modèles d'intervention et

d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable pour la promotion des normes sociales positives, l'encadrement de leurs pairs dans des ateliers de formations interactives, des ateliers ludiques (théâtre, caricature et photographie) animés

par les étudiant(e)s formé.e.s en 2021 et 2022 par les guides didactiques et pédagogiques, conçus sur l'éducation par les pairs.

“ *Grace à la formation, je suis bien outillé d'une série de connaissances scientifiques valides relatives à la SSR et ses différentes composantes*

Alem relais, RMO

”

En vue de mesurer les connaissances développées par les acteurs/ices religieux dans le cadre du projet, le projet a effectué la RMO a effectué une évaluation qui a démontré que 96% des Oulémas Relais et des Éducateurs Pairs sont satisfaits de l'amélioration de leurs compétences pour la sensibilisation à la violence, et considèrent qu'ils sont « bien outillés ». 65% des jeunes éducateurs pairs et des oulémas relais déclarent qu'ils arrivent à influencer les jeunes qu'ils sensibilisent pour donner suite aux séances de sensibilisation, 46% d'entre eux ont utilisé une série de connaissances scientifiques validées relatives à la SSR et à ses différentes composantes supports et outils, acquis lors des formations et des séances de sensibilisation.

D'autre part, le projet a appuyé l'habilitation des jeunes couples au mariage, à travers la digitalisation du livret sur l'élaboration d'un livret destiné aux jeunes garçons et filles fiancé.e.s et marié.e.s, ainsi que la conception d'un MOOC (Massive Open Online Course) interactif en langue française et arabe, hébergé sur une plateforme d'apprentissage propre à l'AMPF. Cette dernière offre un contenu à la fois académique et scénarisé, sous la forme de modules permettant à l'apprenant de s'approprier les contenus scientifiques et juridiques d'une manière ludique avec obtention d'une attestation à la fin du parcours, sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) et sur la violence basée sur le genre.

4. Sensibilisation des détenu(e)s sur la DSSR et EG dans les centres de détention pénitentiaire :

Le projet a utilisé une approche transformatrice de genre avec les jeunes filles et femmes détenues dans les centres pénitenciers, permettant de transformer les normes de genre nuisibles et d'améliorer les connaissances sur la DSSR et EG. En 2022, 73 assistant(e)s sociaux des établissements pénitentiaires dont 2 Femmes et 71 hommes, et 22 cadres de la DGAPR dont 10 femmes et 12 hommes ont été formé.e.s par le DGAPR au Centre National des Formations des cadres de Tiflet sur la gouvernance, les bonnes pratiques et la gestion des programmes de réinsertion. Et ce, à travers 4 ateliers organisés sur la thématique de l'individualisation des programmes de la réinsertion en se basant sur les approches genre et les aspects psychologiques et sociaux. En plus, 450 femmes ont été formées en cascade par pairs par les 188 détenues formées, 13 cadres du personnel de santé de la DGAPR et 10 Assistantes sociales dans 5 établissements pénitentiaires : Toulal, Berkane, Arjat, Beni Mellal. Et ce, pour renforcer leurs connaissances en matière de droits à la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre la violence basée sur le genre ainsi que sur la promotion des droits des femmes. 4000 jeunes mineurs bénéficiaires des camps d'été de la DGAPR, animés par 60 formateurs dont 10 femmes et 50 hommes, ont participé à la rencontre des formateurs

de camps d'été 2022, organisée au Centre National des Formations des cadres à Tiflet.

D'un autre côté, le projet s'est attelé à l'élaboration du Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR, avec 35 acteurs/ices clés ayant une expertise en matière de SSR (Départements gouvernementaux, ONGs). Il avait pour objectif de renforcer les compétences du personnel relevant des centres pénitentiaires en matière de SSR, de doter les établissements pénitentiaires en matériels, supports didactiques et éducatifs, tests, pour une prise en charge des détenues.

B- Appuyer l'accès égalitaire aux droits à la santé sexuelle et reproductive face aux défis sanitaires

1. Formation du personnel de la santé dans la réorganisation des services de santé pour une égalité d'accès aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux femmes victimes de violence dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19

En riposte aux défis sanitaires et à la continuité des services essentiels auxquels ont fait face les filles et les femmes, le système de santé joue un rôle central dans la prévention et la prise en charge des impacts des pratiques néfastes sur la santé et le bien-être physique, mental et sexuel des femmes et des filles. Ce projet a promu l'approche transformatrice de genre pour implémenter des mesures pionnières, en vue de répondre à des besoins émergents en matière de SSR pour les femmes et les filles, en offrant les meilleures chances de combler les écarts entre les genres et d'améliorer les chances d'accès égalitaires aux soins de qualité.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la nouvelle stratégie de la SNSSR, le projet a appuyé l'élaboration d'un référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR qui intègre des prestations en SSR offerts dans une unité dédiée à la SSR au niveau des ESSP, et un livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires. En 2022, le projet a effectué une évaluation à mi-parcours pour l'approche self care dans 8 sites pilotes de l'introduction de la Contraception Injectable Sous Cutanée par la Médroxy Progestérone Acétate Dépôt (DMPA), pour estimer le taux d'acceptabilité de la méthode par les femmes bénéficiaires, le taux d'abandon et dans une certaine mesure, les causes responsables de cet abandon. Dans le même registre, le projet a lancé la formation des pharmaciens pour élargir l'accès aux contraceptifs injectables DMPA-SC aux pharmacies de la région RSK,

Dans ce cadre, 22 mesures ont été mises en place pour améliorer le degré de prise en compte des Droits en matière

de DSSR, des intérêts et des besoins différenciés des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les politiques et programmes de DSSR/EG. Et ce, à travers l'adoption de la circulaire sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins du Ministère de la Santé, intégrant le nouveau protocole de dépistage et de prise en charge des conséquences des grossesses à haut risque pour le cas du diabète gestationnel, l'adoption de 14 protocoles thérapeutiques sur l'harmonisation des pratiques professionnelles et l'amélioration de l'accès à la Santé Sexuelle et Reproductive, ainsi que la signature de la convention nationale de l'ANAM concernant des mesures pour un accès sûr aux services de santé et la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales nationales.

En vue de contribuer à l'accroissement de la formation du personnel de la santé dans la réorganisation des services de santé, le projet a appuyé la formation de 21 pharmaciens (16F, 5H) pour élargir l'accès aux contraceptifs injectables DMPA-SC aux pharmacies de la région RSK, et la formation de 114 participants (96F, 18H) en E-learning, en collaboration avec l'École Nationale de l'École Publique, intégrant des participants des pays de l'Afrique subsahariennes.

En plus des mesures présentées, il est important de souligner qu'en 2022, le projet a appuyé un échange d'expertise Sud-Sud en organisant une conférence internationale sur la promotion des méthodes contraceptives et l'analyse de stratégies innovantes visant à atteindre le 3ème résultat transformateur entre le ministère de la Santé du Maroc et celui du Sénégal et les deux bureaux de l'UNFPA. L'objectif étant d'améliorer l'accès à la SSR et de favoriser de meilleures conditions de santé chez les femmes et les filles afin de mieux appuyer l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles pour le suivi de la SSR.

2. Capacitation des ressources et acteurs de prise en charge des femmes victimes de violence, y compris aux besoins de prise en charge en période de confinement dans le cadre de la riposte aux effets de la pandémie du COVID-19

Dans l'objectif d'améliorer la prise en charge des femmes victimes de violence et de réduire l'impact des violences basées sur le genre, le ministère de la Santé a formé 52 enseignants(e)s permanent(e)s des ISPITS de Fès et de Marrakech en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG, avec le « Kit de formation de base en matière de prise en charge et de lutte contre la violence fondée sur le Genre à l'encontre des femmes et des enfants pour les professions de la santé ». D'autre part, l'appui à la DGAPR pour l'élaboration d'un Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR. Ces initiatives favorisent l'amélioration de l'accès à la prise en charge, la prévention, et la protection des femmes victimes de violence. Ce qui permet d'impacter les changements de comportement aux niveaux individuel, interpersonnel, communautaire et sociétal, pour créer un environnement favorable à la SSR avec les populations vulnérables et éclairer les femmes et les filles dans tout ce qui est processus de prise de décisions en matière de DSSR, de prévention et de recours aux services de santé sexuelle et reproductive et aux services de prise en charge en cas de violence.

C- Interventions visant à assurer la continuité des services de la prise en charge des femmes et des filles victimes de violences :

1. Evaluation des politiques publiques pour la promotion de l'égalité genre et la lutte contre la violence basée sur le genre

Une approche transformatrice du genre a été intégrée dans les politiques publiques, permettant de changer les normes discriminantes de genre en ce qui concerne la DSSR et l'EG. Ces transformations ont été ressenties lors de l'implémentation de la Stratégie Nationale de la SSR 2022-2026, en créant les instances de gouvernance en SSR et l'instauration du Colloque sur la SSR en tant qu'outil de suivi de la MOE de la Stratégie SSR 2021-2030. Ladite implémentation a été présidée par le ministère de la Santé et de la Protection Sociale, avec la participation des différentes parties prenantes en SSR.

Cette année a coïncidé avec la tenue du 4ème cycle de l'Examen Périodique Universel constituant l'occasion d'accompagner toute une dynamique associative dans l'élaboration des rapports parallèles de l'EPU, qui représente un mécanisme unique en son genre institué en 2006 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans le cadre de ce projet, cette initiative a été menée pour la première fois au Maroc, avec les jeunes, en tant qu'acteurs/ices de changement et force de proposition œuvrant de concert avec les mécanismes de démocratie participative pour répondre aux engagements du Maroc en matière des droits humains, particulièrement ceux relatif à la SSR.

A ce propos, 5 rapports parallèles engageant 141 OSC/ODDF de toutes les régions du Maroc ont été élaborés et présentés à Genève, ce qui a permis de concrétiser l'approche transformatrice menée. Le processus de l'EPU est une plateforme utile pour engager les parties prenantes nationales dans le suivi des engagements internationaux et des progrès vers une plus grande redevabilité, sur la question de l'égalité entre les sexes et de la santé sexuelle et reproductive et des droits reproductifs.

Dans le cadre de ce projet, le processus a ouvert un dialogue permettant l'organisation de 7 événements avec la société civile et les INDH, sur l'évaluation des politiques publiques, particulièrement en matière de DSSR y compris l'avortement, le mariage des mineures, la violence à l'égard des femmes. Et ce, à travers le processus de concertation entamé pour l'élaboration des rapports parallèles, leur présentation à la 41ème pré-session tenue en août 2022 à Genève et celle tenue en novembre 2022. Qui plus est, cet exercice permet le renforcement de la coopération technique avec le système des Nations Unies et les acteurs/ices bilatéraux, en particulier les États ayant fait des recommandations.

D'un autre côté, l'année 2022 a été marquée par la finalisation de certaines études importantes pour positionner la DSSR et l'égalité de genre dans les priorités des politiques publiques, effectuées tantôt par le CNDH sur l'analyse des jugements octroyés par les juges en faveur du mariage des mineures ; l'élaboration de stratégies visant la sensibilisation sur la précarité menstruelle et la promotion de l'éducation et la sensibilisation à la SSR. Tantôt par les OSC/ODDF de la société civile notamment : le mémorandum relatif au mariage des

mineurs élaboré par le réseau Anaruz avec les parlementaires ; la préparation des outils de plaidoyer pour l'intégration du genre dans le Plan d'Action Communal (PAC) de Fès , le mémorandum par l'IPDF pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale afin d'identifier les

écarts dans le fonctionnement de l'élaboration des plans de développement communaux, provinciaux et régionaux, auprès des élu-e-s ainsi que le plaidoyer pour l'intégration des injections sous cutanées dans les méthodes de contraception de longue durée par OPALS.

“ J’ai bénéficié d’un accompagnement psychologique avec les assistantes sociales
Amina, FVV, Fès “

Ces actions de plaidoyer ont pour objectif d'assurer une transformation des normes sociales liées au genre, pour lutter contre les inégalités des rapports de pouvoir et des privilèges entre des personnes de sexes différents, et de parvenir à l'égalité entre les sexes. Ces dynamiques lancées par le projet visent la déconstruction des rôles sexospécifiques définis par la société qui soutiennent des comportements associés, et les obstacles qui empêchent les filles et les femmes d'acquérir ou non les capacités d'agir.

A cet effet, il serait pertinent de citer les études qui ont été validées en 2022 et certaines études qui seront présentées publiquement en 2023 :

- Etude sur l'évaluation des jugements de la loi 103-13 ;
- Etude Cap ;
- Rapport final sur le mariage des mineures de l'ONDH ;
- Mémorandum pour l'éradication du phénomène du mariage des mineurs adressé aux décideurs ;
- Guide d'intervention sur la violence économique élaboré par l'IPDF auprès des acteurs/ices concernés ;
- Mini-étude analytique et critique concernant l'analyse des PDR, PDP, à l'épreuve des 3 résultats transformateurs ;
- Outils d'information destinés aux pharmacies dans l'objectif de promouvoir les différentes méthodes contraceptives disponibles au Maroc.

2. Campagnes de sensibilisation du grand public changement des modèles de comportement collectifs pour la promotion de l'égalité genre et la lutte contre la violence à l'égard des femmes :

Les campagnes menées pour lutter contre la violence à l'égard des femmes impactent la transformation des normes sociales discriminantes lorsqu'il s'agit de comportements interdépendants. Il faut tenir compte de communautés entières, car chaque personne réagit en fonction des actes posés par ses proches, et éventuellement en fonction de leur perception des comportements appropriés. C'est pour cette raison que le projet vise le changement des normes sociales discriminantes qui peuvent être stables et fonctionner de manière automatique et involontaire sur plusieurs générations en raison de cette interdépendance.

Dans la conjoncture actuelle, la transformation des normes sociales est complexe, car elle est soumise au contexte social, à l'espace social précis où cette transformation a lieu. La transformation se fait d'une manière intergénérationnelle et dans un espace temporel illimité. Prenant en considération ces éléments, les partenaires saisissent les 16 jours d'activisme

pour la multiplication du plaidoyer par les institutionnels et les ONG, contre la violence à l'égard des filles et des femmes. Ce qui a permis en 2022 de sensibiliser un nombre important de jeunes garçons, filles, hommes et femmes sur la SSR et l'égalité genre, ainsi que sur la masculinité positive.

L'innovation, dans les nouvelles techniques de plaidoyer avec les jeunes sur les droits à la santé sexuelle et reproductive, l'égalité genre et les normes sociales discriminantes, a permis d'atteindre 3 millions en 2022. 8 campagnes digitales nationales sur les réseaux sociaux et en mode présentiel ont été organisées par les institutionnels et les OSC/ODD, et dans les établissements scolaires de toutes les régions du Maroc. Cela dit, le changement des normes sociales discriminantes peut concerner le niveau global et territorial de manière différente. L'impact est lié à des facteurs plus larges qui entourent les transformations des normes, notamment les dimensions économique, politique et religieuse qui constituent encore des entraves auxquelles fait face la société, en matière d'avortement et de mariage des mineures, pour permettre sur le long terme aux nouvelles normes de prendre la place des anciennes. Certes, les campagnes digitales touchent un grand nombre de personnes, mais il est difficile de savoir exactement l'impact réel de la transformation qui pourrait ne pas être clairement perçue, ou bien saisie par les indicateurs disponibles. Mais cette transformation se produira progressivement dans l'esprit des gens tandis que les attitudes changeront de façon toute aussi progressive. Ces campagnes agissent sur la dynamique sexospécifique et du pouvoir caché, les rôles sexospécifiques définis par la société qui soutiennent des comportements associés et les obstacles qui empêchent les filles et les femmes d'acquérir ou non les capacités d'agir.

En 2022, 28 333 jeunes (22555F, 5778H) se sont engagés d'une manière innovatrice dans des actions concrètes démontrant une attitude positive vis-à-vis de l'élimination de la violence basée sur le genre, soit à travers les 470 activités organisées dans la 20ème campagne de LCVEF, 3000 jeunes (1300F, 1700H) informé.e.s et sensibilisé.e.s sur la plateforme Clubhouse atteignant 28000 personnes directs et indirects des personnes touchées sur les autres les réseaux sociaux à travers 12 sessions du programme de formation et de sensibilisation de YPEER sur la DSSR, LifeSkills, VBGS, SGD, 78 Jeunes filles formées âgées de 12 ans à 18 ans par le Projet Soar avec un programme d'autonomisation des filles.

Les activités menées avec les jeunes filles et garçons contribuent au processus de transformation soit à travers l'abandon d'une norme mal adaptée, d'abord par des délibérations éthiques et la création ultérieure d'une nouvelle norme (lutte contre le mariage des mineures), soit à travers la création d'une nouvelle norme positive dans un premier temps, suivie par

la déstabilisation de la norme discriminatoire initiale. Cette transformation peut s'effectuer en différentes étapes pour chacune des options. Ces initiatives marquent les principes de la théorie des normes sociales et peuvent utiliser et

soutenir les forces sociales positives existantes, pour agir sur la transformation des normes et des comportements à travers une réponse institutionnelle globale.

“ Cette expérience m’a octroyé une perception nouvelle sur un Domaine qui m’était jusque-là inconnu à savoir la SSR. ”
Oumaima, jeune, Rabat

3. Impact de la Covid19 sur les variables caractérisant la situation des FVV au niveau sociologique et juridique et Kits de prévention de la COVID-19

En 2022 et en riposte à la COVID-19 pour garder le service d'hébergement fonctionnel pour accueillir les femmes survivantes à la violence, le projet a appuyé la mise en place des services en ligne et des cellules d'écoute et d'appui psychologique, assurant ainsi l'accueil de 3062 FSV.

- 856 Femmes victimes de violence ont été accueillies et accompagnées dans le Centre Batha à Fès. Leurs données ont été saisies dans le système d'information, conformément aux procédures prescrites par les services d'aide et accompagnement du Centre Batha dans le cadre d'accueil des FVVBG ;

- 215 Femmes victimes de violence ont été hébergées dans le centre d'hébergement de l'association ATMDAS à Errachidia, la majorité sont des mères célibataires âgées de 14 à 22 ans ;

- 1991 femmes survivantes à la violence ont été accueillies dans le centre de santé de Marrakech Safi.

Dans cette conjoncture, le projet a appuyé l'IPDF pour une série d'initiatives visant à mener un plaidoyer institutionnel auprès des décideurs dans l'optique d'améliorer la prise en charge des femmes victimes de violence dans la région de Fès, convaincu que la transformation d'une norme sociale ou d'un ensemble de normes suit les mêmes principes dans tout espace social, car elle découle du comportement humain de base. Cela signifie que, même si la dynamique des normes sociales suit des principes théoriques communs, l'impact réel sur ces jeunes devra être estimé pour mieux évaluer l'impact réel. A cet effet, l'IPDF avec d'autres OSC/ODDF ont effectué une mini étude analytique et critique concernant l'analyse des PDR, PDP. Et ce, à l'épreuve des 3 résultats transformateurs dont les recommandations ont été intégrées dans un Mémoire pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale, et l'organisation de marches exploratoires pour identifier les obstacles de la Prise en charge des femmes victimes de violence. Dans une démarche formatrice de genre, ces recommandations ont été présentées au Président de l'arrondissement Fès-Agdal et Médina, dans une perspective de plaidoyer, avec les acteurs/ices territoriaux, contre les obstacles qui empêchent l'accès des femmes aux services essentiels relatifs à la prise en compte de la violence de genre dans le processus de l'élaboration du PAC.

La théorie du changement tient également compte des principes théoriques de la norme sociale discriminatoire selon lesquels, indépendamment des attitudes individuelles, l'adhésion de l'institution ou du groupe est important. Par exemple, le projet a appuyé la DGAPR pour l'élaboration d'un

Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR au niveau de la DGAPR, et la formation des cadres, d'assistants sociaux, du personnel de santé en plus de détenues femmes sur l'appui psychologique aux FVV, au Centre National des Formations des cadres de Tiflet, PL Berkane, PL Arjat, PL Toulal 2 et PL Beni Mellal.

Qui plus est, 3 Centres d'hébergement des FVV ont été équipés en moyens de désinfection et de prévention contre le Covid 19 (Oujda, Errachidia et Marrakech), avec des kits de prévention pour les Femmes victimes de violence logées dans les centres d'hébergement des ONG. Ces kits ont permis d'assurer une protection sanitaire contre la pandémie Covid 19 pour les femmes VV vulnérables qui viennent au centre d'écoute (à travers la distribution de bavettes, désinfectants, produits pour hygiène intime des femmes, savon, détergents...).

En vue d'accompagner ces initiatives et cibler d'autres communautés, il est opportun de mentionner que très souvent, la notion de communauté géographique ne couvre qu'une partie du groupe décisionnel pertinent et, par conséquent, d'autres parties doivent également être atteintes simultanément. Ainsi, différents partenaires du projet ont multiplié l'utilisation du digital et les réseaux sociaux pertinents pour le transfert de connaissances. Et conduire, tout autant le changement de la norme sociale discriminatoire favorisant une socialisation de genre, à travers une approche « ludo-éducative » et « ludopédagogique » sur la DSSR et l'Égalité Genre, notamment : la création de trois plateformes numériques, comme moyen de faire en sorte que les jeunes restent engagés dans le dialogue la SSR et en contact étroit avec les services. Les programmes de formation tels que le MOOC des cours en ligne sur la SSR, développé pour former les inspecteurs, enseignant (e)s et les chargés de la vie scolaire au niveau des établissements relevant du Ministère de l'Éducation, en vue d'assurer la continuité des services liés à l'éducation pour changer les normes inégales entre les sexes. Aussi, un MOOC (Massive Open Online Course) interactif, hébergé sur une plateforme d'apprentissage propre à l'AMPF, offrant un contenu à la fois académique et scénarisé sous la forme de modules permettant à l'apprenant de s'approprier les contenus scientifique et juridique d'une manière ludique avec obtention d'une attestation à la fin du parcours. Et enfin, Private Open Courses pour la mise en place d'un programme de formation à distance digitalisée, en faveur des EMF partenaires sur le PSE par l'IPDF.

Ces trois programmes ont eu un impact sur les jeunes adolescents. e.s qui ont commencé à adopter des comportements de SSR plus sains et plus équitables entre les sexes. Le dialogue intergénérationnel, encouragé par les formations de YPEER, d'AMPF et d'IPDF avec les jeunes, est essentiel pour remettre en question les normes de genre relatives à la SSR des adolescents.

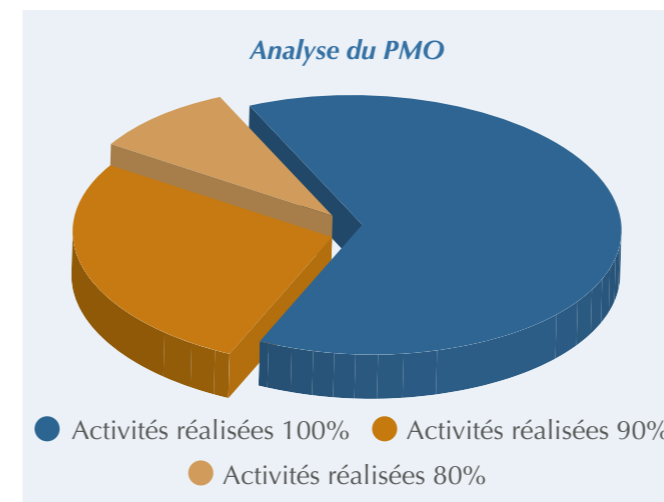
IV- Evaluation et Monitoring du projet

L'année 2022 a été marquée par la propagation. La flexibilité manifestée par la Coopération Canadienne, le fort engagement des partenaires de mise en œuvre et les efforts consentis par l'équipe de l'UNFPA et ses partenaires ont permis de gagner du terrain pour les transformations attendues de ce projet, et ce, malgré les contraintes rencontrées durant le contexte exceptionnel de la pandémie du Covid 19.

A- Analyse des résultats du PMO :

En 2022, 95,33% des activités du PMO ont été réalisées.

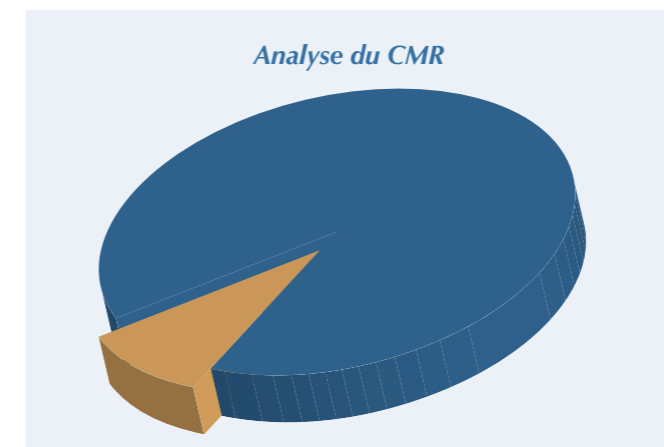
27 activités ont été réalisées à 100% et 12 ont été réalisées à 90 % et 4 uniquement activités ont été réalisées à 80%.



Les informations détaillées sur les activités, leur niveau de réalisation et l'explication des défis rencontrés sont dans les tableaux des 3 résultats (PMO).

B-Atteinte des résultats du CMR :

Également, en se référant à la matrice de mesure du rendement renseignée pour l'année écoulée, il est à souligner que, sur les 25 indicateurs, 22 indicateurs ont été réalisés à 100 % et plus de 3 indicateurs seront réalisés en 2023.



Il est à noter aussi que ces 17 indicateurs ont été dépassés en 2022. Ce dépassement est expliqué par les éléments suivants :

- Utilisation de nouvelles technologies à la suite de la pandémie de la COVID 19 ;

- La multitude de partenaires souhaitant collaborer avec l'UNFPA dans le cadre du projet a fait que les activités sont de plus grande envergure ;

- Les partenaires commencent à s'approprier certains dossiers et engager leurs propres moyens dans les activités, notamment la 20ème campagne de lutte contre la violence à l'égard des femmes ;

- La mutualisation des efforts entre partenaires, à l'exemple de l'AMPF qui utilise le jeu élaboré par la DGAPR, Tibu et AMPF qui collaborent avec la DGAPR.

C- Défis :

Le premier défi relevé est l'engagement des hommes et des garçons en faveur des droits des femmes, et qui constitue un atout dans ce projet même si la nécessité d'impliquer les partenaires masculins pour plaider en faveur des droits des femmes est difficile. Il s'agit d'un défi particulier dans le contexte actuel que le projet a réussi à dépasser. L'analyse sexospécifique des activités organisées et initiatives menées démontre que, de plus en plus, le nombre des garçons hommes l'initiative de Dar Hadith Hassania et la RMO fait état de certains résultats positifs dans la mobilisation des acteurs/ices religieux hommes pour la sensibilisation sur la DSSR et l'Égalité genre. L'évaluation effectuée par la RMO sur les compétences psycho socioéducatives, et méthodo-cognitives des éducateurs Pairs et Oulémas Relais (femmes & hommes), formés en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) et d'égalité de genre durant les trois ans, de 2019 à 2023, démontre que 96% des Oulémas Relais et les Éducateurs Pairs sont satisfaits de l'amélioration de leurs compétences pour la sensibilisation à la violence.

Le second défi est la difficulté de mesurer la transformation et le changement des normes sociales discriminatoires effectués par les différents partenaires. L'expérience démontre que ce projet a adopté des approches multisectorielles, favorisant la multiplication des interventions au niveau des politiques publiques et les initiatives de plaidoyer, les formations par exemple pour mettre fin au mariage des enfants et à la VBG, en ce qui concerne l'engagement persistant auprès des communautés et d'une série de différents responsables pour que des progrès soient réalisés dans le changement des normes sociales profondément ancrées. Chaque petit pas est une étape importante, et le défi consiste à rester concentré sur le processus de changement et à persister à surmonter les revers sur la voie de la fin des pratiques néfastes.

Le troisième défi est la difficulté de mesurer le renforcement de l'autonomie des filles et des femmes concernant la SSR. Malgré les efforts déployés par le projet, ce défi relevé permet d'effectuer des évaluations pour mesurer l'amélioration des connaissances des filles et des femmes sur l'utilisation des méthodes de contraception de longue durée. Ceci peut se répercuter sur le taux de grossesses non intentionnelles, le renforcement de l'autonomie corporelle et le choix libre.

Mais aussi sur la dynamique familiale de manière positive, en positionnant les femmes comme des détentrices de droits et partenaires égales.

D- Formation en gestion axée sur les résultats (GAR)

Dans le cadre du renforcement de capacité des IP's quant à la gestion des projets de développement, une session de formation sur la GAR (Gestion Axée sur le Résultat) a été effectuée par Mme Hanane Benchekroun, la chargée de l'évaluation et du mentoring, le 7 juillet 2022, au profit de 40 partenaires dont 28 femmes et 14 hommes, profils techniques des IP's.

La session avait pour objectif d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour appliquer les principes de la Gestion Axée sur les Résultats dans la planification stratégique des projets, et s'approprier les outils de planification stratégique axée sur les résultats au profit des gestionnaires et points focaux techniques chargés de la planification et de la mise en œuvre des plans de travail conjoints, au niveau de chacun de ses partenaires nationaux.

E- Mobilisation d'une mission d'évaluation à mi-parcours du projet

Dans le cadre du présent projet, une évaluation à mi-parcours a été effectuée par le cabinet 3 angles études selon les critères suivants : 1) la pertinence, 2) l'efficacité, 3) l'efficience et 4) la durabilité.

L'objectif de l'évaluation à mi-parcours est de mettre le point sur l'avancement du projet et de proposer des recommandations sur les éventuels ajustements, et ce, afin mieux adapter le projet aux changements produits dans son environnement (les changements dans le contexte liés à la covid-19, les changements en relation avec les priorités nationales et les orientations stratégiques de la politique nationale de protection sociale et le nouveau modèle de développement).

Ladite évaluation couvre la première période de mise en œuvre, entre janvier 2019 et décembre 2021, et cible les groupes concernés par les actions de mise en œuvre du projet. Elle analyse aussi les actions et les résultats atteints par le projet fixé dans le Plan de Mise en œuvre (PMO), dans le Cadre de Mesure de Rendement (CMR), dans la Stratégie en égalité des genres du projet et dans les plans de travail annuels et la stratégie de pérennisation. En s'appuyant sur des éléments factuels crédibles et fiables, l'évaluation a mis l'accent sur les leçons apprises et a traduit les conclusions en recommandations stratégiques et opérationnelles, afin de mieux orienter les interventions à venir durant la période restante pour la mise en œuvre dudit projet et pour la pérennité de ses actions, une fois le projet clôturé.

A cet égard, l'approche utilisée pour évaluer la performance du programme est mixte, associant les données qualitatives et quantitatives, en croisant les résultats (triangulation) et par conséquent, en assurant leur fiabilité à travers une variété d'outils (revue de la documentation du projet, analyse de données, entretiens, focus groups, visite de terrain). La conception et la conduite de la mission d'évaluation ont été

menées d'une manière participative et inclusive. L'approche participative a permis de garantir un apprentissage et une appropriation des résultats de cette évaluation. L'évaluation a intégré aussi l'analyse Genre et Droits Humains (GDH) dans toutes les phases du projet (conception, mise en œuvre et évaluation).

Pour conclure, ledit rapport a présenté une batterie de recommandations liées aux axes suivants: le renforcement de l'alignement des priorités du projet avec celles des partenaires stratégiques et d'exécutions, l'élaboration d'une offre de renforcement des capacités des partenaires adaptée, les impacts liés au genre du projet, les mécanismes de collaboration au sein de l'équipe UNFPA, les mécanismes de collaboration entre l'équipe UNFPA et les partenaires du projet, l'échange entre l'équipe UNFPA avec les Affaires Mondiales du Canada, la mise en place d'une mémoire institutionnelle du projet, la gestion de nouvelles connaissances, la durabilité du projet, la préparation de la prochaine phase du projet, la présentation des leçons apprises.

F- Leçons apprises :

Les leçons apprises sont un élément essentiel du processus d'amélioration continue du projet. En plus d'être un élément clé d'une saine gestion de la qualité, ces leçons apprises permettent d'évaluer les nombreuses activités exécutées tout au long du cycle de vie des projets et d'en tirer des enseignements.

En 2022, quelques bonnes pratiques et leçons à tirer ont été cernées, elles se résument comme suit :

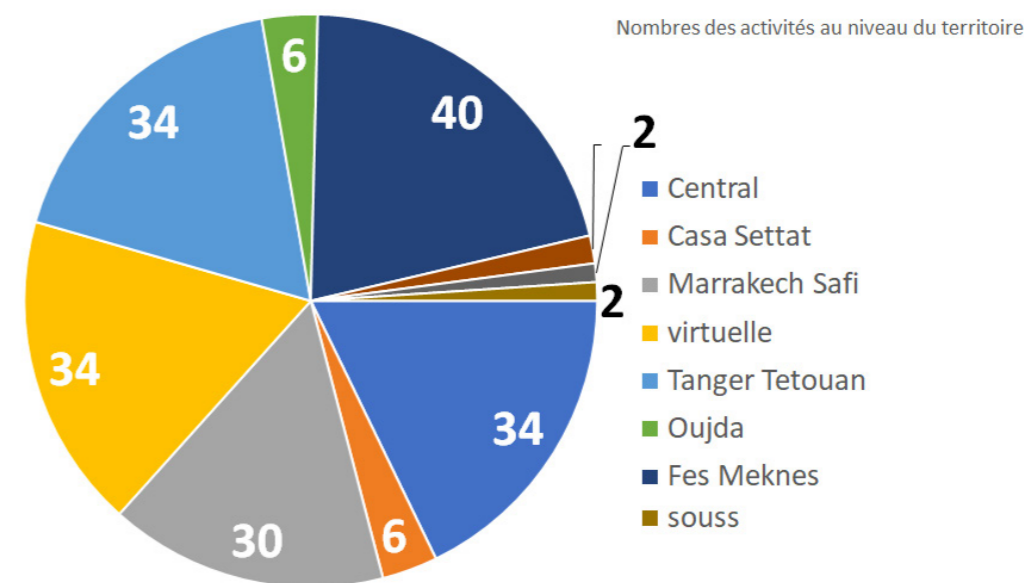
- La mise en œuvre de programmes sur la DSSR et EG en format digital facilite la diffusion aux jeunes et à une population de professionnels plus large dans plusieurs régions ;
- L'implication et la responsabilisation de la partie nationale est une condition sine qua non de réussite des expériences pilotes avant de l'étendre aux autres régions du Royaume ;
- Le renforcement des capacités de la partie nationale est primordial pour la mise en œuvre des politiques publiques de la DSSR et l'EG ;
- Une meilleure synergie entre partenaires dans la programmation peut amplifier les résultats ;
- Une meilleure capitalisation des expériences des partenaires dans la thématique de la SSR, et la mutualisation des efforts et le partage des bonnes pratiques sont des atouts pour la réussite du projet ;
- Une évaluation des expériences nouvelles et innovantes permet de mesurer l'impact et de redresser les initiatives tout au long du projet ;
- Une diversification des techniques de plaidoyer territorial et son adaptation aux populations les plus vulnérables, à travers des méthodes novatrices qui allient l'Art, le théâtre, le sport et l'apprentissage par les pairs, peut permettre d'atteindre les indicateurs du projet et même de les dépasser ;
- La masculinité positive est un exemple de réactivité et d'adaptation à une menace qui a constitué un défi pour changer les normes sociales discriminantes à l'égard des femmes et des filles ;
- Une adaptation du projet aux besoins naissants en matière

de SSR avec certaines populations comme les détenues peut avoir un impact sur le changement de comportement sociétal important ;

- Un accompagnement des politiques publiques pour qu'elles soient plus égalitaires, plus inclusives et centrées sur la justice sociale et l'égalité permet un réel changement intergénérationnel ;
- L'implémentation des actions de plaidoyer avec les différents partenaires (institutionnels, OSC...) peut contribuer à la réduction des inégalités genre, spatiales ;
- La multiplication des actions de sensibilisation innovantes

et intergénérationnelles permet le changement des comportements en faveur de l'égalité dans une société patriarcale ;

- La diversification des productions d'outils accessibles aux populations jeunes pour le partage de la culture de l'égalité, tels que les études, les guides, les jeux, permet de faciliter leur appropriation ;
- L'appui aux équipements de structures ou du matériel pour certains établissements pour lutter contre la violence permet une transformation de genre et l'autonomisation sanitaire, économique, sociale des femmes et des filles.



V- Gestion du projet

A- 5ème réunion du comité Technique de l'année 2022

La Réunion du Comité Technique a été tenue le 14 juin 2022 à 10h00, présidée par M. Abdelilah Yaakoubd, Représentant Assistant de l'UNFPA et Mme Aouatif Alioua de l'ambassade du Canada, en présence des représentants de la division de la vie scolaire, du ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports, de la Direction de la Population, du ministère de la Santé et de la Protection Sociale, de l'AMPF, du Réseau Anaruz et Y-Peer Morrocco.

Après les allocutions d'ouverture, Omayma Achour la coordinatrice du projet « DSSR et EG » a effectué une présentation du bilan des réalisations concernant les activités programmées en 2021, en citant les principales conclusions tirées du bilan des réalisations 2021 énumérés comme suit :

- La présentation des chiffres clés de l'année 2021 met en relief l'engagement des partenaires et leur appropriation des actions du projet permettant l'atteinte de 80 % des activités du PMO et la réalisation de 19 indicateurs sur 25 ;
- La mise en œuvre du processus de la digitalisation a facilité l'exécution des activités malgré les restrictions du Covid 19 ainsi que le dépassement des résultats à atteindre ;
- L'adoption de l'approche systémique a permis le renforcement des capacités du personnel de la santé, de l'éducation, des leaders religieux, des journalistes, des monitrices de Dar Taliba et des agents sociaux des centres pénitenciers, à travers des approches innovantes : l'éducation par les pairs, le théâtre, le sport, et l'utilisation de la digitalisation ;
- L'importance de l'approche du self Care, en tant que solution innovante pour dépasser les limites des interventions classiques, afin que les femmes et les jeunes prennent des décisions éclairées eu égard à leur SSR ;
- Le développement de nouveaux outils pour favoriser la communication permettent la visibilité des actions du projet sur les réseaux sociaux et la production de Newsletter pour partager les histoires humaines ;
- Le développement de la stratégie Genre pour favoriser l'analyse des principales contraintes faisant obstacle à l'égalité des sexes ;
- La présentation des leçons apprises et des défis tels que la difficulté de la collecte des données désagrégées par sexe nécessaire pour une analyse genre.

Par la suite, le débat a permis l'échange avec les partenaires sur les réalisations phares durant l'année 2021. Par rapport à l'axe (1) : l'appui des politiques publiques en mettant l'accent sur les étapes de l'élaboration et le lancement officiel de la Stratégie Nationale de Santé Sexuelle et Reproductive 2021-2030 avec une approche participative, et son implémentation à travers la mise en place des instances de Gouvernance et l'instauration du Colloque sur la SSR en tant qu'outil de suivi de la MOE de la Stratégie SSR 2021-2030. Par rapport à l'axe (2) : la participation des hommes et garçons pour le changement des normes sociales discriminantes, le lancement de la campagne sur la masculinité positive. L'axe (3) : le plaidoyer et la lutte

contre les pratiques néfastes: Réseau Anaruz qui a présenté les étapes de l'élaboration du Mémoire sur le mariage des mineures.

Après l'échange entre les membres du comité technique, il a été opportun de présenter les différentes recommandations :

1. Renforcer les efforts de communication et de dissémination autour de la Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive 2021-2030, pour assurer une large adhésion des départements gouvernementaux et non-gouvernementaux aux objectifs de cette Stratégie ;
2. Favoriser les échanges d'expertise et de bonnes pratiques dans le domaine des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive et de l'Égalité Genre entre les différentes parties prenantes nationales ainsi qu'avec des intervenants internationaux, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud;
3. Mettre en œuvre de la Stratégie Genre pour la réduction effective des écarts et des inégalités, notamment le renforcement des compétences pour améliorer la collecte des données sexospécifiques et l'évaluation des incidences du projet, permettant ainsi l'égalité effective ;
4. Développer et mettre en œuvre le plan de pérennisation du projet pour pérenniser des acquis les actions innovantes mises en œuvre dans le cadre du projet ;
5. Intégrer les trois directions régionales du ministère de la Santé et de la Protection Sociale dans le Comité Directeur pour renforcer la territorialisation des actions du projet dans les régions du projet ;
6. Constituer « la mémoire » du projet à travers la mise en place d'un outil digital regroupant toutes les productions du projet : livrables, outils, études, recherches et supports didactiques validés pour mémoriser et durant la période du projet ;
7. Renforcer l'appropriation de l'approche par les droits ayant comme entrée la satisfaction des services SSR et la lutte contre la VGB et favoriser la génération de connaissances et la production des données probantes en liaison avec les déterminants sociaux, l'éducation sexuelle complète, l'effectivité de l'égalité de genre notamment en agissant sur la déconstruction des normes sociales discriminantes ;
8. Assurer la synergie entre les différents partenaires du projet de même que la coordination inter-agence (UNFPA-ONU-FEMMES) par rapport aux questions d'égalité et de lutte contre la violence fondée sur le genre.

Par la suite, la chargée de l'évaluation a partagé avec les membres du comité une présentation sur l'évaluation à mi-parcours du projet, rappelant les objectifs et le processus de l'évaluation, en présentant les principales recommandations de cette évaluation. Et la Coordinatrice du Projet DSSR et EG a présenté la Stratégie Genre, en partageant les étapes de l'implémentation de cette stratégie et l'importance de l'appropriation des partenaires des outils développés.

Ce même comité a validé les versions présentées du bilan

des réalisations 2021 et du PTA 2022 et a recommandé au comité Directeur de les approuver sous réserve de leur restructuration.

B- 3ème réunion du comité Directeur de l'année 2022

La première réunion du comité Directeur a eu lieu au siège du ministère de la Santé, le 23 juin 2022, coprésidée par M. Abdelkrim Meziane Belfkih, Secrétaire Général du ministère de la Santé et de la Protection Sociale, M. Jean Touchette, Chef de la Coopération Canadienne et M. Luis Mora, Représentant de l'UNFPA au Maroc, au siège du ministère de la Santé. Il y eut le lancement d'une capsule audiovisuelle résumant le bilan des principales réalisations du projet au titre de l'année 2021 auquel ont succédé les principales interventions programmées pour l'année 2022 et la validation des recommandations du Comité Technique ainsi que l'approbation des nouvelles recommandations du Comité Directeur.

La présentation effectuée par Omayma Achour, la Coordinatrice du Projet a mis l'accent sur les points suivants :

- La grande avancée soulignée et l'atteinte des résultats du projet et leur dépassement grâce à l'engagement fort des partenaires et l'utilisation des outils innovants ;
- Le lancement de la Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive 2021-2030 et la validation de la Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes et l'introduction de l'Éducation à la Santé Sexuelle et Reproductive dans les curricula scolaires à la 6ème année du primaire ;
- L'analyse des résultats du PMO à 80 %, dans celle de la CMR : 19 ont été réalisées sur 25 ;
- Le niveau d'organisation des interventions de riposte à la crise sanitaire a été salué, de même que l'importance de la digitalisation comme mécanisme permettant de faciliter la continuité des activités du projet face à une conjoncture particulièrement difficile ;
- La présentation des recommandations de l'évaluation à mi-parcours par une évaluation indépendante impliquant les partenaires afin de garantir l'atteinte des objectifs escomptés du projet ;
- Le développement de la stratégie Genre pour favoriser l'analyse des principales contraintes faisant obstacle à l'égalité des sexes et agir pour la réduction des gaps et la déconstruction des normes sociales;
- La présentation des réalisations actions de communication durant l'année 2021 qui étaient axées sur l'innovation et la digitalisation, l'élaboration de la Newsletter N°1 ;
- La présentation des défis que le projet a surmontés durant l'année 2021 dont la collecte des données désagrégées par sexe ;
- La présentation des actions phares planifiées durant l'année 2021 ;

- La présentation des leçons apprises.

Par la suite, et à la lumière des différentes interventions, une liste de recommandations stratégiques et opérationnelles a été soumise à l'avis et à l'approbation des membres présents, notamment :

1. Consolider les réalisations du projet en tant que programme gouvernemental et développer des mécanismes innovants adaptés pour prendre en considération la réduction des inégalités et la lutte contre toutes les formes de violence physiques, verbales et sociales ;
2. Prévoir des actions stratégiques pour garantir la pérennisation et l'appropriation du projet par tous les partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux ;
3. Mettre en place les recommandations émises par le comité technique ;
4. Focaliser les actions entreprises sur l'approche « Droit Humain » pour garantir le droit à la SSR d'une façon globale et intégrée ;
5. Renforcer l'engagement sociétal pour intégrer les changements de perception souhaités ;
6. Prévoir des points focaux au niveau régional qui représentent toutes les parties prenantes impliquées dans la SSR ;
7. Encourager l'intégration des programmes de l'éducation sexuelle complète depuis le préscolaire pour assurer un continuum d'apprentissage ;
8. Renforcer la recherche en SSR notamment sur les Déterminants d'accès aux services de la SSR ;
9. Développer des outils de communication en SSR pour cibler les populations dans les zones enclavées et répondre à leurs besoins diversifiés, en l'occurrence les femmes victimes de violence ;
10. Saisir tous les espaces d'échange et d'information pour améliorer les connaissances des jeunes en matière de la SSR (exp : centres médicaux sociaux des universités) ;
11. Développer des approches communautaires en impliquant les acteurs/ices de changement comme le cas des morchidates religieuses et adoules aussi bien que les approches ludiques pour atteindre le maximum de populations vulnérables.

A la fin de cette réunion, les membres du Comité Directeur ont entériné les recommandations du Comité Technique en approuvant les actions programmées dans le cadre du PTA 2022, et l'ensemble des recommandations partagées ont été validées.

L'année 2022 a connu un changement dans l'équipe gestionnaire du projet de l'UNFPA, notamment le recrutement en janvier 2022, de Mme Achour Omayma, en tant que consultante, Coordinatrice du projet DSSR et EG, et le recrutement de Mme Laila Khana, associée au programme, en mars 2022.

VI. Finalisation de la Stratégie de Pérennisation

La stratégie d'égalité entre les sexes du projet Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc a été élaborée, décrivant l'approche globale des initiatives visant à intégrer les principes et les résultats d'égalité entre les sexes tout au long du projet.

L'objectif global de cette stratégie est d'aligner la programmation relative à l'égalité entre les sexes sur les exigences du plan stratégique de la « Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc », réalisée par le biais de la coopération entre

l'UNFPA et le Gouvernement du Canada de l'année 2022-2023. Elle a pour but de mettre l'accent sur le renforcement de la responsabilité institutionnelle orientée vers l'action et sur la mise en œuvre d'une approche intégrée participative, transformatrice, axée sur l'être humain et fondée sur les droits, les données probantes et les résultats.

Cette stratégie vise à ressortir un bilan des réalisations et leur impact/incidence sur les résultats du projet, en tirant les leçons apprises pour se projeter d'ici la fin du projet et pouvoir atteindre les résultats escomptés.



VII-Communication sur le projet et visibilité de la Coopération Canadienne

Dans l'objectif d'accroître la visibilité du projet «Droit à la santé sexuelle et reproductive et l'égalité genre au Maroc» qui bénéficie de l'appui de Affaires mondiales Canada, un exercice de planification annuel a été conduit au sein de l'Unité de communication du bureau de UNFPA au Maroc en étroite collaboration avec les chargées des programmes assurant le lien direct avec les multiples partenaires, en concertation avec l'équipe du Projet sous le leadership de sa coordinatrice.

Parallèlement sur le plan annuel, les dates clés se rapportant à la visibilité du projet ont été identifiées et intégrées dans le calendrier de communication au titre de l'année 2022. Le suivi continue avec les chargés des programmes ainsi que les partenaires a permis d'adapter les interventions planifiées et de créer des synergies en matière de communication.

A- Visibilité de la Coopération Canadienne

En 2022, une forte représentation de l'Ambassade du Canada au Maroc a été assurée dans pas moins de 6 événements de grande envergure, y compris les 16 jours d'activisme, la journée mondiale de la population, la campagne des 8 milliards, les signatures de conventions novatrices avec le secteur privé et les acteurs religieux ainsi que les visites organisées sur le terrain.

A l'occasion de la journée internationale de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, Madame Nell Stewart, l'Ambassadrice du Canada au Maroc, a prononcé une allocution lors du lancement de la 20^{me} campagne nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes ayant pour thème « Tous pour un espace numérique responsable et sécurisé pour les femmes et les filles ». Cet événement a été lancé par le ministère de la Solidarité, de l'Inclusion Sociale et de la Famille à l'Académie du Royaume, le 25 novembre 2022. Cette campagne a regroupé plus de 150 responsables et personnalités de divers horizons, de membres du corps diplomatique et onusien accrédité à Rabat, d'acteurs/ices de la société civile et d'universitaires, le Wali chargé de la coordination de l'INDH, la coordinatrice de la déclaration de Marrakech, l'Ambassadrice du Canada, le représentant de l'UNFPA, la représentante de l'ONU-femmes, le président de la commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel, le secrétaire général de l'ONDH, le secrétaire général du CNDH, la Secrétaire Générale de l'UNFM, le Secrétaire Générale de l'ODECO, les représentants de la DGSN et de la Gendarmerie Royale. Cette campagne a été organisée par le Ministère de la Solidarité, de l'Inclusion Sociale et de la Famille en partenariat avec le pôle social et le Ministère de l'Éducation, l'Entraide Nationale, les AREF, l'ADS, en impliquant 27.518 filles et garçons à travers l'organisation de plus de 470 activités dans toutes les régions du Maroc au sein des écoles et en touchant 1,5 millions de personnes sur le digital et les réseaux sociaux.



2 Participation de Madame Nell Stewart, l'Ambassadrice du Canada au Maroc à la journée mondiale de la population, avec le passage de la population mondiale à 8 milliards de personnes, organisée le 5 juillet, en présence des personnalités, la Ministre de la famille, Mme l'ambassadrice du Canada, le DG de l'ONDH, le représentant de l'UNFPA, le doyen de la FSJES Souissi et les ONG, pour mettre en lumière les voies permettant de construire un monde où les droits et l'accès au développement durable sont une réalité pour tous, en mettant l'accent sur les changements climatiques.



4. Participation de Mr Jean Touchette, Conseiller et Chef de coopération à la cérémonie de signature de la Convention de partenariat signée par OPALS (Organisation Panafricaine de Lutte contre le Sida), UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) et la SMVAO (Société Marocaine de Valorisation de l'Acte Officiel), le 3 juin 2022.



5. Participation de Mr Jean Touchette, Conseiller et Chef de coopération à la cérémonie de signature de la Convention de partenariat signée entre UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, l'Association Marocaine de Planification Familiale et l'Ordre National des Adouls au Maroc, le 18 octobre 2022.



6. Participation de Mr Sefiane Benyahya à la cérémonie de lancement de la campagne des 8 milliards lancée par le HCP et l'UNFPA, le 15 novembre 2022.



7. Organisation d'une visite de terrain avec Mme Louissette, conseillère EFH du Programme de la coopération canadienne au Maroc et Mme Aouatif Alioua, Agente principale de développement de l'Ambassade du Canada et l'équipe du Projet UNFPA ET onufemme dans les locaux du centre pénitencier de Loudaya de la DGAPR à Marrakech.



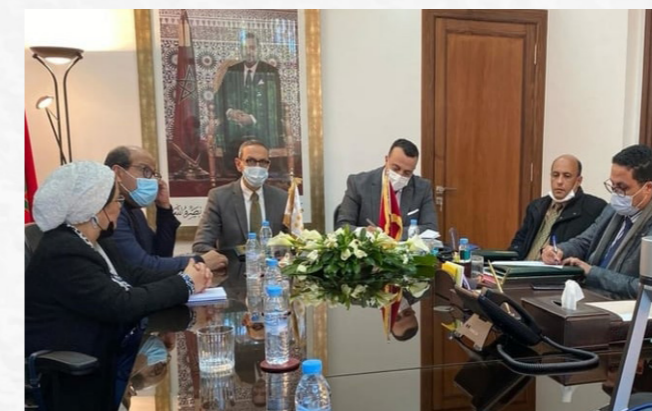
B- Communication au sujet des partenariats établis:

Visant à démontrer la richesse des partenariats noués dans le cadre du projet "Droit à la santé sexuelle et reproductive et l'égalité genre au Maroc" et leur valeur ajoutée sur les femmes et les filles, la lumière a été jetée sur la signature des nouveaux accords et plan de travail avec les différents partenaires, à travers les différents canaux de communication de UNFPA et des Nations Unies au Maroc.

1. Partenariats institutionnels :

1.1 Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de santé sexuelle et reproductive 2021-2030 :

Accord de partenariat signé entre le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale et l'UNFPA, le 10 mars 2022 ayant pour objectif d'appuyer les priorités nationales dans la poursuite des axes structurants initiés en matière d'accès universel à la SSR, particulièrement la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de santé sexuelle et reproductive 2021-2030, l'élaboration de la deuxième stratégie nationale de la santé des adolescents et des jeunes 2022-2030, l'appui à la couverture sanitaire universelle. Pour une planification basée sur les évidences, l'action conjointe vise à renforcer le système national d'information sanitaire, l'utilisation des méthodes contraceptives de longue durée, la prévention des cancers féminins, l'appui au programme national de santé publique pour la prise en charge des femmes et des filles victimes de violence, la mise en place du dispositif minimum d'urgence pour la SSR ainsi que l'amélioration de l'accès des populations vulnérables aux services de santé sexuelle et reproductive, voir lien ci joint: [Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale et UNFPA renouvellent leur partenariat en appui aux orientations stratégiques du plan santé 2025](#)



1.2 Lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles :



Accord de partenariat signé par le Ministère de de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille et l'UNFPA, ayant pour objectif d'appuyer les priorités nationales dans la poursuite des axes structurants et innovants initiés en matière d'égalité des sexes et de lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles à travers notamment la contribution à l'offre de service de qualité pour la prise en charge des femmes et filles survivantes à la violence. Le travail conjoint prône des actions phares qui renforcent la famille en tant que levier de développement inclusif et durable, en prenant en considération la digitalisation et la territorialisation, ainsi que la réponse à la pandémie du COVID-19 et ses conséquences à différents niveaux, voir lien ci joint: [Un nouveau partenariat entre le Ministère de de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille et UNFPA pour appuyer les priorités du Maroc en matière d'égalité](#)

2. Partenariats avec le secteur privé :

Un nouveau créneau a été dédié à la communication des nouveaux partenariats innovants, stratégiques, ouvrant la voie au-delà des partenariats traditionnels au secteur privé ainsi qu'à d'autres acteurs religieux.

2.1 Promotion des droits des personnes autistes à la SSR :



Convention de partenariat signé entre UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population au Maroc, le Collectif Autisme Maroc et Capgemini, Partenaire stratégique mondial des entreprises pour la transformation et la digitalisation, le 10 juin 2022 à Casablanca, ayant pour objectif de renforcer la pleine participation des personnes autistes et promouvoir leurs droits, dans le cadre du projet DSSR et EG appuyé par l'AMC, voir lien ci joint: [UNFPA, le Collectif Autisme Maroc et Capgemini unissent leurs efforts pour . et la promotion des droits des jeunes autistes.](#)

2.2 Promotion des diverses méthodes contraceptives :



Accord de partenariat tripartite signé entre l'Organisation Panafricaine de Lutte contre le Sida, UNFPA et la Société

Marocaine de Valorisation de l'Acte Officiel, en vue de renforcer l'accès au self-care en matière de santé sexuelle et reproductive. Et contribuer à la satisfaction des besoins en matière de planification familiale, à travers la sensibilisation et la promotion des diverses méthodes contraceptives offertes aux femmes, notamment la nouvelle méthode contraceptive de longue durée : contraceptif injectable sous cutané internationalement dénommés DMPA-SC, voir lien ci joint: [OPALS, UNFPA et la SMVAO signent des conventions de partenariat pour protéger et promouvoir la santé des femmes à travers le Self-Care](#)

2.3 Renforcement des connaissances des Adouls sur la SSR :



Convention de partenariat tripartite entre l'UNFPA, l'AMPF et l'Ordre National des Adouls pour la promotion des droits et de la santé des jeunes, signé Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, 18 octobre 2022. Ce partenariat vise à développer des programmes de formation pour renforcer les connaissances des Adouls, comme acteurs/ices de proximité devant accompagner la sensibilisation et la prise de conscience des populations locales, notamment les jeunes dans les milieux urbain et rural sur la SSR dans le cadre du projet Droit à la sante sexuelle et reproductive et l'égalité genre appuyé par les Affaires Mondiales Canada, voir lien ci joint: [Un nouveau partenariat entre l'UNFPA, l'AMPF et l'Ordre National des Adouls pour la promotion des droits et de la santé des jeunes](#)

3. Partenariats avec la société civile :

3.1 Sensibilisation des jeunes sur la SSR à travers le sport :

Partenariat signé entre l'UNFPA et Tibu Africa, le 23 février 2022 ayant pour objectif d'accompagner et de sensibiliser les jeunes filles sur la santé sexuelle et reproductive et l'égalité des sexes à travers l'initiative GIRLS CAN. Le projet GIRLS CAN ciblera 240 filles et femmes et 3000 autres bénéficiaires issues de 12 quartiers de la région Casablanca-Settat qui a pour objectif de promouvoir, dans tous les aspects sociaux, une plus grande inclusion des filles à travers le sport, pour l'instauration d'initiatives modèles visant à garantir l'accès des adolescentes et des jeunes en situation de vulnérabilité à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductive et l'égalité des sexes via le sport, voir lien ci joint: [Un plan conjoint de UNFPA et TIBU Africa pour l'accompagnement et la sensibilisation des jeunes filles vulnérables à travers le sport.](#)



3.2 Renforcement de la mise en place de l'approche self-care :



Un accord de partenariat signé entre l'UNFPA et l'OPALS, le 25 février 2022, ayant pour objectif de poursuivre la mise en place des soins auto-administrés (self-care) avec l'appui du Ministère de la Santé dans une phase pilote d'introduction de la contraception injectable sous-cutanée ciblant les femmes en âge de procréer, ainsi que le renforcement de capacités d'un réseau de journalistes pour assurer une diffusion des messages éducatifs fiables et une orientation efficace des jeunes vers des structures de prestation des services de qualité pour leur santé et bien-être, voir lien ci joint: [UNFPA et OPALS Maroc unissent leurs efforts pour la promotion du droit à la Santé Sexuelle et Reproductive, en poursuivant l'appui à l'approche Self-care](#)

3.3 Sensibilisation des jeunes sur la santé sexuelle et reproductive et au bien-être :

Accord de partenariat signé entre UNFPA et Y-PEER Morocco, le 3 mars 2022 ayant pour objectif d'assurer l'accès des jeunes et des adolescents aux informations liées à la santé sexuelle et reproductive et au bien-être. Dans le cadre de ce partenariat, l'association Y-PEER Morocco prévoit la réalisation d'une étude d'impact sur l'intervention des éducateurs pairs dans le changement social, notamment en matière de droits à la santé sexuelle et reproductive, voir lien ci joint: [UNFPA et Y-PEER Morocco travaillent conjointement pour assurer l'accès des jeunes et des adolescents aux informations liées à la santé sexuelle et reproductive et au bien-être](#)



C- Communication sur les célébrations des journées mondiales et internationales :

Les journées internationales constituent des occasions incontournables pour mettre la lumière sur les questions prioritaires qu'adressent les interventions du projet ainsi que pour mettre en lumière ses principaux résultats et progrès réalisés sur le terrain. Plusieurs canaux de communication sont exploités y compris les visuels et imprimés, la relation avec la presse, le storytelling, les newsletters ainsi que les canaux digitaux, y compris le site et les réseaux sociaux.



1. Journée mondiale de l'hygiène menstruelle :

A l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), le Fonds des Nations Unies pour la Population au Maroc (UNFPA), et le Projet SOAR organisent avec l'appui de l'AMC, un atelier de réflexion sous le thème : « Egalité, droit à la santé sexuelle et reproductive et bien-être des femmes et des filles », le 27 mai 2022 au CNDH.

Cette conférence a permis de mettre à l'évidence les difficultés qui entourent la menstruation et qui portent atteinte aux droits des femmes et des filles, en particulier les filles les plus vulnérables, voir lien ci joint: [Journée mondiale de l'hygiène menstruelle: Mettre le focus sur les droits des filles les plus vulnérables.](#)



2. Journée internationale de la jeunesse :

A l'occasion de la journée internationale de la jeunesse, le projet a mis en exergue les témoignages illustrés par les différentes initiatives des jeunes inscrites dans la deuxième Newsletter marquant ainsi des histoires humaines des acteurs/ices. Des initiatives créatives pour encourager l'expression chez les jeunes détenus à travers la musique, la peinture et le jeu. L'approche de l'éducation par les pairs avec les aînés relais et mouchidates qui met l'accent sur diverses thématiques dont la violence basée sur le genre.

Les investissements en matière d'éducation complète à la sexualité ont également des avantages économiques et permettent de hisser la jeunesse au rang de catalyseur pour la croissance économique et le développement social du pays. Pour mettre en lumière les progrès du projet avec le Ministère de l'Éducation, des témoignages et histoires humaines ont été partagés sur différents canaux dont le site web : [UNFPA Morocco | A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse : Éclairer les décisions des adolescents et des jeunes.](#)



D- Communication accrue sur les activités du projet sur le digital :

1. Utilisation du streaming dans les conférences :

En vue de renforcer le plaidoyer sur la DSSR et l'EG, le projet a favorisé l'utilisation du streaming durant les activités phares et pour maximiser l'engagement à différents niveaux. Ci-après une liste des événements diffusés en direct sur la page Facebook de UNFPA au Maroc :

20ème campagne nationale pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles



Célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle



Rencontre de présentation de l'étude sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures



Célébration de la journée mondiale de la contraception



2. Communication efficace à travers la multiplication des canaux digitaux :

Tenant compte de l'importance de communiquer sur l'impact du projet sur les populations vulnérables, le projet a multiplié l'utilisation de nouveaux canaux digitaux de communication de l'UNFPA. Ils ont été exploités à travers une vingtaine d'articles sur le [site web](#), dont pas moins de 11 histoires humaines ainsi

que des publications sur les réseaux sociaux ([FB](#), [TW](#) et [IG](#)) portant les tags du développement international du Canada - Affaires mondiales Canada - et de l'Ambassade du Canada au Maroc pour le crosspostage. Ces publications ont touché près d'un demi-million de personnes. Ci-après une liste des articles partagés sur le site web ainsi que quelques publications et réactions sur les réseaux sociaux.

2.1 Histoire de vie publiée dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes": 16 jours d'activisme: Soutenir les survivantes à la violence et lutter contre le mariage d'enfants

ACTUALITÉS

16 jours d'activisme : Soutenir les survivantes à la violence et lutter contre le mariage d'enfants

5 décembre 2022



16 jours d'activisme : Soutenir les survivantes à la violence et lutter contre le mariage d'enfants

Lalla Khadouj se souvient que le jour du mariage de sa fille était le plus beau jour de sa vie. Elle croyait que la vie lui souriait enfin. Hélas, un drame allait quelques temps plus tard chambouler sa vie.

L'histoire de Lalla Khadouj est celle de beaucoup de femmes de ce Maroc profond qu'on arrache à leur enfance pour devenir des épouses et des mères à un âge très jeune. Elles sont destinées dès leurs naissances aux mariages, souvent précoces, arrangés, voire forcés. « J'ai pu aller quelques années à l'école primaire mais je savais qu'à n'importe quel moment, ma famille peut me garder à la maison. Et on a fini par le faire très tôt à cause de mes crises d'épilepsie », raconte Lalla Khadouj.

La famille avait peur pour cette fille qui pouvait s'évanouir à n'importe quel moment là où ses pieds la mènent à l'école ou dans la rue. Elle a fini par la donner au premier qui a frappé à sa porte à l'âge de 16 ans. Croyant la protéger, la famille de Lalla Khadouj ne s'est pas douté qu'elle allait subir le viol conjugal, les violences verbales et les corvées domestiques pendant toute une année, à l'issue de laquelle elle reviendra divorcée avec un enfant dans les bras. En effet, comme toutes les « épouses-enfants » exposées souvent aux grossesses précoces, Lalla Khadouj tombe enceinte dès son mariage et accouche d'une fille. « Mon mari m'a répudiée une année après le mariage à cause de mes crises et c'est aussi par ce que je n'ai pas eu le garçon qu'il attendait ».

Fragilisée par cette spirale de violence, Lalla Khadouj a été rattrapée par ses crises d'épilepsie. Plus de 20 ans plus tard, et peu après le mariage de sa fille, elle a perdu conscience en pleine rue et a découvert qu'elle avait subi un viol à son réveil. Lalla Khadouj se retrouve enceinte et accouche, quelques mois après, d'une fille. « C'est une tache noire. Ma fille se retrouve aussi divorcée à cause de ce drame ».

C'est auprès de l'Association Troisième millénaire pour le développement de l'action associative au sud-est, qui coordonne le réseau ANARUZ, que Lalla Khadouj s'est retournée pour retrouver l'aide. « On ne me juge pas. J'ai été prise en charge pendant la période de COVID-19 on me donne des médicaments, du lait, des couches pour ma fille et des bavettes et surtout on m'écoute et on me comprend ».

Grâce au soutien de UNFPA et l'appui de Affaires Mondiales Canada, des centaines de femmes survivantes à la violence ont été prises en charge par la fourniture des biens et services essentiels, l'accompagnement psychologique et le renforcement des capacités personnelles.

"Ce partenariat nous a permis d'appréhender autrement la pandémie du COVID-19. Outre l'équipement combien précieux de kits et de matériels nécessaires pour le fonctionnement d'un centre d'hébergement de femmes victimes de violences, des affiches et des produits pour permettre aux femmes de faire face à la crise" explique Samira El Bannani Directrice Exécutive.

Des actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer sont ainsi conduites conjointement pour mettre fin à la violence basée sur le genre et aux pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles, notamment le mariage d'enfants.

En appui à la riposte à la crise du COVID-19, l'action conjointe a permis la mise en place d'une ligne téléphonique permanente pour l'assistance aux femmes victimes de violence, en coordination avec les services de police et de justice, ainsi qu'une plateforme numérique, pour l'assistance juridique et pour le soutien psychologique des femmes et des filles en détresse.

Pour enrichir la connaissance sur le phénomène pendant la crise, deux études d'évaluation des politiques publiques ont été conduites au niveau de la région de Daraa Tafilalet sur les gaps en services de prise en charge et d'accompagnement des femmes victimes de violence et la prise en compte de santé sexuelle et reproductive et l'égalité de genre dans le plan de développement de 3 collectivités territoriales.

Dans le cadre de l'Opération SALAMA, des dizaines de kits de protection ont aussi été rendus disponibles pour les femmes survivantes à la violence ainsi que le personnel de santé de la région.

Lalla Khadouj a fait partie de ces centaines de femmes victimes de violence qui, ont pris leur destin en main pour sortir de la spirale de violence, aggravée par les restrictions de déplacements qui ont été édictées pour faire face à la propagation du virus.

L'appui qu'elle a cherché lui a permis d'affronter avec courage sa souffrance et sa peur de se retrouver dans la rue. Lalla Khadouj se fait aujourd'hui aider pour reprendre sa confiance en elle et se prendre en charge.

Pour Lalla Khadouj, sa petite fille représente son espoir pour un avenir meilleur.

Des femmes qui mènent le combat pour les plus vulnérables

Scolarisation des jeunes filles, lutte contre le mariage d'enfants, mobilisation contre les violences faites aux femmes et bien d'autres actions pour les droits des femmes ont toujours été au centre du travail de l'Association troisième millénaire pour le développement de l'action associative au Sud-Est (ATMDAS). Depuis sa création en 1999, l'ATMDAS milite pour la justice et pour un avenir meilleur. Animée par la conviction qu'il faut donner la chance à ceux qui ne l'ont pas, Samira El Bannani poursuit aujourd'hui ce combat avec les militantes et militants de l'association. "Le combat pour les droits des laissés pour compte, le combat de tous ses enfants malmenés, le combat de toutes ces femmes souffrant en silence", souligne-t-elle. L'association s'est ouverte sur les femmes pour appuyer leur accès à l'information, renforcer leurs capacités et les aider à gagner leurs vies, mais surtout et avant tout, pour libérer la parole. Samira se souvient de la naissance en du premier centre d'écoute des femmes victimes de violences en 2002 et met l'accent sur une collaboration de longue date entre l'association et UNFPA à travers le réseau Anaruz qui a contribué à des progrès marquants pour les droits des femmes aussi bien au niveau local que national.

Ces histoires humaines et témoignages sont extraites de la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes" éditée sur l'impact du projet de « Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc » mis en œuvre avec le soutien du Ministère des Affaires Mondiales du Canada.

ACTUALITÉS

16 jours d'activisme : 3 femmes, 3 parcours de courage

9 décembre 2022



Une femme survivante à la violence

Pour plusieurs femmes survivantes à la violence, sortir du gouffre est une question de transformation. Se libérer de la peur et se donner du courage est un processus qui permet à de nombreuses femmes de reprendre leur vie en main.

Pour cette fin, UNFPA appuie plusieurs initiatives associatives agissant au Maroc pour permettre aux femmes et aux filles de réaliser leur plein potentiel.

Amina, le triomphe sur la peur

Le mariage d'enfant auquel la petite Amina a échappé malgré une forte pression familiale, l'a vite rattrapé quelques années plus tard pour qu'elle se trouve épouse à l'âge de 13 ans. « Je me sentais comme un fardeau dont on voulait s'en débarrasser à tout prix... On m'a offert à lui et il n'a cessé de me le lancer au visage » se souvient-elle. Amina qui a cherché le soutien dans le Centre Batha pour se reconstruire a vécu une longue histoire de violences. Mariée très jeunes, elle a aussi eu un enfant et divorcé au bout de son 15ème anniversaire. Fuyant la pauvreté dans un autre mariage n'a fait qu'empirer sa situation. Elle a subi la violence conjugale pendant deux décennies avant d'avoir enfin le courage de s'en sortir. « J'avais peur parce qu'il me suivait jusqu'au centre. Mais les responsables me rassuraient. On m'a écouté et j'ai pu voir un psychologue et une avocate. On m'a conseillé et surtout on m'a redonné confiance en moi ». Amina sait que la bataille n'est pas encore terminée mais elle est plus déterminée que jamais à prendre son avenir en main.

Dounia, le regain de confiance

« Il était jaloux, violent et me battait tout le temps » nous confie Dounia en parlant de son conjoint qu'elle venait de quitter. Pourtant, il y a 8 ans, Dounia était une jeune pleine d'espérances. « Je suis tombée amoureuse de lui dès le premier regard. Il était grand et sportif et je pensais qu'il allait me protéger. » affirme-t-elle avec regret.

Pendant toutes les années de son mariage, Dounia a été confrontée à la violence de son conjoint. Elle a aussi beaucoup souffert parce qu'il refusait de travailler. La naissance de deux filles n'avait rien changé à cette situation. Et, puis un jour, en pleine crise du COVID-19, Dounia se trouve dans la rue avec les filles après une violente dispute. C'est ainsi qu'elle a cherché l'appui au centre Batha. Hébergée au Centre avec ses filles, Dounia tente de se reconstruire. Vivre dans le regret n'est plus une option. Avec l'appui psychologique et social, elle pourra reprendre sa vie en main et envisager son avenir avec plus de confiance.

Drissia, le changement transformationnel

Comme plusieurs usagères du Centre Batha, Drissia s'est transformée en militante engagée pour les droits des femmes. Elle s'active avec d'autres femmes dans le groupe baptisé « Wellina monadiates » [Nous sommes devenues militantes], pour dénoncer la violence, briser le silence et accompagner les nouvelles venues dans leur quête d'autonomisation. « On dit aux femmes battues qu'elles ont des droits et qu'elles ne doivent pas céder à la violence et à la peur. Comme les femmes ont généralement peur d'aller au tribunal et de rencontrer et croiser le regard de l'agresseur, on crée une chaîne de femmes qui l'accompagne dans cette démarche et la protège de toute intimidation et ça marche ». Elle souligne que soutenir ces femmes est un devoir. « Chacune a son histoire, mais on est toutes passées par la même prison, la même spirale de la violence et souffrance avant de reprendre la liberté ou y laisser sa vie ».

Ces histoires de réussites inspirantes rejoignent le travail d'appui de UNFPA à l'association Initiatives pour la Protection des Droits des Femmes (IPDF) pour renforcer la prise en charge des survivantes à la violence basée sur le genre, notamment à travers le Centre multifonctionnel « Batha » pour l'autonomisation des femmes, que l'association gère depuis 2009.

Le travail conjoint est aujourd'hui appuyé dans le cadre du projet de « Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc » mis en œuvre avec le soutien de Affaires Mondiales du Canada.

Au-delà de la capitalisation sur l'expérience du centre Batha, le travail conjoint s'est aussi axé sur la prévention de la violence basée sur le genre par des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour les droits des femmes. L'action s'est aussi consacrée à promouvoir la culture de l'égalité et à accompagner les réformes législatives adoptées en la matière.

Ces histoires humaines et témoignages sont extraites de la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes" éditée sur l'impact du projet de « Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc » mis en œuvre avec le soutien du Ministère des Affaires Mondiales du Canada.

NEWS

16 jours d'activisme : Se libérer de l'emprise de la violence et prendre sa vie en main

7 décembre 2022



Se libérer de l'emprise de la violence et prendre sa vie en main

« Dès que j'ai mis les pieds au Centre, je me suis senti en sécurité. J'ai rencontré plusieurs femmes victimes de violence et j'ai découvert que je ne suis pas la seule à vivre le calvaire. » Nous raconte Drissia qui a vécu plus de la moitié de sa vie sous l'emprise de la violence et de la peur.

Âgée aujourd'hui de 55 ans, Drissia n'est jamais allée à l'école. Pour nourrir ses quatre enfants, elle comptait sur son mari qui ne voulait pas assumer cette responsabilité avec elle. « Il nous laissait sans le sou et on avait tout le temps faim » déplore-t-elle. Quand elle réussissait à avoir des revenus, elle devait en lui donner pour ne pas être battu. « Il y avait toujours une raison pour un coup sur la tête. J'ai même une fois essayé de me suicider. J'ai été dégoûtée ». Exposés à cette violence dans leur quotidien, les enfants n'avaient pas les résultats attendus à l'école. « L'échec scolaire des enfants me faisait souffrir surtout ma fille qui rêvait d'avoir son bac et qui le ratait à chaque fois. », Drissia se sentait seule et s'enfonçait dans la spirale de la violence. « C'était un vrai cauchemar. Tout le monde savait que j'ai été battue mais personne ne voulait intervenir » ajoute-t-elle.

Et puis, un jour on lui parle du Centre Batha, qu'elle a rejoint la peur au ventre. Après son passage au niveau de la cellule d'écoute et des rencontres avec le psychologue et les conseillers juridiques, Drissia se libère de ses peurs et entame une toute nouvelle étape de sa vie. « Je suis désormais plus forte et c'est grâce à l'appui du centre » a-t-elle déclaré.

« 68% des femmes qui viennent au centre Batha ont un sentiment de culpabilité. Les victimes peuvent aussi résister à la violence à cause des enfants. », souligne Amine Baha, Directeur du Centre Batha.

Pour lui, pour que la femme victime puisse réussir son intégration sociale, il faut supprimer tous les obstacles qu'elle peut rencontrer seule sachant qu'avant d'arriver à cette étape ultime, il y a un travail sur l'estime de soi pour sortir de la spirale de la violence.

UNFPA appuie l'association Initiatives pour la Protection des Droits des Femmes (IPDF) pour renforcer la prise en charge des survivantes à la violence basée sur le genre, notamment à travers le Centre multifonctionnel « Batha » pour l'autonomisation des femmes, que l'association gère depuis 2009.

Le processus de modélisation du Centre Batha de Fès a ainsi été accompagné pour répondre aux normes minimales du paquet des services essentiels et à l'amélioration de la qualité des services offerts aux survivantes à la violence.

Ce processus est aujourd'hui appuyé dans le cadre du projet de « Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc » mis en œuvre avec le soutien de Affaires Mondiales du Canada.

La particularité du modèle construit sur l'expérience du Centre Batha depuis près de deux décennies concerne l'approche innovante et dynamique qui consiste à traiter la violence basée sur le genre de façon holistique et met les femmes victimes/survivantes à la violence au centre de l'intervention. Chaque année près de 1000 femmes usagères sont accompagnées pour construire leurs projets de vie et devenir les actrices de leur propre changement.

Drissia est ainsi devenue une habituée du centre. Elle revient à la rencontre d'autres survivantes à la violence pour les rassurer et les aider à ne plus avoir peur pour sortir de cette spirale infernale. Elle leur raconte son histoire et leur explique comment elle a retrouvé la paix et que ses enfants arrivent enfin à manger à leur faim et à dormir paisiblement. Elle parle aussi fièrement de sa fille qui a enfin pu décrocher son bac et qui aspire désormais à un meilleur avenir.

Des femmes pour inspirer l'action sur le terrain

Cet impact sur le terrain, l'association IPDF le doit à ces femmes militantes qui l'ont fondée en 1998 ainsi qu'à toutes les forces vives qui l'ont rejoint et soutenu à travers son histoire qui a transformé la vie de dizaines de milliers de femmes, à travers l'accueil, l'écoute, l'appui psychologique, l'accompagnement juridique, l'appui à l'éducation, la qualification professionnelle et l'hébergement.

L'appui de UNFPA ne s'est pas restreint à la capitalisation sur l'expérience du centre Batha, mais il s'est aussi axé sur la prévention de la violence basée sur le genre par des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour les droits des femmes. Le travail conjoint s'est aussi consacré à promouvoir la culture de l'égalité et à accompagner les réformes législatives adoptées en la matière.

Ces histoires humaines et témoignages sont extraites de la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes" éditée sur l'impact du projet de « Promotion des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles et de l'Égalité des genres au Maroc » mis en œuvre avec le soutien du Ministère des Affaires Mondiales du Canada.

2.4 Histoire de vie publiée dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes": Sauver les vies des femmes et des nouveau-nés à toutes épreuves

ACTUALITÉS
Sauver les vies des femmes et des nouveau-nés à toutes épreuves
5 mai 2022

Généralement majoritaires au sein du personnel soignant, beaucoup de femmes travailleuses de la santé, sont en première ligne pour contribuer à la lutte contre la propagation du coronavirus depuis son apparition il y a plus de deux ans.

Aujourd'hui, à l'occasion de la journée internationale de la sage-femme, une manifestation instaurée afin de rappeler le rôle central de cette profession, UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la Population, au Maroc partage les histoires de ces professionnelles qui font tout pour sauver les femmes et les nouveau-nés.

#IDM2022

Rachida El Mahjoubi, Sage-femmes en Chef de la maternité de l'Hôpital Mohamed V de Tanger fait partie de ces femmes toujours à pied d'œuvre dans les établissements de santé à l'épreuve de la Covid-19. « Les premiers jours de la propagation du virus ont été très pénibles pour moi et mes collègues et marqués par un grand stress, inquiétude et anxiété. Mais on devait se mobiliser pour la santé des femmes qui continuent de tomber enceintes et d'accoucher », souligne cette responsable d'un pool de sage-femmes, infirmier (e)s et d'infirmier(e)s pédiatriques. Il fallait continuer à assurer la sécurité des mères et des nouveau-nés tout en gérant l'épidémie. La charge de travail devient par ailleurs excessive et épuisante émotionnellement.

“ On ne compte plus les longues heures de travail effectuées jour et nuit. C'était déjà difficile avant mais dans le cadre de la situation d'urgence à cause du Covid-19, nous étions épuisées et aussi inquiètes.”

Elle précise qu'il était important dans ce contexte d'essayer de s'adapter tout en restant en bonne santé. Pour elle, le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) en santé reproductive dans les situations de crise lui a été d'une grande utilité.

“ Je me suis vite rendu compte à quoi peut servir le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) en santé reproductive dans les situations de crise. Ce dispositif nous a énormément aidé avec mes collègues à mieux gérer le stress des premiers jours de l'épidémie et à prioriser les tâches pour assurer l'accompagnement des femmes en détresse”

Le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) en santé reproductive dans les situations de crise communément dénommé au niveau international MISP/RH : Minimum Initial Service Package for Reproductive Health in Emergencies, est en fait un ensemble coordonné d'activités multisectorielles prioritaires d'urgence conçues dans le but de prévenir la mortalité, la sur-morbidité maternelles et néonatales et la violence sexuelle et de réduire la transmission du VIH chez la population durant une situation de crise. MISP a montré son importance lors du déclenchement de l'épidémie et a permis aux sage-femmes ayant participé à cette formation comme Rachida de ne pas lâcher prise.

« Cette formation nous a permis, dans cette situation d'urgence, de répondre convenablement aux besoins en santé des personnes vulnérables notamment les femmes enceintes qui vivaient une grande peur du virus. » confie Rachida.

Amina Al Ammari, sage-femme à la maternité de Tanger confirme de son côté que le dispositif MISP lui a permis de travailler aisément dans le service Covid.

2.5 Post sur Facebook sur la campagne de l'hygiène menstruelle :

UNFPA Maroc @UNFPAMaroc · May 30, 2022
Des mesures s'imposent pour que toutes les filles puissent avoir accès à des produits d'hygiène menstruelle convenables et abordables.
#MHDay2022 #WeAreCommitted
@CNDHMaroc @projectsoar @AmbCanMaroc @UNFPA_Arabic @CinuRabat @MHDay28May

Combien les règles coûtent-elles dans la vie d'une femme ?
#MHDay2022

2.6 Post sur la formation des jeunes sur l'élaboration des rapports de l'EPU :

UNFPA Maroc @UNFPAMaroc · Mar 7, 2022
La 2ème formation sur : « La Participation des jeunes à l'Examen Périodique Universel » a été lancée ce matin à Rabat afin de renforcer leurs connaissances sur ce processus.
Plus : morocco.unfpa.org
@CNDHMaroc @UPRInfo @AmbCanMaroc

3. Forte parution et communication médiatiques :

En 2022, le projet a réussi à générer plus de 230 parutions et communications médiatiques, intégrant des actions phares pour contribuer à l'engagement communautaire. Ci-après quelques exemples de visibilité médiatique :

وسائل منع الحمل ودعم الصحة الإيجابية للنساء.. موضوع لقاء بالرباط

28 سبتمبر 2022 - 7:34



شراكة

CLIENTS ET NON CLIENTS
REGULARISATION VOLONTAIRE DE VOTRE SITUATION FISCALE
LE CREDIT AMORCE DU MAROC C'EST LA BONNE REPONSE A VOS PREOCCUPATIONS
VOS EXPERTS SONT A VOTRE COTE EN ANCE EN SU

6464

جوي بالرباط، أول أمس الثلاثاء، تنظيم لقاء تدارس موضوع الصحة الجنسية والإيجابية، وذلك بمناسبة اليوم العالمي لوسائل منع الحمل (28 سبتمبر).

"Empreintes féminines", une nouvelle revue en hommage à des femmes battantes

30 juillet 2022

Actualités > Actualités > "Empreintes féminines", une nouvelle revue en hommage à des femmes battantes

Rabat: La première édition de la revue "Empreintes féminines: des femmes marocaines nées pour être battantes", publiée par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) au Maroc et retraçant des parcours emblématiques de femmes marocaines en matière d'égalité des genres.

Cette publication renvoie le filon d'équipe du projet "Promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles et de l'égalité des genres au Maroc", réalisé par le FNUAP avec le soutien du ministère des Affaires étrangères du Canada et marque son impact transformateur sur la vie des femmes et des filles marocaines, par son rôle de plateforme d'échange et de dialogue.

A travers ses 30 pages grand format, la revue raconte des histoires humaines et témoignages sur les principales réalisations et travaux le Maroc, avec le collaboration des partenaires institutionnels et de la société civile qui contribuent à la mise en place du projet.

Dans son édition, le représentant résident du FNUAP Lina Mores, relate que d'une longue histoire de coopération entre cette agence onusienne et le gouvernement marocain, depuis de 1970, sont nés plusieurs programmes de partenariat, "projets concrets et initiatives réussies, stimulants innovation et développement durable en incluant".

Le FNUAP a été parmi les premières organisations qui ont contribué au chantier de l'autonomisation des femmes, de promotion de l'égalité des sexes et de lutte contre la violence basée sur le genre, lancé par le Maroc, préserve.

S'agissant du projet qui a donné naissance à cette nouvelle revue, M. Mores a souligné qu'il s'agit d'une prise en compte de l'autonomisation des femmes au sens large et vient appuyer la forte volonté et le ferme engagement du Maroc pour réaliser l'égalité des sexes.

IBU AFRICA ET LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE CÉLÈBRENT L'AUTONOMISATION DES FILLES ET FEMMES A TRAVERS LA FINALE DE LA GIRLS CAN INITIATIVE 2022



حقوق الإنسان: دورة تكوينية ثانية بالرباط حول «مشاركة الشباب في الاستعراض الدوري الشامل»


Partager

يحتضن معهد الرباط – إدريس بنزكري لحقوق الإنسان دورة تكوينية ثانية حول «مشاركة الشباب في الاستعراض الدوري الشامل»، بمبادرة من المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وتتبرج هذه الدورة، التي تنظم بشراكة مع صندوق الأمم المتحدة للسكان، و (يو بي إن أنفو) ، ومعهد «برمشوي» لتدريبية وحقوق الإنسان، وبدعم مالي من السفارة الكندية في المغرب، في إطار مواصلة تعزيز قدرات وكفاءات الشباب على مستوى التفاعل مع منظومة الأمم المتحدة، لا سيما الاستعراض الدوري الشامل.

4- Communication sur les réseaux sociaux : Captures de commentaires et réactions sur twitter et Facebook :


×
Retweeted by
↑



Taoufik Berdiji
@berdjitaoufik

مُدافع عن حقوق الإنسان، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون . تغريداتي شخصية. H. Rights defender, President of CRDH Laayoune . My tweets .are personal


Follow



Canada au Maroc
@AmbCanMaroc

Ambassade du Canada au Maroc et en Mauritanie. English: @CanEmbMorocco - international.gc.ca/mediassociaux


Following



UN Info.Centre Rabat
@CinuRabat

الحساب الرسمي لمركز الأمم المتحدة للإعلام بالرباط Information Centre in Rabat Email: UNIC-Rabat@un.org


Following



Nations Unies Maroc
@ONUMaroc

الحساب الرسمي لمنظومة الأمم المتحدة الإنمائية بالمغرب Système des Nations unies pour le Développement au Maroc

Following




Human Rights Morocco
@CNDHMaroc

Official account of Morocco's National Human Rights Institution #NHRI - Chairperson @AminaBouayach - SG @MounirBensalah

Following


×
Retweeted by
↑



Canada au Maroc
@AmbCanMaroc

Ambassade du Canada au Maroc et en Mauritanie. English: @CanEmbMorocco - international.gc.ca/mediassociaux


Following



UN Info.Centre Rabat
@CinuRabat

الحساب الرسمي لمركز الأمم المتحدة للإعلام بالرباط Information Centre in Rabat Email: UNIC-Rabat@un.org


Following



UNFPA Nigeria
@UNFPANigeria

Delivering a world where every pregnancy is wanted, every childbirth is safe, and every young person's potential is fulfilled.


Follow



Human Rights Morocco
@CNDHMaroc

Official account of Morocco's National Human Rights Institution #NHRI - Chairperson @AminaBouayach - SG @MounirBensalah

Following



Amina Bouayach
@AminaBouayach

Human Rights activist. President of @CNDHMaroc. Secretary Vice-President of @Ganhri1. Tweets are my own.

Following

- Nabil Bennani**
Tellement Vrai! tout esprit sain devrait adhérer à cette cause, que Dieu vous aide dans toutes vos démarches cher Docteur. ...
J'aime Répondre 44 sem
- Naji Sbiti Laila**
Le mariage toléré des filles de moins de dix-huit ans est un viol, il faut changer rapidement la moudawana ...
J'aime Répondre 44 sem
- Docteur Mahmoud Houbbane - Suivre**
بالتوفيق إن شاء الله ...
J'aime Répondre 44 sem
- Thami Benacar**
الله يحفظك. دمت دوما متألفا. الله يرحم والديك ...
J'aime Répondre 44 sem
- Lahbib Kabbou**
Effectivement, tolérer est une complicité, même un crime.. ...
Bien à toi cher docteur
J'aime Répondre 44 sem
- Amina Rouichi**
ماشاء الله وفقك الله شرف لي متابعة نشاطك المعرفي فعلا تستحق التقدير والاحترام اللهم ارحم من ربوك واحسنوها ...
J'aime Répondre 44 sem
- Abdelaziz Barkia**
Félicitations. ...
De nombreuses autres associations sont prêtes également à signer cet accord.
J'aime Répondre 45 sem
- BerMi Ayoub**
كل الشكر لفريق صندوق الأمم المتحدة للسكان على دعمهم المتواصل والمستمر لجمعية وايبير المغرب 🇲🇦❤️ ...
J'aime Répondre 45 sem
- Layla Laassel Épouse Sentissi**
Bravo **Aïcha Zahi** pour cette belle initiative et bonne chance ...
J'aime Répondre 31 sem
- Bouchra Baldi**
Bravo l'alla Aïcha tjrs au premier rang topissime 🇲🇦🇲🇦🇲🇦🇲🇦🇲🇦🇲🇦 ...
J'aime Répondre 31 sem
- Hafida Yartaoui**
Excellente initiative. Succès pour la mise en œuvre de la convention. Bravo à toutes et à tous ...
J'aime Répondre 31 sem
- Dominique Torralba**
Mais non! les parents marient leur fille jeune pour ne plus l'avoir à charge! ...
J'aime Répondre 45 sem
- Farah Boucetta**
bravo le fond des Nations Unies d'avoir associé la voix de la femme de Tinghir dans cette campagne mondiale ...
J'aime Répondre 46 sem
- Abdelalli Rkibi**
Bravo UNFPA Maroc ...
J'aime Répondre 30 sem

E- Communication accrue à travers les Newsletter des pays Arabes et de l'UNFPA Maroc :

En 2022, le projet a augmenté la visibilité des actions du projet dans les divers bulletins d'information : dans l'ensemble des quatre [Éditions trimestrielles francophones de UNFPA au Maroc](#) et [7 éditions mensuelles anglophones de la Newsletter des Pays Arabes](#) envoyées par mailing, pour l'élargissement de la portée de la communication ;

1- Les éditions de la Newsletter de l'UNFPA Maroc :



Bulletin d'information de UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, au Maroc

N°18 – mars 2022



Forte mobilisation contre le mariage d'enfants

Près de 50 activistes pour les droits des femmes et des filles, des institutionnels et des leaders d'opinion parmi les artistes, les journalistes et les influenceurs ont rejoint la dynamique mondiale IDONT qui s'active contre le mariage d'enfants dans le monde. Cette forte mobilisation qu'a connu le Maroc cette année a mis l'accent sur les risques qui conduisent au mariage d'enfants ainsi que sur ses conséquences dévastatrices sur les droits, la santé, l'éducation et l'avenir de ces dizaines de milliers de filles mariées chaque année durant leur enfance.

Plus: [Lien](#)

Suivre les avancées en matière de droits des femmes

Des jeunes des 12 différentes régions du Royaume ont participé à la 2ème session de formation organisée par le Conseil National des Droits de l'Homme afin de renforcer leurs connaissances et de les accompagner pour rédiger un rapport parallèle conjoint sur les droits des femmes et des filles, dans la perspective du prochain Examen Périodique Universel (EPU), prévu en novembre 2022.

Plus: [Lien](#)

Une application pour une meilleure santé des femmes

Afin de contribuer à garantir une meilleure santé à l'ensemble des femmes du Maroc, l'UNFM a créé, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Protection sociale et UNFPA, une application mobile gratuite baptisée "Dalilou Hayati" (le guide de ma vie), qui vise à faire bénéficier la femme de la protection sanitaire tout au long de sa vie. L'application va contribuer à renforcer les prestations médicales du livret sanitaire de la femme dans sa nouvelle mouture.

Plus: [Lien](#)

Renforcer la dynamique associative sur l'EPU

A l'occasion de la journée internationale des femmes, UNFPA a appuyé le lancement d'une dynamique associative de concertation pour l'élaboration des rapports parallèles pour le prochain Examen Périodique Universel. 142 acteurs associatifs ont pris part à cette dynamique pour examiner les réalisations et le suivi des engagements en matière des Droits des femmes et des filles.

Plus: [Lien](#)

Encourager le dialogue avec les jeunes filles

A l'occasion de la journée internationale des femmes, un groupe de jeunes filles de l'école de deuxième chance de Casablanca ont visité le Bureau de UNFPA au Maroc, afin de rencontrer son équipe et d'échanger à propos de son mandat et son approche de travail en matière d'inclusion des jeunes et des filles adolescentes ainsi que d'autonomisation de la femme dans le cadre du cycle de coopération entre UNFPA et le Royaume du Maroc.

Plus: [Lien](#)



N°19 – juin 2022



Mobilisation conjointe pour les droits des filles

A l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle, le Conseil National des Droits de l'Homme, le Fonds des Nations Unies pour la Population au Maroc et le Projet SOAR ont organisé un atelier de réflexion sous le thème : « Egalité, droit à la santé sexuelle et reproductive et bien-être des femmes et des filles ». Appuyé par Affaires Mondiales Canada, cet atelier a mis en lumière les difficultés qui entourent la menstruation et qui portent atteinte aux droits des femmes et des filles, en particulier les filles les plus vulnérables. L'ensemble des parties concernées ont été invitées à agir de concert pour qu'aucune femme ou fille ne soit privée de ses droits à cause de la menstruation.

Plus: [Lien](#)

Initier le premier Rapport Régional sur les ODD

La Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a lancé le processus de l'élaboration du premier rapport régional sur les Objectifs de Développement Durable. Cette action est appuyée par UNFPA et le Haut-Commissariat au Plan afin de permettre aux décideurs d'appréhender les atouts et les contraintes liées à la population et le développement, en particulier des couches les plus vulnérables.

Plus: [Lien](#)

Rendre hommage aux sages-femmes marocaines

Pour la première fois au Maroc, le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale a célébré la Journée Internationale de la Sage-Femme pour rendre hommage à des sages-femmes remarquables de tout le pays. L'UNFPA a soutenu cette nouvelle dynamique en partenariat avec Affaires mondiales Canada. Des parlementaires ont été invités à prendre part à la célébration et à s'engager pour faire avancer la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la pratique.

Plus: [Lien](#)

Transformer l'action pour l'essor de la jeunesse

20 jeunes ont présenté leurs projets de vulgarisation scientifique lors d'un Demo Day suite à leur participation aux travaux du Hackathon sous le thème : "la gamification et la vulgarisation scientifique au service de l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive". Cette action appuyée par UNFPA et le Fonds UBRAF vise à engager les jeunes à répondre particulièrement aux besoins des populations vulnérables.

Plus: [Lien](#)

Promouvoir le potentiel des jeunes filles

A l'occasion de la Journée internationale du sport au service du développement et de la paix, UNFPA a appuyé le lancement du programme "Girls CAN" au Maroc, porté par Tibu Africa, dans la vision de promouvoir une plus grande inclusion des femmes et des filles à travers le sport dans tous ses aspects. Ce travail conjoint est mis en œuvre avec le soutien de Affaires Mondiales Canada.

Plus: [Lien](#)



N°20 – septembre 2022



Célébrer les 8 milliards de personnes sur terre

À l'occasion de la Journée mondiale de la population, UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population au Maroc a célébré le passage de la population mondiale à 8 milliards de personnes sous le slogan : "8 milliards de personnes = 8 milliards d'opportunités". La Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de l'Université Mohamed V de Rabat a accueilli à cette occasion des participants des départements ministériels, de la société civile, des universitaires et d'autres personnes ressources pour mettre l'accent sur l'un des plus grands défis que doit relever l'humanité, à savoir les changements climatiques. La coalition « We-Men Engaged for Change » a ainsi été lancée en tant que première coalition associative agissant pour une justice sociale, climatique et de genre au Maroc.

Plus: [Lien](#)

Nouveau programme de coopération avec le Maroc

Le conseil d'administration de UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, a approuvé le 1er septembre le nouveau Programme de Coopération avec le Maroc pour la période 2023-2027 lors d'une session annuelle formelle du conseil d'administration de UNFPA qui s'est tenue à New York. Ce nouveau programme marque le 10ème cycle de coopération entre le Maroc et l'UNFPA, présent au Maroc depuis 1975.

Plus: [Lien](#)

Renforcer la coopération sud-sud pour les femmes

A l'occasion de la journée mondiale de la contraception, le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale au Sénégal et le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale au Maroc ont organisé conjointement avec les bureaux pays de UNFPA la célébration de la journée mondiale afin de soutenir les efforts consentis en matière de promotion des méthodes contraceptives pour supporter les droits des femmes, en matière de la santé sexuelle et reproductive.

Plus: [Lien](#)

Soutenir la Conférence sur la migration 2022

UNFPA a soutenu l'organisation de l'édition 2022 de la Conférence sur la migration qui s'est tenue à Rabat. La conférence a permis de partager les expériences et les bonnes pratiques en prenant en considération les défis et les opportunités matière de migration. A cette occasion, des experts de la région MENA, du Maroc, de l'Égypte, de la Palestine et de la Tunisie ont échangé sur le rôle des statistiques migratoires dans la formulation des politiques et des plans de développement.

Plus: [Lien](#)





Lancement de la campagne des 8 milliards

À l'occasion du passage historique de la population mondiale à 8 milliards de personnes sur terre, UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population au Maroc a lancé une large campagne. Baptisée « I am one of 8 billion » (je suis un/e des 8 milliards) la campagne entend souligner l'importance des droits et aspirations de chaque personne dans la quête du développement mondial. La campagne est conduite en étroite collaboration avec les partenaires institutionnels à plusieurs niveaux territoriaux, les organisations de la société civile, les organisations de jeunesse, le secteur privé, les centres de recherche et les universités au Maroc, pour une action conjointe visant à assurer que l'ensemble des 8 milliards de personnes puissent jouir de ses pleins droits afin de créer un monde plus juste, plus prospère et plus durable.

Plus: [Lien](#)

La 20^{ème} campagne nationale contre la violence

Dans le cadre de la campagne des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles, le Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille a lancé avec l'appui de UNFPA et le soutien de Affaires Mondiales Canada, la 20^{ème} campagne nationale de sensibilisation pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles sous le thème : Tous pour un espace numérique responsable et sécurisé pour les femmes et les filles.

Plus: [Lien](#)

Présentation du Rapport sur l'état de la population

UNFPA a organisé en partenariat avec le Conseil national des droits de l'Homme une rencontre de présentation de son rapport sur l'état de la population mondiale 2022. Intitulé « Comprendre l'imperceptible : Agir pour résoudre la crise oubliée des grossesses non intentionnelles », le rapport de UNFPA met l'accent sur une crise passée sous silence et qui concerne près de la moitié des grossesses dans le monde, soit au total 121 millions de femmes chaque année.

Plus: [Lien](#)

Deuxième édition de la Campagne FARAH

Dans le cadre de la campagne des 16 Jours, UNFPA a lancé en coordination avec les membres du premier consortium pour les Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive et Egalité de Genres, la caravane de sensibilisation contre les grossesses non intentionnelles, qui a sillonné 3 stations : Rabat, Fès et Errachidia, s'inscrivant dans le cadre de la deuxième édition de la Campagne FARAH (Fille Autonome, Résiliente, Active pour les droits Humains).

Plus: [Lien](#)

Devenir un partenaire de UNFPA au Maroc

A partir de 2023 et dans le cadre de son nouveau programme de coopération 2023-2027 avec le Maroc, UNFPA adoptera une nouvelle démarche de choix de partenaires d'exécution. Un appel a été lancé pour inviter toute organisation à se familiariser avec le nouveau processus.

Plus: [Lien](#)



2- Les éditions de la Newsletter des Pays Arabes :

MOROCCO

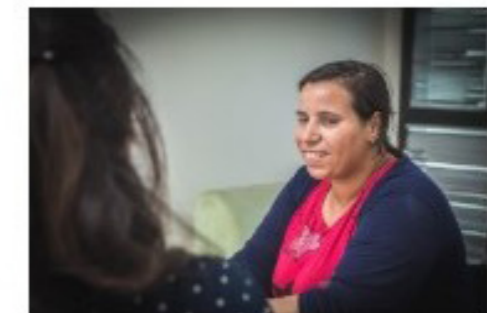
Girls CAN: A sports-based programme to empower adolescent and young girls



On 7 April, over a hundred young girls took part in the launch of the programme 'Girls CAN'. The programme aims to empower adolescent and young girls in vulnerable situations, contribute to the progress made by Morocco in educating and empowering girls, promote their potentials, and protect them from the risk of early marriage in particular. Supported by UNFPA, Girls CAN is a programme of Tibu Africa - a partnership funded by Global Affairs Canada, which aims to explore innovative approaches to promote greater inclusion of women and girls through sports. Photo © UNFPA Morocco

Advancing women's rights and empowerment

The Ministry of Solidarity, Social Integration and Family and UNFPA renewed their historical partnership on 22 April. The partnership seeks to support national priorities to pursue the structuring and innovative actions to ensure gender equality and end gender-based violence in Morocco. This year, UNFPA, will support the implementation of the new development model of women's rights and the fight against gender-based violence, in particular through providing quality services for women and girls survivors of violence, supporting the socio-economic empowerment of women heads of households, and promoting the rights of people with disabilities. The partnership will be implemented with the support of Global Affairs Canada and the Danish Ministry of Foreign Affairs. Photo © UNFPA Morocco



MOROCCO

A tribute to midwives on their day



On 17 May, The Ministry of Health and Social Protection celebrated International Day of the Midwife for the first time in Morocco to pay tribute to remarkable midwives from all over the country. 300 midwives participated in this national event. In addition, the Moroccan Association of Midwives and the National Association of Midwives held regional workshops and events to mark the day. UNFPA supported these initiatives in partnership with Global Affairs Canada. Parliamentarians were invited to take part in the celebration and to be engaged in advancing the implementation of the new law for Midwives. The event was an opportunity to launch a joint action to raise awareness about midwives' role in saving lives and achieving the Sustainable Development Goals. A study conducted by the Ministry of Health with the support of UNFPA showed that every 1 US Dollar invested in midwifery yields a return of at least 16 UN dollars in the national economy. *Photo © UNFPA Morocco*

Breaking the taboos and ending the stigma surrounding menstruation

The National Council for Human Rights hosted the celebration of Menstrual Hygiene Day with the support of UNFPA in partnership with the Project Soar and Global Affairs Canada on 27 May. Institutional departments and civil society organizations participated in the event held under the theme: Equality, sexual and reproductive health and rights and the wellbeing of women and girls. Participants shed light on the challenges related to menstruation that undermine the rights of women and girls, especially the most vulnerable, identified the way forward to ensure the rights of women and girls, especially access to quality education and essential social and health services, including menstrual hygiene products and care. Morocco counts three million adolescent and young girls. More than a half of them declared they were shocked when they had their first period. *Photo © UNFPA Morocco*



MOROCCO

New batch of peer trainers certified



On 25 August, UNFPA hosted a meeting for more than 30 young leaders and social activists who had completed a Training of Trainers (ToT) Boot Camp learning programme. UNFPA and the Y-PEER Petri network in Morocco launched the ToT Boot Camp back in July, where each participant conducted a 10-hour training and outreach workshop on sexual and reproductive health and rights and gender-based violence within his/her community. At the end of the meeting, the participants received their certificates of completion to allow them to expand their engagement and conduct large community workshops. Congratulations to all of them! *Photo © UNFPA Morocco*

Bringing seniors, youth and children together

On 18 August, more than 50 people, aged 10 to 67 years old, joined the celebration of the Moroccan National Youth Day and International Youth Day 2022. UNFPA, UNDP and UNESCO held a joint event focusing on intergenerational solidarity, youth's priorities, and the power of partnerships across generations. The event also hosted a panel discussion with seven activists and community leaders who shared their inspiring stories and their experience with age difference, and explored intergenerational challenges to foster opportunities for all generations. *Photo © UNFPA Morocco*



'Gleesa m3a': Connecting youth with policy makers

On 25 August, the Innovation Group for Youth (IGY) launched a new initiative 'Gleesa m3a' - informal gatherings that bring together youth and high-level decision-makers. The first gathering brought together the IGY's representatives with UNFPA Morocco Representative, Mr. Luis Mora, who answered their questions about the United Nations Agenda in Morocco in general and the UNFPA mandate in particular. Several upcoming gatherings are planned to help connect youth with high-level decision-makers in different areas, including information and data protection, education, employment, health and well-being. UNFPA supported the launch of the IGY in August 2021 as a 'Think and Action tank'. It is composed of young leaders and social activists from more than 17 NGOs who are eager to make a difference within their communities. *Photo © UNFPA Morocco*

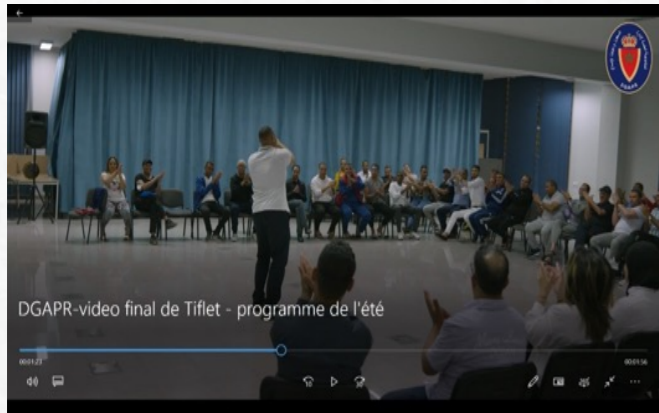


F- Actions inscrites dans la stratégie de la pérennisation :

1-Vidéos des réalisations éditées annuellement, pour démontrer l'impact, en mettant l'accent sur les principales réalisations, les actions phares et les témoignages des partenaires clés. Elles ont atteint plus de 300.000 personnes sur les réseaux sociaux ;



- Vidéo réalisée par la DGAPR durant le camp d'été pour sensibiliser les jeunes détenus



- Vidéo réalisée par l'association YPEER intégrant des témoignages sur le projet



- Vidéo réalisée par l'OPALS dans la campagne de sensibilisation sur les méthodes de contraception



- Vidéo réalisée par Dar El Hadith El Hassania sur le renforcement des acteurs religieux sur la SSR



- Spot de la 20 eme campagne de LCFEF réalisée par le Ministère de la famille



2- Les Histoires humaines et témoignages de la revue

"Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes" ont été publiées lors des journées internationales pour démontrer l'impact des principales actions conjointes, dans la perspective d'amplifier la voix des populations concernées pour la documentation des actions conduites et des avancées réalisées. Le premier numéro a été imprimé et diffusé largement. Des réactions positives ont suivi sa diffusion, notamment dans la presse et sur le digital. Un deuxième numéro est en cours avec d'autres partenaires du projet marquant l'année 2021-2022.



UNFPA Maroc @UNFPAMaroc · Oct 7, 2022
Houda a finalement eu accès à un moyen contraceptif qui lui convient mieux. Sachez plus sur son histoire et sur l'action de @OpalsMorocco avec l'appui de#UNFPA et de @DevCanada pour assurer les droits et les choix pour tous à travers l'approche du selfcare morocco.unfpa.org

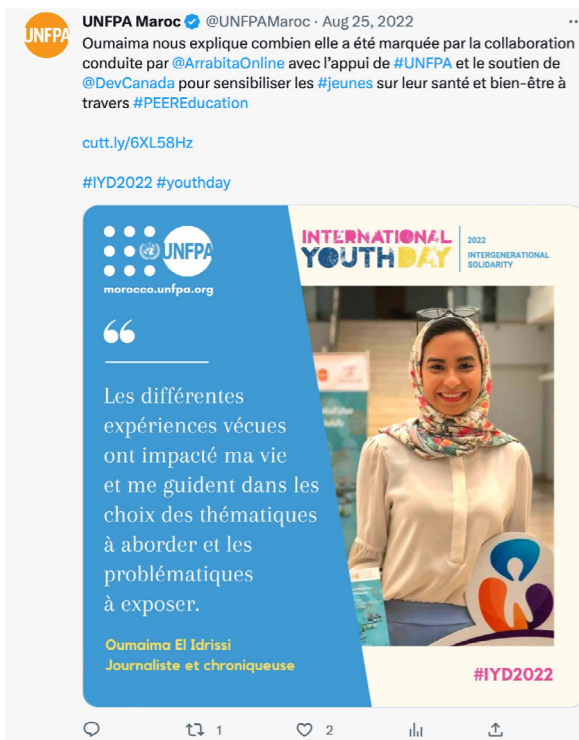


UNFPA Maroc @UNFPAMaroc · Dec 5, 2022
Lalla Khadouja a fait partie de ces centaines de femmes victimes de violence qui, ont pris leur destin en main pour sortir de la spirale de violence. Suivez son histoire sur : morocco.unfpa.org





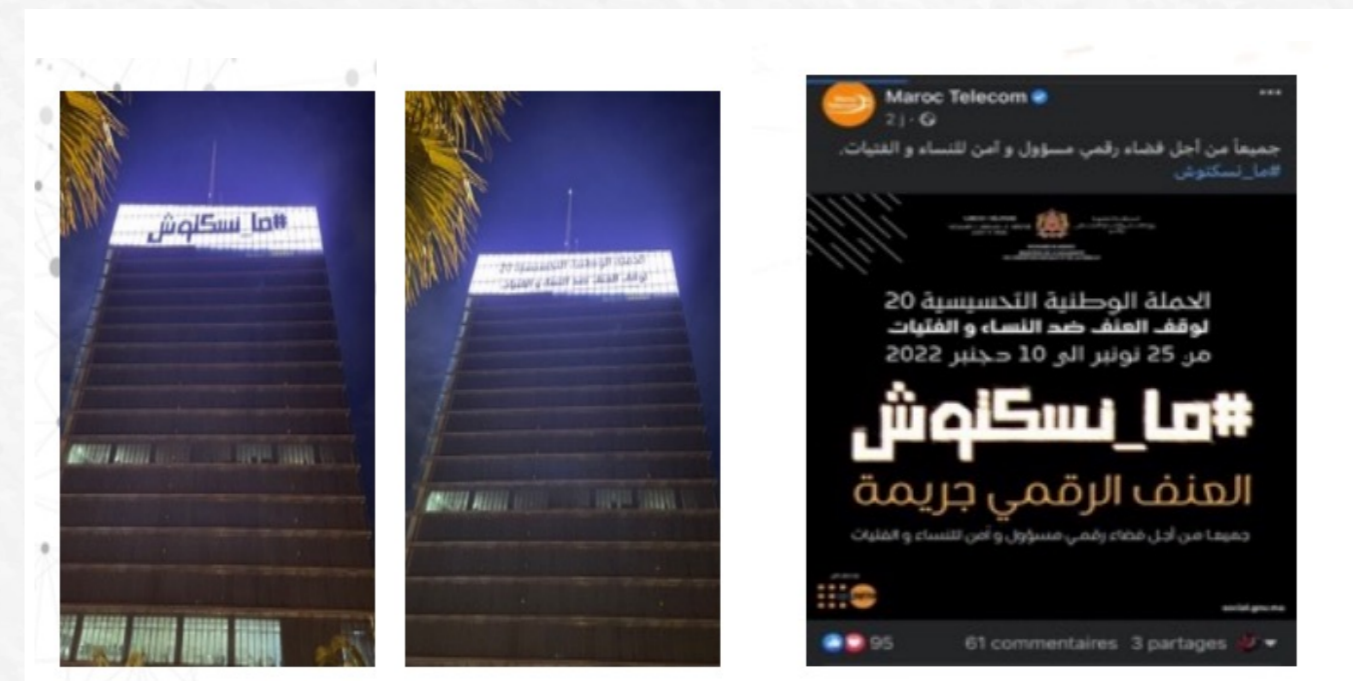
3- Productions de Bandes dessinées par le collectif d'autisme pour la sensibilisation sur la DSSR pour les jeunes autistes



4- Photos des campagnes de sensibilisation :



Illumination des bâtiments de la tour IAM dans le cadre de la campagne :



5- Productions d'études, de guides, de rapports



Production de la Newsletter n°2 :

Pour mettre les histoires humaines au profit du projet et assurer une présentation des résultats qui mettent en relief les effets transformateurs sur les vies des femmes et des jeunes, la Newsletter de l'année 2021- 2022 a été éditée

recueillant des Histoires humaines et des témoignages dans la revue "Empreintes féminines". Elle a été diffusée auprès de 200 Ministères, institutions et ODDF.



VIII-Réalisations durant l'année 2022, par résultat intermédiaire :

En se rapportant aux Plans de Travail Annuels signés avec les partenaires en 2022 adaptés à la situation de crise sanitaire liée à la COVID-19, le résumé des interventions réalisées durant cette année est présenté dans l'ordre suivant pour chacun des résultats intermédiaires :

- Résumé synthétique des réalisations par résultat intermédiaire ;
- Tableau informatif pour chacune des activités du PTA 2022 sur l'atteinte des cibles, les livrables produits, l'écart enregistré (pourcentage) et l'analyse du lien entre lesdites activités réalisées et le degré d'atteinte des cibles de la CMR ;
- Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR.

A- Résumé synthétique des réalisations du résultat Intermédiaire 1100 : Prise de décision éclairée des femmes et des filles en matière de droits, de prévention et de recours aux services de SSR

Cette année ce résultat transformateur a réussi à atteindre 97,33% des objectifs, en adoptant une approche systémique éducative multi-acteurs pour la promotion de l'égalité, l'Education Sexuelle Complète et la déconstruction des normes discriminantes. Une panoplie d'initiatives digitalisées pour la capacitation du personnel de l'éducation, des acteurs/ices religieux (Hommes et femmes), des populations vulnérables et des acteurs/ices de la société civile ainsi que le lancement de plusieurs campagnes ciblant les jeunes dans les espaces scolaires et digitaux. Elles ont été accomplies comme suit :

1. Appui d'une politique publique :

- Validation finale du document de la **Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes** (intégrant l'ESC) et son plan stratégique 2022-2030 ainsi que la réalisation de **l'étude CAP « compétences attitudes et Potentiel »**. Elles seront présentées en 2022.

2. Domaine de la capacitation du personnel de l'éducation à travers le digital :

- 23 formateurs** (19 F et 4 H) formé(e)s dans les centres E2C-NG organisé sur le programme l'ESSR, et **23 futurs chefs** et surveillants généraux hommes formés dans 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS ;
- MOOC** sur la SSR avec 50 vidéos destinées aux enseignant(e)s pour l'intégration de l'approche Education Pair dans les CRMEF ;
- 1ère plateforme** virtuelle pour la gestion des activités de la vie scolaire généralisée (12 AREF) ;
- Kit** pour formateurs/animateurs ESSR et **Kit** pour pairs-formateurs/pairs-animateurs, réalisation des fiches techniques pédagogiques/didactiques pour la mise en œuvre de deux modules sur l'ESSR spécifiques aux centres E2C-NG ;

- Etude de conformité** et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée ;

- Etude** sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives réalisée.

3. Domaine de la capacitation et l'éducation des populations vulnérables :

- 78 filles** sensibilisées et 22 facilitatrices formées dans 3 établissements de 3 régions de Dar Taliba ciblés, sur le développement des valeurs d'autonomie du consentement éclairé, du libre choix et du leadership ;

- 198 femmes détenues** formées et **369 touchées** sensibilisées en cascade, **73 assistants** sociaux, dont 71 hommes et 22 femmes, **4000 jeunes garçons mineurs** de camps d'été 2022, 57 cadres dont 12 femmes et 45 hommes, et 37 personnels de santé dont 12 femmes et 25 hommes sensibilisés autour de l'appui psychologique aux FVV par le DGAPR au Centre National des Formations de PL Tifelt, PL Berkane, PL Arjat, PL Toulal 2 et PL Beni Mellal ;

- 200 jeunes** (123 filles et 77 garçons), âgé(e)s entre 14 et 25 ans formés dans 10 sessions organisées du 18 juillet au 30 novembre 2022 par Y-PEER, AMPF, AJJ Kénitra, Tamounte Salé, Rouad Najah Kénitra et l'école de la deuxième chance à Kénitra ;

- Conception et production d'un livret des témoignages par YPEER** sur le rôle des éducateurs(trices) pair(e)s dans le changement social en matière de la DSSR ;

- Impression de 30 Kit "THLIK", et **conception et distribution de 5 valises pédagogiques que 22 maîtres-facilitatrices ont utilisées, formées** à Fès, Ouarzazate, Marrakech, Lhajeb, et Douar Laadam ;

- 18 bandes dessinées produites** dans le cadre de renforcement de capacité des acteurs/ices et l'inclusion des personnes autistes sur le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit au sport, le droit au travail, le droit à la participation citoyenne ...

4. Domaine de la capacitation et l'éducation des leaders religieux :

- 185 acteurs/ices religieux** ont été formé.e.s (65H et 20 F) des étudiant.e.s de Dar EL Hadith Al Hassania sur les modèles d'intervention et d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable, ainsi que l'encadrement de leurs pairs dans des ateliers de formations interactives, des ateliers ludiques (théâtre, caricature et photographie), 20 Adoul(e)s (12 femmes et 8 hommes) et **23 adouls hommes et femmes** formé(e)s, par la Branche Souss Massa de l'AMPF, le 28 juin 2022 sur le livret, en vue de les convaincre à adopter la thématique des DSSR et transmettre des messages positifs en SSR/ PF ;

- Recueil** élaboré et diffusé, regroupant les approches adoptées par les leaders religieux pour la sensibilisation et la formation des jeunes et des femmes afin de faire bénéficier les autres acteurs/ices au niveau national et régional, regroupant l'ensemble des outils développés.

5. Sensibilisation digitale aux jeunes avec OSC dans les espaces scolaires et virtuels :

8 campagnes touchant **3 millions** de personnes, organisées durant les 16 jours d'activisme, pour mener un plaidoyer sur le changement des normes sociales discriminantes et la masculinité positive ;

- 1,5 millions** de personnes impliquées dans la 20ème campagne nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles sous le thème « Tous pour un espace numérique responsable et sécurisé pour les femmes et les filles », **372 activités impliquant 27 435 participant(e)s dont 5691 hommes et garçons et 21 744 femmes et filles**, organisées dans les différentes régions avec l'implication des acteurs/ices du pôle social, l'entraide nationale, l'agence de développement social, l'institut national du travail social, avec l'implication de 1550 instances de gouvernance, 460 OSC/ODDF de la société civile, 199 secteurs publiques, 53 instances électorales, instances territoriales, 33 universités, 599 universitaires ; **1 millions** dans les activations digitales sur les Stories des 16 jours d'activisme 29000, Stories Contraception day : 32900,- Stories Youth day : 45144,- Stories Midwifery : 7200

- 3000 personnes** touchées par la **campagne d'implication des pharmaciens dans le self-care** en

matière de SSR : Élaboration et production d'une capsule de sensibilisation en faveur des officines pharmaceutiques réalisée ;

- 532 femmes sensibilisées** par l'**organisation de 3 caravanes** de sensibilisation à Errachidia, Larache et Oujda, dans le cadre des seize jours d'activisme ;

- 1031 personnes** atteintes par la **campagne digitale** de la 2ème édition de la campagne FARAH que le Consortium DSSR a lancé en s'alignant avec les 7 OSC partenaires de ce projet, durant les 16 jours d'activisme sur le thème 'Caravane de lutte contre les grossesses non intentionnelles' ;

- 15 500 personnes** touchées par la campagne digitale sur l'hygiène menstruelle lors de la célébration de la journée mondiale des menstruations, sous le prisme de l'égalité et de libre choix, avec une forte implication de plus de 7 départements ministériels, CNDH, universités, le secteur privé et la société civile ;

- 90 000 personnes touchées**, impliquant **55 personnalités** à la campagne lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, intégrant les partenaires du projet ;

- 2000 personnes impliquées dans la campagne de sensibilisation** à Imilchil sur la lutte contre la VBG, auprès des familles de douars sur les DSSR ;

- 3000 jeunes** informés et sensibilisés sur la plate-forme Clubhouse, atteignant **28 000 personnes** directes et indirectes touchées sur les autres réseaux sociaux.

Une Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes (y compris ESC) finalisée

Résultat Intermédiaire 1100:

Prise de décision éclairée des femmes et des filles en matière de droits de prévention et de recours aux services de SSR



stratégie nationale sur les droits à la santé sexuelle et reproductive

B- Tableau informatif par activité des PTA 2022 du résultat immédiat 1110 :

Le tableau suivant renseigne sur les activités réalisées avec les livrables produits, l'écart enregistré (pourcentage de réalisation) :

Résultat Immédiat 1110 : Connaissances et attitudes améliorées des filles et des garçons en matière d'ESC dans les établissements scolaires et Dar Taliba		
Produit 1111 : Stratégie nationale en matière d'éducation sexuelle complète élaborée et adoptée		
Sous-activités PTA	Livrables PTA	Résumé des interventions menées
1.1.1 1.1 Mettre en place une approche participative pour l'élaboration d'un document stratégique sur l'ESC au Maroc	- Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes 2022 -2030,	Réalisée à 90 % : - Validation de la Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes 2022-2030 , document préfacé par le ministre de la Santé et la protection sociale, incluant l'éducation sexuelle complète développée d'une manière participative par le ministère de la Santé, en collaboration avec le Ministère de l'Education et le ministère de la Jeunesse et la société civile. Le lancement a été reporté pour l'année 2023 - Assistance technique mobilisée pour évaluer la mise en œuvre des résultats de la 1ère Stratégie Nationale de Promotion de la Santé des Jeunes, et l'élaboration de la 2ème Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes.
1.1.1.1.3 Organiser un atelier de validation de la stratégie et l'élaboration d'un PAN multidisciplinaire		Réalisée à 90 % : - 59 responsables (39F, 20H) participent à l'atelier consensuel et intersectoriel faisant intervenir les différents intervenants des départements ministériels impliqués, en plus des représentants des différents programmes en rapport avec la santé des adolescents et jeunes ainsi que des représentants de la société civile, tenue les 27 et 28 mai 2022 pour la validation de la 2ème Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes 2022-2030. Il a été décidé que l'année 2023 sera consacrée à l'élaboration d'un PAN multidisciplinaire.
1.1.1.1.4 Conduire un plaidoyer auprès des institutions concernées pour institutionnaliser l'ESC	- Policy brief	Réalisée à 100 % : - Plaidoyer conduit par les jeunes depuis l'année 2019 à travers la mise en place de la web radio hébergé dans le site web www.santéjeune.ma et la page Facebook, Santé jeunes, permettant d'atteindre les jeunes mettre chiffres, - Plusieurs Policy brief effectués sur l'importance de l'institutionnalisation de l'Éducation Sexuelle Complète par le Réseaux Ypeer ont été partagé avec les institutionnels, permettant de plaidoyer pour l'importance de l'institutionnalisation de l'éducation sexuelle complète.
Produit 1.1.2 : Programme de formation en ÉSC dispensée auprès des élèves et des Dar Taliba des jeunes filles, évaluée dans les régions cibles identifiées		
1112.102 Réaliser une étude de conformité et de recensement des concepts de la SR manuels scolaires	- Etude de conformité , - Etude sur les critères de classification	Réalisée à 100 % : - Etude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée, organisée par la Direction du Curricula, avec l'implication des acteurs/ices clés et des ONG ; - Appui à l'intégration des composantes de l'ESR dans les curricula ; - Etude sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives réalisée

1112.103 Intégrer la nouvelle approche de l'éducation par les pairs dans le domaine de l'ESC dans la formation de base des enseignants (CRMEF)

- [MOOC](#),
- Kit pour formateurs/animateurs ESSR: [syllabus 1](#), [syllabus 2](#)

Réalisée à 100 % :

- **MOOC des cours en ligne intégrant 50 capsules vidéo** sur la SSR développées pour former les inspecteurs, enseignant (e)s et les chargés de la vie scolaire, au niveau des établissements relevant du Ministère de l'Éducation, en vue d'assurer la continuité des services liés à l'éducation ;
- **Généralisation** de la 1ère plateforme en ligne en 2022, dédiée à la gestion des activités de la vie scolaire des 12 AREF ;
- **Film documentaire** réalisé par le Ministère de l'Éducation pour valoriser les réalisations de la Direction de la Vie Scolaire qui sera valide en 2023 ;
- Les avancées en matière de l'ESC en milieu scolaire ont été documentées à travers des témoignages dans la [revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes"](#), éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes. Voir lien ci joint: [A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse: Éclairer les décisions des adolescents et des jeunes](#) ;
- Les actions phares et un témoignage en la matière ont fait partie intégrante de la vidéo des [Réalizations de UNFPA en 2021](#) ;
- **23 formateurs** (19F, 4H) et 20 bénéficiaires (13F, 7H) ont bénéficié du cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG, organisé sur le programme l'ESSR sur les axes suivants: devenir un bon formateur, former des pairs-formateurs ESSR, habiletés de vie et ESSR. Et ce, dans 3 centres: le 28/11/2022 au centre Régional de Développement et d'Alphabétisation (CRDA) - Ecole 2ème Chance Nouvelle Génération BATHA - Fès, le 02/12/2022 au Centre de la Deuxième chance - Nouvelle Génération Idriss Premier Marrakech et le 23 et 24/11/2022 au Centre Association Initiatives : Citoyenneté – Education – Environnement – Développement (AICEED) ;
- **Assistance technique** mobilisée par la DENF, pour l'adaptation du matériel pédagogique et didactique au profit des Ecoles 2ème Chance-Nouvelle Génération, pour les programmes de l'éducation non formelle, au profit des formateurs/animateurs ESSR, des pairs-formateurs/pairs-animateurs et des bénéficiaires des E2C-NG, en matière de l'ESSR ;
- **Kit pour formateurs/animateurs ESSR et Kit pour pairs-formateurs/pairs-animateurs, réalisation des fiches techniques pédagogiques/didactiques** pour la mise en œuvre de deux modules sur l'ESSR spécifiques aux centres E2C-NG, afin d'enrichir leurs curricula en vigueur, à travers l'appropriation de la culture sur l'Éducation à la Santé Sexuelle et Reproductive (ESSR) par les formateurs/animateurs, les pairs formateurs/pairs-animateurs, les bénéficiaires dans les centres E2C-NG/AREF pilotes, la démultiplication à d'autres centres E2C-NG et AREF du Royaume ;
- **Adaptation et enrichissement des outils ESSR** conçus et élaborés dans le cadre de l'éducation formelle (MENPS) et productions d'outils complémentaires opérationnels pour l'installation du programme ESSR sur le terrain ;
- **23 futurs hommes chefs des établissements** scolaires et surveillants généraux hommes de 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS, formés en décembre sur l'approche d'éducation par les pairs et habiletés de vie, promotion de l'ESR et l'ingénierie de la formation ;
- **200 jeunes** (123F,77G), âgé(e)s entre 14 et 25 ans formé.e.s dans 10 sessions organisées du 18 juillet au 30 novembre 2022 par Y-PEER, AMPF, AJJ Kénitra, Tamounte Salé, Rouad Najah Kénitra et l'école de la deuxième chance à Kénitra, sur les thématiques suivantes : les

		<p>habiletés de vie, l'importance de la santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les violences basées sur le genre, la lutte contre le mariage des enfants et les grossesses non-désirées. Et ce, pour assurer l'accès de la jeune fille adolescente aux informations liées à la DSSR en adoptant les relais communautaires les techniques innovantes de la transmission des messages de sensibilisation et d'orientation.</p>
<p>1.1.1.2.5 Évaluer la formation et l'acquisition de connaissances des élèves et filles des collèges et des Dar Talibates en ESC avec formulation des recommandations</p>	<p>- Rapport d'évaluation de la formation Ypeer, Livret de témoignage, -Film</p>	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude d'évaluation sur l'intervention de l'association Y-PEER et les membres de consortium DSSR aux Dar Taliba (Fès-Meknès, Marrakech – Al Hoceima, Casablanca), réalisée avec les responsables des associations, responsables des Dar Taliba et les bénéficiaires directs de cette intervention. Cette étude a permis d'avoir une compréhension des volets d'intervention, techniques mobilisés, l'impact et les recommandations recueillis lors des entretiens et des focus group - Degré de satisfaction des sessions organisées : les focus groups ont révélé que 100% des filles des Dar Taliba formées ont été motivées de participer aux séances d'orientation et de sensibilisation organisées sur la DSSR. La thématique du mariage des mineures a été la thématique la plus dominante, suivie de la thématique de la santé sexuelle et reproductive. Concernant les techniques de formation, « les pièces théâtrales interactives » est la technique d'intervention la plus appréciée, suivie des présentations PowerPoint, préparées soit par les jeunes filles ou encore par les animatrices, puis les dessins. Sur les 13 thématiques enseignées, 5 thématiques ont été partagées, 100% des filles ont partagé les informations acquises sur le mariage des mineures, 38,31% sur l'abandon scolaire, 23,88% sur la propreté intime, 22,39% ont parlé des IST-SIDA... ; - Points positifs enregistrés : la mise en place d'une continuité de la formation en gardant le contact entre les formateurs (trices) et les animatrices, la correction des fausses idées chez les animatrices et les jeunes filles et la transmission de nouvelles connaissances sur les DSSR, le développement de l'estime de soi des filles pour évoquer des sujets ayant été tabou et à poser des questions à leurs animatrices, le développement chez les jeunes filles de la notion de la créativité artistique, le changement des comportements des jeunes filles, la régression du taux de l'abandon scolaire entre les filles formées à El Attaouia et la réduction des cas de mariage des mineures dans les localités et lieu de provenance des filles formées, à travers le changement de leurs idées sur l'importance de se marier à un jeune âge ; <p>Recommandations : 1- Présentation d'une banque de story feeling relatant des témoignages des jeunes filles ayant réussi leur vie nonobstant les entraves, 2- Implication des professionnels de santé, compétents dans le domaine de la SSR, à côté des animatrices, 3- Organisation de manifestations artistiques au sujet des DSSR (festival d'Ahidous de la poésie arabe et berbère et la poésie Amazigh, compétition des talents ...), 4- Coordonner l'action interministérielle (Éducation nationale et sport, santé et protection sociale, Familles et solidarité, Affaire islamiques, jeunesse culture...) via la prévoyance d'un axe spécifique en matière d'éducation sur les DSSR, 5- Création des clubs de jeunes filles pour l'échange et la promotion des actions de la SSR et des cellules d'écoute au niveau des Dar Taliba ; 6- Diffusion de visuels/contenus sur les réseaux sociaux privilégiés par les jeunes, à la télévision et à la radio, 7- Plaider pour le renforcement du contrôle par le Conseil Supérieur</p>

		<p>de l'Audiovisuel (CSAV) des propos à caractère sexiste et incitant à la violence, et valoriser les radios proposant des contenus positifs sur les DSSR ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception et production d'un livret des témoignages par YPEER sur le rôle des éducateurs(trices) pair(e)s dans le changement social en matière de la DSSR, et l'engagement civique des jeunes (2017-2021) ; - Production d'un film institutionnel sur l'importance de l'intervention des éducateur(trices) pair(e)s dans la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive. Ce film a connu la participation de différentes personnes ressources de l'UNFPA Maroc, Y-PEER Maroc, https://drive.google.com/drive/my-drive
<p>Résultat Immédiat 1120 : Sensibilisation accrue à l'échelle nationale, des femmes et des filles, des hommes et des garçons sur les droits à la SSR et sur les normes sociales discriminantes envers F. F</p>		
<p>Produit 1122 : Campagnes de sensibilisation, d'information et de conseils sur la défense et la protection des DSSR pour l'autonomisation des femmes et des filles, organisées au niveau national et des régions sur la base des résultats de l'étude CAP</p>		
<p>1122.201 Développer des partenariats permettant d'utiliser de nouveaux dispositifs d'apprentissage médiatisés sur la SR la VBG</p>	<p>- Kit "THLIK"</p>	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouveau partenariat réalisé avec l'association nommée Projet Soar. L'ONG vise à autonomiser les adolescentes les plus marginalisées grâce à un programme d'autonomisation des filles ; - Impression de 30 kits "THLIK et leur relecture pour y intégrer les valeurs des droits humains et la lutte contre la violence, afin de développer des valeurs d'autonomie du consentement éclairé, du libre choix et du leadership. Il est dispensé en 50 heures, en arabe ; - Conception et distribution de 5 valises pédagogiques contenant des Sacs individuels (un par facilitatrice), un journal intime pour les jeunes filles, colle, ballon, crayon de couleur, sticker ; - 22 maîtres-facilitatrices formées pour l'utilisation du Kit "THLIK" à Fès, Ouarzazate et Marrakech, dont 10 maîtres-facilitatrices formées du 18 au 21 juillet 2022 au Marrakech Sports et 12 maîtres-facilitatrices formées du 24 au 27 juillet 2022 à Lhajeb, Ouarzazate et Douar Laadam. Ces formations ont été dispensées par le projet Soar, permettant aux facilitatrices d'acquérir des connaissances sur les techniques d'élaborer un plan d'action et l'utilisation du kit ' THLIK" ; - 78 Jeunes filles formées, âgées de 12 ans à 18 ans, par les maîtres-facilitatrices sur le développement des valeurs d'autonomie du consentement éclairé, le libre choix et le leadership, dans trois régions ciblées, pour acquérir de compétences de vie dont : 27 Jeunes filles formées à Douar Laadam par le Projet Soar, 23 Jeunes filles formées à Ouarzazate en partenariat avec la Fédération de la ligue démocratique et 28 filles formées à El Hajeb, en partenariat avec l'association Amal pour la femme et le Développement ; - Convention de partenariat entre UNFPA, le Collectif Autisme Maroc et Capgemini signée le 10 juin 2022, dans l'objectif d'agir ensemble en matière de renforcement des capacités, de plaider et de mobilisation autour de la question du handicap et l'élimination de la discrimination fondée sur le genre. Le focus sera mis sur les filles autistes et les familles, à travers la digitalisation de l'accès à l'information en matière de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive ;

	<p>Convention de partenariat avec Capgemini</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La communication sur la signature de la convention a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc : UNFPA, le Collectif Autisme Maroc et Capgemini unissent leurs efforts pour l'autonomisation et la promotion des droits des jeunes autistes et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ; - Les actions inscrites dans le cadre de la promotion de la signature ont été documentées à travers l'édition du mois de juin de la Newsletter des Pays Arabes, diffusée largement par mailing en anglais. Voir le lien ci-joint :https://docs.google.com/document/d/1jTA9faSyBwT3KmqY0Yz2tj-Rd-9wfXELh212WSM-D2s/edit?usp=share_link - 17 jeunes (10F, 7H) participants à l'atelier de concertation entre les spécialistes en autisme et les développeurs de l'application SSR pour la collecte de contenu, organisé à l'hôtel DAWLIZ, le Mardi 01 Novembre 2022, en présence du Représentant de l'UNFPA, le CAM, de jeunes autistes, les familles et accompagnateurs des jeunes autistes, des spécialistes en autisme et les responsables de Capgemini, pour présenter l'état d'avancement de l'application et réunir les experts dans le domaine avec les familles des jeunes autistes et les développeurs de l'application. Et ce, pour une meilleure concertation sur les besoins en matière de services sur la SSR, pour une meilleure conception et programmation de l'application, - 5 rencontres organisées entre les professionnels, les illustrateurs et les familles des jeunes autistes, pour le développement du contenu de l'application, ont abouti à l'élaboration d'un ensemble de recommandations des experts et les familles des jeunes autistes sur le contenu de l'application et son design qui ont été partagés lors de la rencontre, le développement d'un contenu riche d'illustrations sur l'autisme et sur la santé sexuelle, Voir ci joint le lien des articles de presse publiés sur les initiatives de Capgemini.
<p>1122.202 Renforcer les approches innovantes pour la capacitation des acteurs de la sensibilisation en animation socioculturelle et changement des comportements en lien avec la SSR et VBG</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation de Soar, - Bandes dessinées, 	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique mobilisée pour mener l'évaluation du programme pilote sur les 3 sites pilotes (Ouarzazate, Fès, Marrakech) auprès des jeunes filles du programme, pour avoir un suivi complet de la déclinaison du programme, son impact sur les connaissances et les compétences des filles, le retour d'expérience concernant l'utilisation du Kit "THLIK" ; - Évaluation de la formation par les facilitatrices effectuée, dans les 3 sites. Celle de Douar Laadam attestent que 100% des filles savent que leur valeur est égale à celle d'un garçon, 100% des filles savent gérer leurs règles, 95% des filles connaissent désormais les changements dans leur corps et 75% des filles connaissent leurs droits ; - Évaluation de la formation par les filles effectuée. A El Hajeb, 100% d'entre elles considèrent qu'elles ont autant de valeur qu'un garçon, 50% craignent de partager leurs rêves avec leur père, 95% ont confiance en elles, 85% ont les outils et les ressources nécessaires pour prendre soin de leur santé mentale ; - Constats de l'évaluation : Les bénéficiaires du programme sont en internat. Elles viennent de différents douars, avec des conditions de vie très défavorables qui ne respectent pas tous les droits des filles et qui souffrent de difficultés à garder leur corps en bonne santé. Et ce, à cause des conditions d'hygiène précaires,

		<p>des violences diverses, du sexisme ou des discriminations subies. Dans le cadre de leur puberté, ces filles ont des problèmes généraux liés à l'adolescence alors qu'elles manquent de soutien, d'accompagnement, de communication ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Résultats de l'évaluation : l'évaluation a ressorti qu'avant le début des ateliers, les filles étaient conscientes de tous les phénomènes précités mais que, c'est grâce aux ateliers qu'elles ont renforcé leur confiance et ont osé verbaliser leurs conditions, conscientiser leurs besoins, approfondir les notions et faire des plaintes auprès de la direction de l'école et de l'internat ; - Recommandations : L'expérience de formation a été fortement appréciée. Une nouvelle demande a émergé pour le suivi de l'ancrage du savoir et l'appropriation des changements, ainsi que la généralisation de l'expérience à d'autres régions marginalisées et à d'autres catégories de filles mal desservies. La notion d'empowerment ou d'autonomisation est bien le concept qui caractérise le mieux, ce curriculum exceptionnellement efficace et facile d'utilisation ; - 35 personnes autistes (30F, 5H) formé.e s, sous le thème du renforcement de capacités des acteurs/ices pour l'inclusion des personnes autistes. Il avait comme objectif de renforcer les capacités des familles, des AVS et des professionnels en autisme, pour l'accompagnement des jeunes autistes vers l'autonomie et l'indépendance, et ce, le 22 octobre 2022 au Centre régional des métiers de l'éducation et de la formation ; - Participation de 09 jeunes autistes (03F, 06H) à 04 émissions Radio/TV pour promouvoir la capacité juridique des jeunes autistes au Maroc et les renforcer en termes de plaidoyer pour les politiques publiques inclusives, (Le Matin, YOUTH VOICE) ; - 18 bandes dessinées produites dans le cadre de renforcement de capacité des acteurs/ices et l'inclusion des personnes autistes sur le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit au sport, le droit au travail, le droit à la participation citoyenne,... - 15 jeunes (9F, 4H) ont participé aux rencontres avec 7 responsables : Des présidents de communes, des présidents d'université, des responsables des départements gouvernementaux et des bailleurs de fonds, pour porter la voix des jeunes autistes.
<p>1122.203 Conduire des actions de sensibilisation auprès des jeunes (en situation difficile et détenu.es) sur la base des approches innovantes de capacitation des acteurs de la sensibilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Film sur la rencontre des encadrants de camps d'été 2022, 	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 établissements pénitentiaires ciblés, 73 assistants sociaux(22F, 71H), 60 formateurs (10F, 50H) ont participé à la rencontre des formateurs, atteignant 4000 jeunes garçons mineurs de camps d'été 2022, 57 cadres(12F, 45H), 37 personnels de santé (12F, 25H) et 198 détenues formées sur l'appui psychologique aux FVV au profit des assistant(e)s sociaux (ales) e et 369 atteintes, en marge de la 4ème rencontre sur les femmes détenues, organisée par la DGAPR pour les sensibiliser autour de l'appui psychologique aux FVV par le DGAPR au Centre National des Formations des cadres de Tifelt, PL Berkane, PL Arjat , PL Toulal 2, PL Beni Mellal, sur la gouvernance, les bonnes pratiques, la gestion des programmes de réinsertion, dans 4 ateliers organisés sur la thématique de l'individualisation des programmes de la réinsertion, en se basant sur les approches genre, les aspects psychologiques et sociaux ; - 23 adolescentes et femmes incarcérées formées, 5 personnels de santé (1 médecin, 1 dentiste, 1 psychologue, 2 infirmières), 2 assistantes sociales, 2 personnels au niveau de PL Toulal, le 3 et 4 novembre ;

	<ul style="list-style-type: none"> - 21 adolescentes et femmes incarcérées formées : 5 personnels de santé (2 médecins, 3 infirmières), 1 assistante sociale, 2 personnels pénitentiaires au niveau de la PL Berkane, le 20-21 septembre ; - 28 adolescentes et femmes incarcérées détenues, formées avec l'approche de l'éducation par les pairs par la DGAPR, au niveau de la PL Arjat, le 28 et 29 septembre ; - 20 détenues formées, 1 homme médecin, 4 hommes personnels pénitentiaires de PL Béni-Mellal, les 24 et 25 décembre 2022 sur la SSR durant la Célébration des 16 jours d'activisme ; - 74 détenues formées, 7 hommes médecins, psychologues, dentistes et 11 hommes personnels pénitentiaires avec l'appui de l'AMPF de la PL Toulal 2 et PL Ain Sebaa, le 25 novembre et à la PL Beni Mellal le 26 novembre 2022; - 15 détenues formées, 3 hommes personnels pénitentiaires à un atelier à la PL Assilah le 3 novembre 2022 ; - Visite d'une délégation de l'UNFPA composée de Mme la Directrice du Bureau Régional de l'UNFPA, Mr le Représentant de l'UNFPA au Maroc, l'adjoint du représentant de l'UNFPA au Maroc, mesdames et messieurs les chargés de UNFPA), à la PL de Tifelt, le 05 décembre 2022 ; - 4000 jeunes mineurs garçons bénéficiaires des camps d'été de la DGAPR, animés par 60 formateurs (10F, 50H) ont participé à la rencontre des formateurs de camps d'été 2022, organisé au Centre National des Formations des cadres à Tiflet du 22 au 24 Juin 2022, animée par des experts dans le domaine d'éducation des jeunes et le développement des jeunes en situation vulnérable, et avec l'utilisation du jeu ; - Utilisation de l'AMPF, au niveau des centres de proximité de l'association au niveau national, du jeu de la société éducative sur la santé et le bien-être pour les jeunes, développé en 2021 par la DGAPR ; - Film documentaire réalisé, relatant l'expérience de l'accompagnement des jeunes mineurs et des témoignages durant la rencontre des encadrants des camps d'été 2022 ; - 100 Personnalités (32F,68H) et 117 détenues femmes en présentiel et 252 détenues femmes en visioconférence, prenant part à la 4ème rencontre nationale en faveur des femmes détenues, organisée le vendredi 02 Décembre dans l'enceinte de la prison locale d'Aït Melloul sous le thème « La femme détenue, la réalité de la détention et les exigences de la protection de l'intérêt supérieur des enfants accompagnant », en marge de la célébration de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Y ont participé le Délégué Général de la DGAPR, le Ministre de la Justice, la Ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille, la Présidente du Conseil National des Droits de l'Homme, le Secrétaire Général de la Rabita Mohammadia des Oulémas du Royaume du Maroc, des magistrats, des universitaires, des personnalités artistes et sportives, des médias et ONG. Ces responsables ont mis l'accent sur l'importance de la préservation et de la protection des droits de cette catégorie sociale pour l'élimination de toutes les formes de violence et la révision des lois ; - Film institutionnel projeté sur les mamans incarcérées accompagnées de leurs enfants, et à l'inauguration du studio polyvalent et de l'espace de sport, grâce au don octroyé par la Fondation Othman Benjelloun ;
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

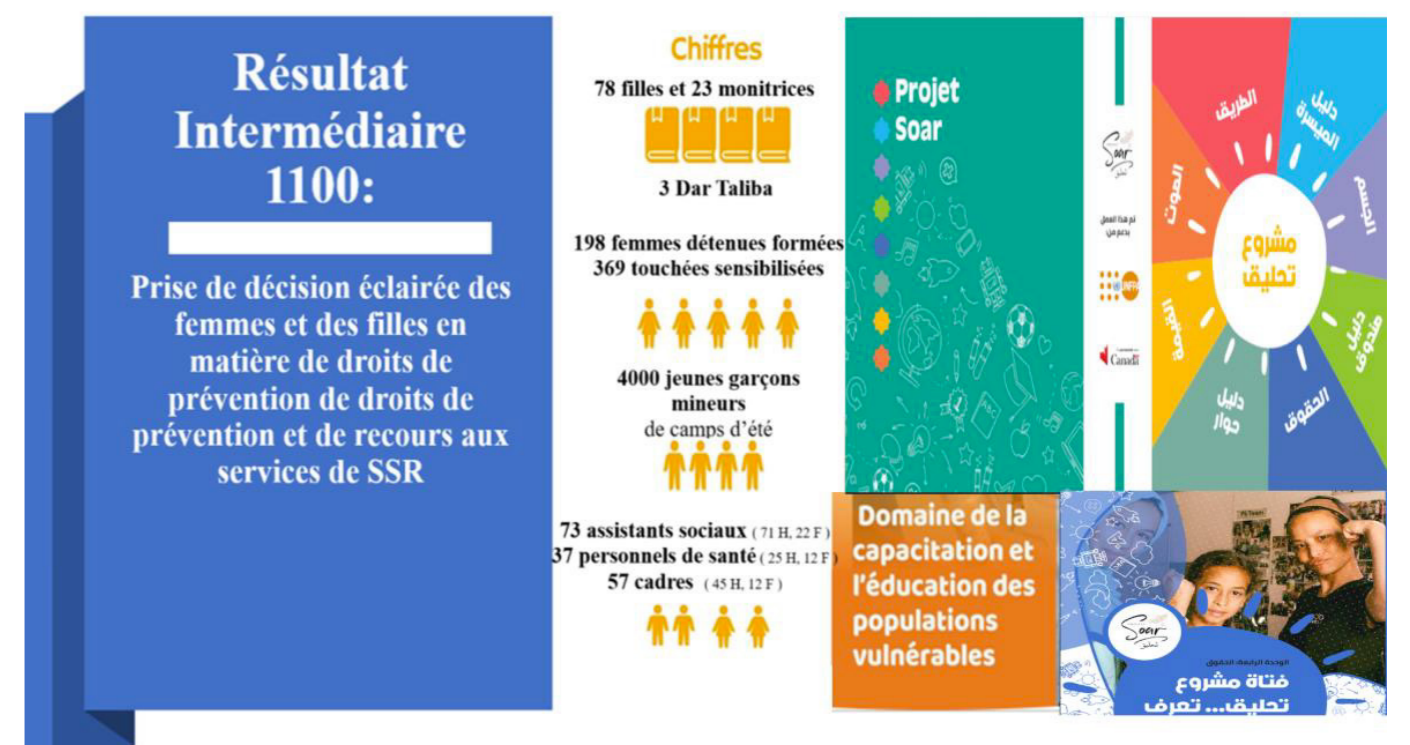
		<ul style="list-style-type: none"> - Hommage rendu à feu Aïcha Ech-Chenna, une femme d'action ayant consacré une grande partie de sa vie à la lutte pour les droits des mères célibataires et qui a tiré sa révérence le 25 septembre dernier ; - 17 détenues femmes et 7 personnels médicaux femmes, participants aux ateliers d'éducation avec les personnalités qui ont pu mesurer la maîtrise, par les détenues formées, des connaissances SSR données en l'espace de seulement 2 jours de formation. Ils ont manifesté leur intérêt et leurs sincères encouragements pour le projet d'extension de ce type d'approche au niveau de toutes les prisons ; - Les avancées en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et leur prise en charge ont été documentées à travers des témoignages dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes", éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes ; À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse: Innover pour les populations les plus à risque ; - Les actions phares et un témoignage en la matière a fait partie intégrante de la vidéo des Réalizations de UNFPA en 2021.
<p>1.1.2.2.1 Élaborer un plan de communication et les supports des campagnes de sensibilisation sur l'EG et les DSSR : recrutement d'une agence de communication</p>	<p>- Rapport de la 20ème campagne</p>	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,5 millions de personnes impliquées dans la 20ème campagne nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles présidée par Mme Awatif Hayar, Ministre de Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille sous le thème « Tous pour un espace numérique responsable et sécurisé pour les femmes et les filles ». Cette campagne vise la diminution de la prolifération de la cyberviolence qui atteint 1,5 million de femmes et de filles selon l'enquête nationale du HCP (2019) ; - Teaser et Spot officiel lancés sur les réseaux sociaux avec l'hashtag #Mansektouch, https://www.youtube.com/watch?v=kjl3EhlkeYQ, pour sensibiliser les jeunes contre la violence numérique sous toutes ses formes de victimisation, soulignant que cette cyberviolence peut avoir des conséquences physiques et/ou psychologiques pouvant porter préjudice à la qualité de vie des victimes, tout en impactant de manière négative leurs activités socioprofessionnelles, projetés dans les salles de Cinéma Megarama, des messages de sensibilisation sur les écrans des bus de la région Rabat Salé, illumination du bâtiment de IAM, et l'affichage du slogan de la campagne ; - 150 responsables (95F/55H) de divers horizons, des membres du corps diplomatique et onusien accrédités à Rabat, d'acteurs/ices de la société civile et d'universitaires, le Wali chargé de la coordination de l'INDH, la Coordinatrice de la déclaration de Marrakech, l'Ambassadrice du Canada, le représentant de l'UNFPA, la Représentante de l'Onu femmes, le Président de la commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel, le Secrétaire Général de l'ONDH, le Secrétaire Général du CNDH, la Secrétaire Générale de l'UNFM, le Secrétaire Générale de l'ODECO, les représentants de la DGSN et la Gendarmerie Royale, ont participé à la cérémonie de lancement, le 25 novembre, à l'Académie du Royaume du Maroc ; - 372 activités impliquant 27.435 participant(e)s (21 744 F.F, 5691 H.G) organisées dans les différentes régions avec l'implication des acteurs/ices du pôle social, l'entraide nationale, l'agence de développement social, l'institut national du travail social, avec l'implication de 1550 instances de gouvernance, 460 OSC/ODDF

		<p>de la société civile, 199 secteurs publics, 53 instances électorales, instances territoriales, 33 universités, 599 universitaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 267 activités de l'entraide Nationale impliquant 24 671 personnes (19 713FF, 4958HG) dans l'organisation des conférences, pièces de théâtre, formations sur les sujets de la définition de la violence numérique et son impact sur la famille, la société, les conséquences psychologiques des filles et femmes victimes de violence numérique ; - 104 activités de l'entraide Nationale impliquant 2607 personnes (1921FF, 686H.G) dans l'organisation des tables rondes, des dialogues territoriaux, formations, des productions artistiques pour sensibiliser les jeunes pour lutter contre la violence numérique ; - 81 articles de presse dans 47 sites électroniques. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur les 16 jours d'activisme ; - La communication sur la campagne a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG), à travers l'utilisation du streaming. Voir le ci joint : CAMPAGNE NATIONALE 16 JOURS ; - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 21ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en décembre 2022 ; <p>Les actions phares et un témoignage en la matière ont fait partie intégrante de la vidéo des Réalizations de UNFPA en 2021.</p>
1.1.2.2.3 Organiser une campagne nationale médias et une rencontre grand public par région par les OSC faitières	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la campagne, - Capsule de sensibilisation, - Outils d'information destinés aux pharmacies, video <p>affiche</p>	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne d'implication des pharmaciens dans le self-care en matière de SSR : Élaboration et production d'une capsule de sensibilisation en faveur des officines pharmaceutiques, pour promouvoir les différentes méthodes contraceptives disponibles au Maroc. Cette capsule présente de manière pédagogique toutes les méthodes de contraception avec un langage facile à assimiler et en arabe Darija, tout en mettant en avant le rôle du pharmacien dans la sensibilisation et l'orientation des utilisatrices/utilisateurs vers un professionnel de santé ; - Développement, production et distribution d'outils d'information destinés aux pharmacies (Affiches, autocollants avec QR code...) dans l'objectif de promouvoir les différentes méthodes contraceptives disponibles au Maroc, distribués aux différentes pharmacies de la région de Rabat ; - 532 femmes sensibilisées par la caravane de sensibilisation organisée les 27, 28 et 29 décembre 2022, impliquant 184 femmes à Errachidia ,168 à Larache et 180 à Oujda dans le cadre des seize jours d'activisme, visant l'information, la mobilisation et la sensibilisation sur trois thématiques. A savoir : les mariages des enfants, la santé sexuelle et reproductive et la protection sociale des femmes victimes de violence. Ces caravanes ont été organisées à Errachidia, Larache et Oujda en décembre et se sont étalées sur 3 jours pour chaque site ; - Campagne digitale de la 2ème édition de la campagne FARAH que le Consortium DSSR a lancé en s'alignant avec les 7 OSC partenaires de ce projet durant les 16 jours d'activisme sur le thème "Caravane de lutte contre les grossesses non intentionnelles" permettant d'atteindre 1031 personnes ; - 15 500 personnes atteintes par la campagne digitale sur l'hygiène menstruelle lors de la célébration de la journée mondiale des menstruations sous le prisme de l'égalité et de libre choix, avec

		<p>une forte implication de plus de 7 départements ministériels, du CNDH, d'universités, du secteur privé et de la société civile ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La communication sur la campagne a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc, à travers l'utilisation du streaming, Journée Mondiale HM et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG); - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 21ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en décembre ; - Les actions inscrites dans le cadre de la promotion de la signature ont été documentées à travers l'édition du mois de mai de la Newsletter des Pays Arabes diffusée largement par mailing en anglais, Voir lien ci-joint : https://docs.google.com/document/d/1rrtaqwwxAeSLrJQRjNY-B2yb6cRjwpmMdkcA7QoWTo/edit?usp=share_link
Résultat immédiat : Connaissances et compétences améliorées des responsables de l'éducation islamique (prédicatrices, morchidates femmes) oulémas en matière de vulgarisation des droits sexuels et reproductifs et d'égalité des genres (1.1.3.0)		
Produit 1.3.1 Programme de formation au profit des morchidates et oulémas pairs établi et dispensé (1.1.3.1)		
1.1.3.1.3 Produire et diffuser des Supports pédagogiques éducatifs /informatifs, ludiques produits et diffusés		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recueil élaboré et diffusé regroupant les approches adoptées par les leaders religieux pour la sensibilisation et la formation des jeunes et des femmes afin de faire bénéficier les autres acteurs/ices au niveau national et régional, regroupant l'ensemble des outils développés (Caricatures, Vidéos, supports de communication) ainsi que les différentes approches développées et mises en œuvre en faveur des jeunes et des femmes par les oulémas relais et les éducateurs pairs de la Rabita durant le 9eme cycle de coopération.
1.1.3.1.4 organiser des ateliers de formation au profit des oulémas pairs		<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 58 étudiant(e)s (37F, 21H) de l'EDHH ont participé à une réunion portant sur la capitalisation des réalisations de 2021 et la modélisation du programme axé sur l'accompagnement des jeunes en situation vulnérable, le 6 octobre 2022, pour évaluer les acquis des étudiant.e. s en vue d'élaborer un guide de référentiel des compétences de l'acteur /ice religieux auprès de la jeunesse en situation vulnérable ; - 29 étudiant(e)s formé.e. s (21F, 8H) sur les modèles d'intervention et d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable, en date du 15 octobre 2022. Cette formation adressée aux étudiant(e) s de l'EDHH s'inscrit dans le programme dédié au rôle des leaders religieux dans la promotion de normes sociales positives chez la jeunesse en vulnérabilité. - 49 étudiant(e)s (31F, 18H) ont participé aux ateliers tenus du 24 au 29 octobre, ayant comme objectif d'engager les jeunes étudiant(e)s dans l'encadrement de leurs pairs dans des ateliers de formations interactives, des ateliers ludiques (théâtre, caricature et photographie), animés par les étudiant(e)s formé.e.s en 2021 et 2022, qui ont déjà fourni des guides didactiques et pédagogiques conçus sur l'éducation par les pairs issus de la dernière formation sur les techniques du face à face et les dix compétences, en plus des mallettes comprenant des guides d'animations en ligne, d'ateliers ludiques .

<p>1.1.3.1.5 Organiser des ateliers de formation au profit des Morchidates</p>		<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 visites guidées de 3 institutions ont été programmées permettant aux étudiant(e)s de l'EDHH de rencontrer des professionnels et responsables dans le cadre de l'ouverture des jeunes leaders religieux de l'EDHH sur leur environnement, et dans le but de les mettre en contact avec les futurs acteurs/ices formé.e.s dans le domaine de l'action sociale ; - 15 étudiant(e)s (10F, 5H) ont visité l'Institut National de l'Action Sociale. Cette visite est également l'occasion d'échanger et de discuter des différents contenus de formation et de voir dans quelle mesure la formation en études islamiques et la formation en action sociale peuvent concourir pour réussir l'intervention et l'accompagnement des jeunes en situation vulnérable. Une table ronde a été dédiée aux échanges, en coordination avec l'institut d'accueil ; - 15 étudiant(e)s (10F, 5H) ont visité le centre de la délégation générale à l'administration pénitentiaire et la réinsertion de Casablanca Centre de Rééducation d'Oukacha, le 16 novembre 2022. En effet, dans le cadre de renforcer les capacités des leaders religieux dans les domaines de l'intervention et de l'accompagnement, le jeune futur leader religieux est sensibilisé à l'importance d'exploiter son savoir dans le domaine religieux et à le nourrir des approches de l'intervention et de l'accompagnement pour une meilleure intervention auprès de la jeunesse en vulnérabilité ; - 19 étudiant(e)s (11F, 8H) ont visité le Centre Mohammed VI des Handicapés, le 2 novembre 2022. Cette visite leur a permis de découvrir les différentes actions établies par l'Etat et par les experts dans les domaines de l'intervention et de l'accompagnement du public à besoin spécifique ; - Les avancées en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et leur prise en charge ont été documentées à travers des témoignages dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes", éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes ; A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse: Engager les jeunes dans l'éducation de leurs pairs ; - Les actions phares et un témoignage en la matière ont fait partie intégrante de la vidéo des Réalizations de UNFPA en 2021.
<p>1.1.3.1.6 Évaluer l'impact du programme de formation</p>		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Journée socio-culturelle organisée pour évaluer toutes les activités de l'année 2022, et pour entamer la réflexion sur les axes de travail pour l'année 2023, en présence du Directeur de Dar El Hadith El Hassania, Mr Khamlichi, la Représentante Régionale de ASRO, Mme Leila Baker et le Représentant de l'UNFPA ; - Débat et échange avec les étudiants(e)s concernant le changement d'attitude chez eux, grâce au programme. Elles affirment avoir acquis un savoir théorique et pratique, et des supports numériques comprenant les différentes techniques opérationnelles pour intervenir auprès des jeunes en vulnérabilité ; - Recommandations : Nécessité de concevoir un curricula du cursus du leader religieux et un référentiel de compétences des acteurs/ices religieux à partir de l'expérience des contenus pluridisciplinaires, des apprentissages pratiques à l'EDHH, importance de travailler sur l'autonomisation des jeunes actrices et acteurs/ices religieux dans les domaines suivants : la lutte contre les violences au nom de la religion, contre les filles et les

	<p>- Étude d'évaluation des connaissances des Oulémas relais</p>	<p>femmes, les endoctrinements des jeunes, la capacitation des jeunes acteurs/ices religieux dans les domaines du dialogue interreligieux, la formation des actrices et acteurs/ices religieux aux médias numériques ;</p> <p>- Étude d'évaluation des connaissances des Oulémas relais et (femmes & hommes) en matière de SSR et d'EG, réalisée en adoptant une approche participative, générant des statistiques quantitatives et qualitatives pour montrer la valeur ajoutée des initiatives de capacitation des acteurs/ices religieux.</p> <p>Selon l'analyse des réponses, 71% des Oulémas Relais et les Éducateurs Pairs sont satisfaits de la pédagogie de formation qui faisait appel à la participation active de chacun, 45% sont complètement satisfaits de la pertinence de la documentation remise lors des formations, 67% des Oulémas Relais et les Éducateurs Pairs jugent de que la durée des formations pour consolider leurs acquis en SSR est très suffisante, 57% jugent que les formations sont complètement adéquates à avec leurs attentes, 74% des Oulémas Relais et les Éducateurs Pairs jugent que les quantités des apports des formations est trop forte, 83% déclarent que les enseignements tirés et en pratique après la formation sont importants, 33% des bénéficiaires déclarent que le pourcentage des apports sur le thème SSR est entre 75% et 100% constituant une utilité pour leur mission de sensibilisation et 36% des bénéficiaires déclarent que le pourcentage des apports sur le thème de SSR est entre 50% et 75% constituant une utilité pour leur mission de sensibilisation.</p>
<p>Produit 1. 3..2 Plan de communication au profit des morchidates et oulémas pairs établi et mis en œuvre (1.1. 3..2)</p>		
<p>1.1.3.2.2 Élaborer, les supports didactiques pour la formation des morchidates et oulémas pairs</p>	<p>- Recueil des approches adoptées par les leaders religieux,</p>	<p>Réalisé à 100 % :</p> <p>- Recueil élaboré et diffusé regroupant les approches adoptées par les leaders religieux pour la sensibilisation et la formation des jeunes et des femmes afin de faire bénéficier les autres acteurs/ices au niveau national et régional. Il regroupe l'ensemble des outils développés (Caricatures, Vidéos, supports de communication) ainsi que les différentes approches développées et mises en œuvre en faveur des jeunes et des femmes par les oulémas relais et les éducateurs pairs de la Rabita durant le 9ème cycle de coopération.</p>



C- Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR

Cette section démontre les cibles atteintes pour chacun des indicateurs des résultats (intermédiaires et immédiats) du CMR :

Résultats du CMR	Résultats atteints en 2022	Taux de réalisation
Nombre de femmes et de filles, d'hommes et de garçons démontrant une attitude positive vis-à-vis de l'élimination de la violence basée sur le genre (1.1.0.0) :	En 2022, 854 Femmes et filles, 4195 Hommes et garçons ont modifié leurs attitudes et pratiques liées à la SSR pour donner suite à leur formation en ESC, dont 78 filles sensibilisées et 22 facilitatrices formées dans 3 établissements de Dar Taliba dans les 3 régions ciblées par l'association Projet SOAR, et 23 formateurs (19F, 4 H) formé.e.s par le Ministère de l'Education sur l'ESC ; En 2022, au niveau des établissements pénitentiaires, 73 assistants sociaux, (22F, 71H), 60 formateurs (10F, 50H) ont participé à la rencontre des formateurs atteignant 4000 jeunes garçons mineurs de camps d'été 2022, 57 cadres (12F, 45H), et 37 personnels de santé (12F, 25H), 114 Assistantes Sociales femmes formées par le Ministère de la Santé et la Protection Sociale en marge du 6ème forum des assistantes sociales et 198 détenues formées sur l'appui psychologique aux FVV au profit des assistant(e)s sociaux (ales) e et 369 sensibilisées en cascade en marge de la 4ème rencontre sur la les femmes détenues, organisée par la DGAPR, pour les sensibiliser autour de l'appui psychologique aux FVV par le DGAPR au Centre National des Formations des cadres de Tiflet, PL Berkane, PL Arjat , PL Toulal 2 ,PL Beni Mellal.	100 %
Nombre d'enseignants ayant suivi une formation en ESC (Résultat médiateur 1.1.1.0) :	En 2022, 46 formateurs (19F, 27H) formé.e.s, le projet a permis de former 23 formateur (ice)s (19F-4H) ont bénéficiés du cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG organisé sur le programme l'ESSR, dans 3 centres : le 28/11/2022 au centre Régional de Développement et d'Alphabétisation (CRDA) - Ecole 2ème Chance Nouvelle Génération BATHA - Fès, le 02/12/2022 au Centre de la Deuxième chance-Nouvelle Génération Idriss Premier Marrakech et les 23 et 24 /11/2022 au Centre Association Initiatives : Citoyenneté – Education – Environnement – Développement (AICEED), et la formation de 23 futurs hommes chefs des établissements scolaires et surveillants généraux de 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS formées sur l'approche d'éducation par les pairs et habiletés de vie, promotion de l'ESR et de l'ingénierie de la formation.	Le taux a dépassé les cibles de 10 % de la valeur cible
Nombre d'élèves filles et garçons des écoles, des collèges et des filles résidentes de Dar Taliba ayant reçu la formation	En 2022, 78 jeunes filles âgées de 12 ans à 18 ans ont été sensibilisées, dans 3 établissements de Dar Taliba ciblés dans les 3 régions du projet, sur le changement du comportement à risque en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris le mariage des mineures et les grossesses non désirées. 27 Jeunes filles formées à Douar Laadam par le Projet Soar, 23 Jeunes filles formées à Ouarzazate en partenariat avec la Fédération de la ligue démocratique pour les droits des femmes, et 28 Jeunes filles formées à El Hajeb, en partenariat avec l'association Amal pour la femme et le Développement.	Le taux a dépassé les cibles de 80,6 % de la valeur cible
Nombre d'initiatives ayant intégré les habiletés de vie en relation avec l'ESC, en collaboration avec des acteurs gouvernementaux et/ou des ONG (Résultat immédiat 1.1.1.0) :	En 2022, 12 initiatives ont été engagées intégrant les habiletés de vie en relation avec l'ESC, en collaboration avec des acteurs gouvernementaux ONG en 2022 : 1. Validation de la Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes 2022-2030 intégrant l'ESC ; 2. 78 filles et 23 animatrices de 3 Dar Taliba formées ; 3. 30 Kit Thlik imprimés ; 4. Généralisation de la 1ère plateforme en ligne, dédiée à la gestion des activités de la vie scolaire des 12 AREF ; 6. MOOC intégrant 50 capsules vidéo en relation avec la promotion de l'ESR développées ; 7. Intégration des composantes de l'éducation à la SSR dans les curricula du cycle primaire ;	Le taux a dépassé les cibles de 64,28% de la valeur cible

	<p>8. 23 formateurs (19F, 4H) et 20 bénéficiaires (13F, 7H) formés dans le cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG ;</p> <p>9. Kit pour formateurs et le Kit pour pairs-formateurs sur ESSR, et syllabus pédagogiques pour la mise en œuvre de deux modules sur l'ESSR spécifiques aux centres E2C-NG ;</p> <p>10. 23 futurs chefs des établissements scolaires et surveillants généraux de 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS formées sur l'approche d'éducation par les pairs et la promotion de l'ESR ;</p> <p>11. Etude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée ;</p> <p>12. Etude sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives réalisée ;</p>	
Nombre de participants (hommes, femmes, filles, et garçons) dans les rencontres grand public relatives aux droits à la santé sexuelle et reproductive et sur les normes sociales discriminantes envers les femmes et les filles, organisées par les OSC/ODD dans les régions ciblées (Résultat immédiat 1.1.2.0) :	<p>En 2022, 3 millions de personnes ont été atteintes par 8 campagnes du grand public pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la déconstruction des normes discriminantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1,5 millions de personnes impliquées dans la 20ème campagne nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles sous le thème « Tous pour un espace numérique responsable et sécurisé pour les femmes et les filles », 372 activités impliquant les filles organisées dans les différentes régions, avec l'implication des acteurs du pôle social, l'entraide nationale, l'agence de développement social, l'institut national du travail social, avec l'implication de 1550 instances de gouvernance 460 OSC/ODDF de la société civile, 199 secteurs publiques, 53 instances électorales, instances territoriales, 33 universités, 599 universitaires ; • 3000 personnes atteintes par la campagne d'implication des pharmaciens dans le self-care en matière de SSR ; • 532 femmes sensibilisées par la caravane organisée impliquant 184 femmes à Errachidia, 168 à Larache et 180 à Oujda dans le cadre des 16 jours d'activisme ; • 1031 personnes atteintes par la campagne digitale de la 2ème édition de la campagne FARAH que le Consortium DSSR a lancé en s'alignant avec les 7 OSC partenaires de ce projet durant les 16 jours d'activisme, sur le thème 'Caravane de lutte contre les grossesses non intentionnelles' ; • 15 500 personnes atteintes par la campagne digitale sur l'hygiène menstruelle lors de la célébration de la journée mondiale des menstruations sous le prisme de l'égalité et de libre choix, avec une forte implication de plus de 7 départements ministériels, CNDH, universités, le secteur privé et la société civile ; • 90 000 personnes atteintes, impliquant 55 personnalités à la campagne lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, intégrant les partenaires du projet ; • 2000 personnes impliquées dans la campagne de sensibilisation à Imilchil sur la lutte contre la VBG, auprès des familles de douars sur les DSSR ; • 28 000 personnes atteintes directement ou indirectement sur les autres réseaux sociaux, dont 3000 informé.es et sensibilisées sur la plate-forme Clubhouse ; • 300 000 personnes atteintes par la vidéo des réalisations du projet AMC. • 1 millions dans les activations digitales sur les Stories des 16 jours d'activisme 29000, Stories Contraception day : 32900,- Stories Youth day : 45144,- Stories Midwifery : 7200 	

<p>Nombre de décideurs sensibilisés sur les DSSR/EG (Résultat immédiat 1.1.2.0) :</p>	<p>En 2022, un total de 403 répartis en 214 Femmes et 189 Hommes décideurs a ont été sensibilisés sur la DSSR et EG dans différentes manifestations, réunions et campagnes durant l'année 2022 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 6 Ministres (1F, 5H), 3 Président.e.s de Régions (1F, 2H), 27 ambassadeur.e.s (10F, 17H), Président CESE, Présidente de l'association des régions ; 100 Personnalités (32F, 68H) dont le Délégué Général de la DGAPR, le Ministre de la Justice, la Ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille, la Présidente du CNDH, le Secrétaire Général de la RMO, les universitaires, les personnalités, les artistes et les sportifs, des médias et ONG ; 150 responsables (95F, 55H) ont participé au lancement de la 20ème campagne de LCVEF, composés de membres du corps diplomatique, d'acteurs de la société civile et d'universitaires, le Wali chargé de la coordination de l'INDH, la Coordinatrice de la déclaration de Marrakech, l'Ambassadrice du Canada, le représentant de l'UNFPA, la Représentante de l'ONU femmes, le Président de la commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel, le Secrétaire Général de l'ONDH, le Secrétaire Général du CNDH, la Secrétaire Générale de l'UNFM, le Secrétaire Générale de l'ODECO, les représentants de la DGSN et de la Gendarmerie Royale. 55 personnalités ont participé à la campagne lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, le 14 février, nommée "I don't" ; 7 parlementaires femmes participants à la Célébration de la journée internationale de la sagefemme ; 25 responsables (5F, 20H) participants à la réunion de présentation et de discussion des 14 protocoles thérapeutiques, présidée par le Ministre de la Santé et de la Protection Sociale, le Vendredi 20 Janvier 2023, en présence du Secrétaire Général du Ministère, le Chef du Cabinet du Ministre, le Directeur Général de l'ANAM, les Directeurs des Centres Hospitaliers Universitaires, le représentant de l'Ordre National des Médecins, les Coordonnateurs des groupes de travail thématiques ainsi que les Directeurs et responsables de l'Administration Centrale du Ministère, le Président de la Société Marocaine des Sciences Médicales accompagné de plusieurs experts ; 80 décideurs (60F, 20H) ont participé à la célébration de la journée mondiale de la population, avec le passage de la population mondiale à 8 milliards de personnes, le 5 juillet, dont la Ministre de la famille, Mme l'ambassadrice du Canada, le DG de l'ONDH, le représentant de l'UNFPA, le doyen de la FSJES Souissi et des ONG ; 12 ambassadeurs ou leurs représentants, dans la rencontre des jeunes le 25 octobre en présence de l'Ambassadrice du Canada, l'Ambassadeur du Danemark, l'Ambassadeur de l'Espagne, l'Ambassadeur du Norvège, l'Ambassadeur de la Suisse, l'Ambassadeur du Mexique, l'Ambassadeur de la Korea, le Représentant de l'ambassadeur de la France, l'Ambassadeur d'Allemagne, l'Ambassadeur de la Belgique, l'Ambassadeur de l'Union Européenne, le Représentant de l'Ambassade de l'USA, l'Ambassadeur de la Suisse, le Représentant de l'Australie. 	
<p>Nombre de morchidates (femmes) et d'oulémas (hommes) :</p>	<p>En 2022, 237 acteurs religieux ont été formés (90H, 138F) des étudiants de Dar EL Hadith Al Hassania sur les modèles d'intervention et d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable, ainsi que l'encadrement de leurs pairs dans des ateliers de formations interactives, des ateliers ludiques (théâtre, caricature et photographie). Egalement, 20 Adoul(e)s (12F-8H) formé(e)s, par la Branche Souss Massa de l'AMPF sur le livret, en vue de les convaincre à adopter la thématique des DSSR et transmettre des messages positifs en SSR/PF.</p>	<p>100%</p>

D- Résumé synthétique des réalisations du résultat Intermédiaire 1200 : Efficacité accrue du système national de santé en matière de politiques et d'offre complète de services axés sur les DSSR des femmes et des filles, la non-violence et l'égalité des genres

Cette année ce résultat transformateur a réussi à atteindre les objectifs 95,29% en adoptant une approche inclusive pour garantir l'accès égalitaire aux services de santé. Une batterie d'actions pour la capacitation du personnel de la santé, les médecins, les sages-femmes a été effectuée comme suit :

1. Appui d'une politique publique :

L'année 2022 a été marquée par l'implémentation de la **Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive 2022-2030** notamment les instances de gouvernance, l'élaboration d'un référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR et le livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires, qui intègre des prestations en SSR et la **mise en place d'une unité SSR** au niveau Établissements de Soins de Santé Primaires, pour offrir des prestations intégrées en SSR réalistes et faisables et répondant aux standards de qualité et l'instauration du Colloque sur la SSR en tant qu'outil de suivi de la MOE de la Stratégie SSR 2021-2030 et un espace de partage entre les différents programmes impliqués d'une part et les parties prenantes d'autre part et aussi l'encouragement de la recherche dans le domaine de la SSR par les académiciens.

Comme tu le sais le but principal est de veiller sur l'intégration des programmes et la globalité d'action..

D'un autre côté, deux **études concernant le mariage des mineures et l'étude sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures ont été réalisées.**

2. Mesures prises par le système de santé national en matière de DSSR et de lutte contre les VBG dans les politiques, programmes et dans l'offre de services

Élaboration d'une circulaire sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins, intégrant le protocole de dépistage et la prise en charge des conséquences des grossesses à haut risque pour le cas du diabète gestationnel ;

Adoption de 14 protocoles thérapeutiques concernant des mesures et procédures requises par la profonde réforme en cours, garantissant un accès sûr et équitable aux services de santé et la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales nationales ;

Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès maternels.

3. Approche communautaire pour l'égalité en impliquant les hommes et des garçons :

Digitalisation du livret de l'habilitation au mariage pour prévenir les risques liés à la SSR et la VBG ;

▪ **120 unités de jeu** de société sur la Santé sexuelle et reproductive diffusées auprès des jeunes de l'AMPF ;

Signature d'une convention de partenariat entre l'AMPF et le conseil des Adouls pour renforcer leurs connaissances sur la SSR.

4. Capacitation du personnel de la santé :

114 participants (96F, 18H) formé.e.s en E-learning, organisé en collaboration avec l'École Nationale de l'École Publique, dont 38 internationaux des pays de l'Afrique subsahariennes ;

110 Assistantes Sociales femmes, points focaux des Unités Intégrées de Prise en charge des Femmes et Enfants Victimes de violence, formées sur l'appui psychologique aux FVV au profit des assistant(e)s sociaux (ales), pour les sensibiliser autour de l'appui psychologique aux FVV.

5. Mesures mises en place pour améliorer la qualité des services essentiels sanitaires et psychosociaux offerts dans la PEC

52 enseignants(e)s des ISPITS de Fès et de Marrakech formé.e.s en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG ;

Campagne de sensibilisation lancée au profit des officines pharmaceutiques afin de mettre en valeur la couverture contraceptive ;

Mise en place d'un programme de formation à distance digitalisé en faveur des EMF partenaires sur le PSE ;

Finalisation des deux modules du DMU Dispositif minimum d'urgence des formateurs et participants adaptés au contexte marocain ;

Elaboration du Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR au niveau de la DGAPR.

E- Tableau informatif par activité des PTA 2022 du résultat immédiat 1210 :

Le tableau suivant renseigne sur les activités réalisées avec les livrables produits, l'écart enregistré (pourcentage de réalisation) :

Résultat immédiat : Capacités accrues du système national de santé d'élaborer des politiques, programmes et services sur la base de données probantes en matière de DSSR et basés sur le genre. (1.2.1.0)

Produit 2.1.1 Énoncé de Politique nationale de santé fondée sur les droits en SSR et sur l'égalité des genres élaborée et adoptée (1.2.1.1)

Préalable à l'activité 1211.3 (recruter une AT spécialisée pour l'élaboration d'un projet de politique nationale de santé axée sur les DSSR et l'égalité des genres)

Activités des PTA	Livrables PTA	Résumé des interventions menées
1211.001 Générer des connaissances sur les conséquences des grossesses à haut risque (GAHR)	Circulaire	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une circulaire signée par Monsieur le Ministre de la Santé sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins du Ministère de la Santé, en demandant d'accorder une attention particulière à l'application des dispositions de la présente Circulaire et de veiller à sa large diffusion pour l'utilisation de ces algorithmes de dépistage et de prise en charge du Diabète Gestationnel dans tous les Établissements de Soins relevant du Ministère de la Santé, intégrant le nouveau protocole de dépistage et prise en charge des conséquences des grossesses à haut risque pour le cas du diabète gestationnel ; - Organisation d'un stage de performance des compétences à la maternité des Orangers/ HMSRO/ CHU pour des médecins généralistes et SF sur le dépistage et prise en charge des GAHR, du 14 au 17 novembre. <p>Recommandations : Prolonger la durée du stage pratique sur le dépistage et la prise en charge des grossesses à risque et en faire bénéficier les sages femmes, et renforcer l'implication des médecins généralistes dans le dépistage et prise en charge des GAR pour la réussite de l'implantation du nouveau modèle des soins prénatals.</p>
1211301 Mise en œuvre de la stratégie SSR : Recruter AT référentiel d'organisation et fonctionnement SSR	- Référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR	<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique pour l'élaboration d'un référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR qui intègre des prestations en SSR qui seront offerts dans une unité dédiée à la santé sexuelle et reproductive au niveau des Établissements de Soins de Santé Primaires, et qui prendra en considération tous les besoins relatifs à la SSR dans la première ligne de soins. Ainsi, ce cadre de référence national permettra aux responsables, aux gestionnaires et aux professionnels de santé de disposer d'un outil qui standardisera et normalisera les prestations intégrées qui seront délivrées au niveau de l'Unité de la SSR, à savoir l'infrastructure, l'équipement, le système d'information, les ressources humaines, etc. nécessaires à la mise en place de l'unité SSR dans les ESSP ; - Approche participative et inclusive pour l'élaboration d'un référentiel permettant aux acteurs/ices concernés de renforcer leur appropriation, notamment les intervenants appartenant au ministère de la Santé (Directions centrales et régionales), aux Organisations Internationales et aux Organisations Non Gouvernementales ; - Mise en place d'une unité SSR qui aura pour objectif de proposer l'offre des prestations intégrées en SSR réalistes et faisables et répondant aux standards de qualité.

1211.303 Recruter un consultant AT livret SSR	- Livret en SSR (AR) - Livret en SSR (FR)	<ul style="list-style-type: none"> - Assistante technique pour le développement d'un livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires, et qui s'inscrit dans le cadre des chantiers lancés par le MSPS visant le renforcement des composantes de la SSR et afin de mettre en exécution les directives relatives à l'ESSR. Ce livret permettra aux acteurs/ices de la santé d'émettre des messages clairs, concis et adaptés aux différentes populations, afin qu'elles puissent prendre le contrôle de leur vie et de faire de façon responsable, des choix éclairés concernant leur sexualité, leur reproduction et leurs relations interpersonnelles ; - 40 responsables (25F, 15H) de plusieurs directions centrales et régionales du MSPS, des représentants d'autres départements ministériels concernés par la SSR, des instituts et des OSC/ODDF ont participé à l'atelier du 14 et 15 juin 2022, pour discuter et valider le contenu du livret qui intègre le contenu de la stratégie nationale de la SSR.
1211.304 Développement d'un livret en SSR	- Rapport sur l'atelier de formation	<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 responsables (25F, 15H) ont participé aux 2 ateliers de formations pour l'implantation de l'éducation à la SSR dans deux sites pilotes, à savoir El Jadida et Safi, organisés les 18 et 19 juillet 2022 dans les locaux de la Délégation provinciale du MSPS d'El Jadida ; - Utilité du livret : Il a été élaboré dans l'objectif de contribuer aux efforts d'éducation à la SSR en offrant des éléments scientifiques en rapport avec un certain nombre de thématiques liées à la SSR. Dans ce sens, ce livret se veut un moyen pour lancer des messages ou construire des attitudes et dont l'objectif est de développer des compétences permettant une participation active à la concrétisation, pour chacun, de son bien-être affectif et sexuel. Ce livret vient compléter le Guide élaboré par le ministère de la Santé et de la Protection sociale sur la SSR durant le cycle de la vie. Il s'adresse prioritairement aux professionnels (le)s de santé confronté(e)s, aux prestataires de soins de santé qui offrent des services de santé à la fois préventifs et curatifs aux populations ; - Formation articulée autour des cinq thématiques suivantes : la présentation de la stratégie Nationale de la SSR, la présentation du livret éducatif sur la SSR durant le cycle de vie, la présentation des techniques d'animation et d'envoi des messages du livret, l'analyse des messages de chaque stade de développement et l'élaboration du plan d'action. L'atelier a été encadré par la Responsable du Service de la Programmation et des Activités de la Planification Familiale, DPF, lequel a évoqué les efforts fournis par le MSPS et les programmes élaborés, ainsi que les différentes initiatives, les différentes composantes de la Stratégie Nationale de la SSR 2021-2030 et les concepts clés de la SSR (Santé sexuelle, santé reproductive, sexualité, vie psychosexuelle etc.) ; - Présentation du Livret et de ses composantes, pour montrer les différents messages du livret pour chaque stade du cycle de vie. Ce livret comporte deux grandes parties. La première traite de notions clés liées à la santé sexuelle et de reproduction et ceux de l'éducation à la SSR. La deuxième partie comporte un recueil de fiches thématiques structurées par tranches d'âges et ciblant des questions pertinentes à chaque catégorie de population.

Produit 2.1.2 Prise en charge du paquet complet de SSR et VBG assurée par la couverture médicale de base (CMB) (1.2.1.2)

<p>1.2.1.2.1 Définir le paquet essentiel complet des services de SSR et GBV</p>	<p>- Plan Opérationnel de mise en oeuvre du paquet essentiel de services de la SSR</p>	<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR, dans les établissements pénitentiaires, réunissant des responsables de la Division de l'Action Sanitaire de la DGAPR, les représentants des départements ministériels œuvrant dans le domaine de la SSR ainsi que les organismes de la Société Civile, les 08 et 09 décembre 2022. Cet atelier impliquant 35 acteurs/ ices clés ayant une expertise en matière de SSR (Départements gouvernementaux, ONGs) avait pour objectifs de renforcer les compétences du personnel relevant des centres pénitentiaires en matière de SSR, de doter les établissements pénitentiaires en matériels, supports didactiques et éducatifs, tests, pour une prise en charge des détenues ; - Ateliers organisés en travaux de groupes sur la planification familiale, la santé de la mère et de l'enfant, et la lutte contre les violences basées sur le genre, la lutte contre les IST-SIDA, les cancers génitaux et la prise en charge de la ménopause, la santé des jeunes et des adolescents, la lutte contre les troubles addictifs et de la promotion de la santé mentale. - Principales conclusions des travaux des groupes de travail : L'importance d'assurer un paquet de services complet intégrant toutes les étapes, la prévention, la prise en charge, la réhabilitation, la promotion relative à chaque composante de la SSR.
<p>1.2.1.2.2 Appuyer l'élaboration d'un projet d'arrêté ministériel...</p>		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunion de présentation et de discussion des 14 protocoles thérapeutiques, présidée par le Ministre de la Santé et de la Protection Sociale, le Vendredi 20 Janvier 2023 en présence du Secrétaire Général du Ministère, le Chef du Cabinet du Ministre, le Directeur Général de l'ANAM, les Directeurs des Centres Hospitaliers Universitaires, le représentant de l'Ordre National des Médecins, les Coordonnateurs des groupes de travail thématiques ainsi que les Directeurs et responsables de l'Administration Centrale du Ministère, le Président de la Société Marocaine des Sciences Médicales accompagné de plusieurs experts ; - Convention nationale regroupant l'Agence nationale de l'Assurance Maladie (ANAM) et les partenaires concernés. Ces derniers relevant des mesures et procédures requises par la profonde réforme en cours garantissant un accès sûr et équitable aux services de santé et la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales nationales.
<p>1.2.1.2.3 Appuyer le processus de négociations avec l'ANAM 1.2.1.2.4 Appuyer</p>		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1ère réunion du Comité scientifique d'Experts Nationaux et Internationaux (CENI), chargé de la coordination des travaux d'élaboration des protocoles thérapeutiques a été tenue, le jeudi 07 octobre 2021, au siège de l'ANAM. Cette réunion a été l'occasion de discuter conjointement des modalités organisationnelles de la réalisation des Protocoles et d'adopter, par les experts présents, la liste des 17 pathologies, objets des protocoles thérapeutiques, commandée par l'ANAM, selon une démarche et des critères bien définis ; - Éminents experts et enseignants chercheurs en oncologie présents. Le CENI assure la coordination et se charge de l'encadrement des groupes d'experts par thématique, chargés de l'élaboration des protocoles thérapeutiques et des référentiels nationaux des bonnes pratiques en oncologie (RNBPC) qui permettent aussi bien

		<p>la maîtrise de la qualité des prestations médicales que celle des dépenses dans le cadre de l'AMO. Il est à rappeler que ce comité a été instauré en vertu des dispositions de la convention, portant sur l'élaboration et la diffusion des protocoles thérapeutiques en oncologie signée le 13 janvier 2020, entre le ministère de la Santé (MS), l'ANAM, l'Institut de Recherche sur le Cancer (IRC), la Société Marocaine des Sciences Médicales (SMSM) et le Conseil National de l'Ordre National des Médecins (CNOM).</p>
<p>l'établissement de conventions avec les prestataires de soins pour la mise en place des dispositions nécessaires de prise en charge du paquet essentiel</p>		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approbation de 14 protocoles thérapeutiques, dans le cadre de l'Assurance Maladie Obligatoire, dans le chantier de la protection sociale pour la généralisation de la couverture sanitaire de base à tous les citoyens et citoyennes relatifs à la SSR : 1- Motifs de prescription d'une césarienne ; 2- Infections bactériennes précoces chez les nouveau-nés ; 3- Diabète ; 4- Cancer du sein ; 5- Cancer du col de l'utérus ; 6- Cancer des ovaires ; 7- Cancer de l'endomètre ; 8- Cancer du poumon ; 9- Cancer de la prostate ; 10- Cancer de la thyroïde ; 11- Cancer de la vessie ; 12- Cancer colorectal ; 13- Cancer de l'estomac ; 14- Psoriasis. Les protocoles thérapeutiques font partie des mécanismes de l'harmonisation des pratiques professionnelles et permettent d'améliorer l'accès à des services de santé de qualité et de rationaliser les prescriptions médicales et l'utilisation des ressources thérapeutiques dans les secteurs public et privé. Ces protocoles contribuent à l'optimisation de l'encadrement de l'AMO en renforçant le contrôle médical des dépenses afin de préserver les équilibres des régimes de la couverture médicale.
<p>1.2.1.2.5 Former les prestataires sur le paquet essentiel complet des services de SSR et GBV</p>		<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 110 Assistantes Sociales femmes, points focaux des Unités Intégrées de Prise en charge des Femmes et Enfants Victimes de violence formées durant 2 sessions, les 24 et 25 novembre 2022 sur l'appui psychologique aux FVV au profit des assistant(e)s sociaux (ales) en marge du 6ème forum des AssistantEs SocialEs, pour les sensibiliser autour de l'appui psychologique aux FVV par le ministère de la Santé et la protection sociale ; - 23 personnels de santé dont 12 psychologues hommes, 7 assistants sociaux, 4 personnels pénitentiaires hommes DAS formés dans un atelier de formation organisé au centre de formation de Tiflet de la DGAPR, les 15 et le 16 décembre 2022, pour renforcer les capacités des assistantes sociales, des psychologues, pour favoriser une meilleure intervention pour la PECFVV en milieu carcéral ; - Echanges interactifs orientés sur les perceptions concernant les notions de « violence » et de « violence fondée sur le genre », ainsi que sur les pratiques des assistantes sociales et des psychologues dans la gestion des cas de violence observés en prison, sur les axes suivants : violence de genre et impact sur la santé des femmes, la prise en charge des femmes victimes de violence, premiers secours psychologiques et techniques de l'écoute, propositions de directives à partager pour une prise en charge. - Conclusions et recommandations : La session de formation s'est inscrite dans le cadre d'initiation à un processus d'apprentissage qui pourrait continuer et s'élargir pour poursuivre le programme de renforcement des capacités sur le cadre juridique national et international, pour une meilleure intervention auprès des femmes et filles victimes de violences dans le milieu carcéral ; poursuivre la formation sur l'enregistrement des informations sur les violences à partir des supports utilisés par le ministère de la santé ; organiser

		des formations sur les mécanismes de prise en charge et les recours disponibles pour faire face aux violences à l'encontre des femmes et des filles ; produire un manuel directif de prise en charge des femmes incarcérées victimes de violences ainsi que des supports annexes, préparer une équipe opérationnelle formée et qualifiée pour se charger du programme de prise en charge et soutien psychologique.
Produit 2.1.3 Statistiques sanitaires sensibles aux droits à la SSR et l'égalité de genre produites, et diffusées auprès des décideurs (1.2.1.3)		
1.2.1.3.3 Généraliser le système dans toutes les régions		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès et prendre les dispositions nécessaires, le 28/11/2022 et le 07/12/2022 à la DRSPS FÈS MEKNÈS. Cette réunion a visé l'identification des circonstances de ces décès, la prévision des moyens pour éviter le décès, l'établissement des recommandations pour prévenir un décès maternel dans des circonstances pareilles. Durant la réunion, les membres du CRAC ont audité huit dossiers dont deux dossiers concernent l'autopsie verbale et d'autres dossiers au titre de 2020, 2021 et 2022.
Résultat immédiat 1220 : Capacités améliorées du système de santé à introduire des innovations pour la responsabilisation des hommes et des garçons dans la prévention, la prestation de services et l'éducation des pairs en matière de DSSR, d'EG et de masculinité positive et inclusive.		
Produit 2.2.1 Approche sur la préparation des couples /futurs couples en matière de consultation prénuptiale, planification familiale, counseling, accompagnement au cours de la grossesse, accouchement assisté développée, testée et évaluée (1.2.2.1)		
1221.001 Élaborer un livret « Habilitation des jeunes au mariage » en partenariat avec l'Association des Adoules et Oulémas	<ul style="list-style-type: none"> - Conception du MOOC pour l'habilitation des jeunes au mariage - Convention de partenariat , 	<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Digitalisation du livret «Habilitation des jeunes au mariage» destiné à la prévention des jeunes contre les risques liés à la SSR et à la violence basée sur le genre et la sensibilisation des Adoul(e)s en faveur des jeunes mariés pour l'habilitation au mariage; - MOOC (Massive Open Online Course) interactif, en langue française et arabe, hébergé sur une plateforme d'apprentissage propre à l'AMPF, offrant un contenu à la fois académique et scénarisé sous la forme de modules permettant à l'apprenant de s'approprier les contenus scientifique et juridique d'une manière ludique permettant l'obtention d'une attestation à la fin du parcours ; - Conception du MOOC finalisé en phase de test des fonctionnalités, avant de la mise en ligne en 2023. - 43 Adoul e.s dont 20 Adoul(e)s (12F, 8H) formé(e)s, par la Branche Souss de l'AMPF, le 28 juin 2022 et 23 adoul e s (17H et 6F) formé.e s à Rabat sur le livret en et transmettre des messages SSR/PF ; - Convention de partenariat signée entre UNFPA, l'Association Marocaine de Planification Familiale et l'Ordre National des Adoules au Maroc, en présence de Mr Jean Touchette Conseiller et Chef de coopération de l'Ambassade du Canada, dans le cadre d'une conférence organisée le 18 octobre 2022 Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, afin de renforcer leur coopération pour promouvoir les droits des filles et des femmes et lutter contre les discriminations à leur égard. Ce partenariat vise à développer des programmes de formation pour renforcer les connaissances des Adoul(e)s, comme acteurs/ices de proximité qui accompagnent la sensibilisation et la prise de conscience des populations locales, les jeunes dans les milieux urbain et rural ;

		<ul style="list-style-type: none"> - La communication sur la signature de la convention a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG). Voir le lien ci-joint : Un nouveau partenariat entre l'UNFPA, l'AMPF et l'Ordre National des Adoules pour la promotion des droits et de la santé des jeunes ; - 99 Adoules hommes et femmes ont participé à la déclinaison du partenariat avec les adoules dans 7 comités Régionaux, au niveau des villes : Tanger, Agadir, Fès, Beni Mellal et Marrakech, et la signature des conventions avec leurs différentes représentations régionales ; - 120 unités de jeu de société sur la Santé sexuelle et reproductive diffusées auprès des jeunes de l'AMPF ; - Mise en œuvre de l'arrêté conjoint du ministre de la Justice et du ministre de la Santé n° 347-04 du 10 moharrem 1425 (2/3/2004), fixant le contenu et les modalités de délivrance du certificat médical prénuptial. <p>Avant la délivrance du certificat médical, le médecin procède à un examen clinique du demandeur. Le médecin peut ordonner de procéder à des examens et analyses médicaux complémentaires s'il estime que cela est nécessaire et que l'état de santé de la personne concernée l'exige.</p>
Produit 2.2.2 Nouvelle approche d'éducation par les pairs sensibles aux droits SSR et l'égalité des genres développée dans les Espaces Jeunes pour Jeunes (garçons pour les droits des filles) (1.2.2.2)		
1.2.2.2.2 Présenter le projet de programme avec les parties prenantes en vue de son adoption		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation par le Président de l'association YPEER, du processus de l'organisation de la campagne sur la masculinité ; la formation des jeunes ; le développement d'outils de sensibilisation et de l'impact sur les jeunes et sur les réseaux sociaux avec les acteurs/ices institutionnels et les OSC/ODDF durant les travaux du comité Technique.
Résultat immédiat : Capacités améliorées du système de santé à prévenir, traiter et réduire les violences basées sur le genre liées aux DSSR (violences conjugales, mariages précoces, grossesses non désirées, avortements clandestins, violences en situation de grossesses) 1.2.3.0		
Produit 2.3.1 Module de formation sur la prévention et le dépistage de la violence fondée sur le genre (causes et conséquences) intégré aux cursus de formation de base des institutions de formation relevant du MS (1.2.3.1)		
1.2.3.1.4 Renforcer la qualité de la PEC et des FFV par l'intégration du PSE en référence aux lignes directrices mondiales		<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 52 enseignant(e)s permanent(e)s des ISPITS de Fès et de Marrakech formé.e.s en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG, les 25 et 28 juillet 2022 à Marrakech et le 28 juin 2022 et le 30 Juin 2022 pour la formation ISPITS à Fès. L'objectif est de renforcer leurs compétences sur le contenu du paquet de services essentiels en matière de prise en charge de la VBG au niveau de deux ISPITS avec le « Kit de formation de base en matière de prise en charge et de lutte contre la violence fondée sur le Genre à l'encontre des femmes et des enfants pour les professions de la santé ». Et l'organisation de deux sessions de formation sur l'appui psychologique aux FFV au profit des assistantes sociales, en marge du 6ème forum des assistants sociaux.
Produit 2.3.2 Produits de contraception d'urgence disponibles au niveau des structures de santé et unités de PEC FVV (1.2.3.2)		
1232.1 (Appuyer l'intégration de la contraception d'urgence		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction de la pilule d'urgence dans la liste des contraceptifs du programme national de planification familiale, achetés par le

dans le programme national de planification familiale et le programme national santé de PCFVV		budget de l'État. Cependant, le programme rencontre certaines contraintes dans le processus d'approvisionnement au niveau national. Des mesures correctives sont recommandées pour remédier à cette situation contraignante. Il est important de souligner que le programme national de lutte contre la violence a multiplié les initiatives sur la sensibilisation de l'importance de la disponibilité de la prise en charge sanitaire des femmes victimes de violence en tant que composante du paquet de service essentiel. Le programme ne cesse de faire du plaidoyer pour mobiliser des fonds extérieurs pour se procurer ce type de pilule dans le cadre d'autres marchés internationaux.
1232.001 Lancer la phase pilote de l'approche self-care par l'introduction des injectables contraceptifs sous cutanée		<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 21 pharmaciens (16F, 5H) formé.e.s pour élargir l'accès aux contraceptifs injectables DMPA-SC aux pharmacies de la région RSK, le mercredi 28 septembre 2022 au CTA de l'OPALS, dans l'objectif d'améliorer les besoins non satisfaits en planification familiale, le repositionnement des méthodes de contraception de longue durée, le renforcement de l'aspect suivi/évaluation, le renforcement de l'intégration en SSR. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur les initiatives de SMVAO. - Recommandations : Prévoir l'organisation d'une session de formation des pharmaciens en matière d'adoption et d'utilisation des méthodes contraceptives et counseling en planification familiale par l'OPALS et la SMVAO ; établir un plan d'action 2023 de formation des pharmaciens d'officine sur les autres composantes de la santé sexuelle et reproductive.
1232.002 Renforcer les capacités des PS à répondre aux besoins variés en contraception et autres soins et services	Kit de formation en MISP Module formateur et Module participant	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation des deux modules du DMU Dispositif minimum d'urgence des formateurs et participants, adaptés au contexte marocain. Il s'agit d'un référentiel pour la PEC de la SSR /GBV en situation d'urgence ; - 114 participants (96F, 18H) formé.e. s en E-learning, organisée en collaboration avec l'École Nationale de l'École Publique dont 38 internationaux des pays de l'Afrique subsaharienne.
1232.003 Evaluation à mi-parcours de l'approche self care	-Rapport d'évaluation à mi-parcours du self care	<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement d'un consultant pour effectuer une évaluation à mi-parcours de l'approche self -care dans la phase pilote de l'introduction de la Contraception Injectable Sous Cutanée par la Médroxy Progestérone Acétate Dépôt (DMPA), pour évaluer le taux d'acceptabilité de la méthode par les femmes bénéficiaires, le taux d'abandon et dans une certaine mesure, les causes responsables de cet abandon. Les données ont été récoltées auprès de 114 femmes répondant aux critères de sélection mis en place par le Comité. Parmi elles, 71% ont reçu la 2ème dose, 49% la 3ème dose et 19% la 4ème dose. Le processus suivi a concerné 8 sites pilotes, 20 prestataires qui ont bénéficié d'une formation sur les critères d'éligibilité pour la contraception par le DMPASC. <p>Constats de l'évaluation: le concept du self care n'est pas suffisamment compris et ses différentes composantes ne sont pas entièrement admises par les prestataires. L'introduction du DMPA-SC est ressentie comme un besoin des responsables et non comme une opportunité d'élargir la gamme des contraceptifs offerts par le PNPF en vue de mieux répondre aux besoins non satisfaits. Le counseling est le plus souvent confondu avec l'éducation sanitaire et</p>

		<p>non comme une action visant à éclairer et à encourager une prise de décision avec un consentement basé sur une connaissance de la méthode.</p> <p>Résultats qualitatifs : Les constats relevés durant trois focus groupes organisés à Marrakech, Salé et Skhirat - Témara ont révélé que les femmes variaient entre 4 et 5 sont les suivants : les femmes connaissent les différentes méthodes de contraception dont la contraception par le DMPA-SC, elles connaissent la durée de protection du DMPA-SC contre les grossesses non désirées et connaissent les effets secondaires éventuels. Elles sont, en général, satisfaites de ce nouveau contraceptif : méthode d'administration simple, sûre, indolore, conférant une protection prolongée, ne nécessitant pas d'être tout le temps alerté pour ne pas oublier la prise du contraceptif.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aménorrhée ou le surpoids ont été appréciés par certaines femmes (2 femmes parmi les 14) : « c'est une méthode à recommander aux autres femmes » déclarent-elles. Pour ce qui est des causes de l'abandon de la méthode, les prestataires ont rapporté que de fausses rumeurs rendent les contraceptifs injectables responsables de : l'ostéoporose, la stérilité, l'anémie, la survenue de maladies graves telles que le cancer. <p>Résultats quantitatifs : Sur les 114 femmes qui ont reçu la première dose, 81 femmes ont reçu le 2ème dose, 56 femmes ont poursuivi la méthode et ont reçu la 3ème dose et 22 femmes ont continué la méthode et ont reçu la quatrième dose. Il ressort de ces chiffres que 7 femmes sur 10 ont reçu la 2ème dose, 01 femme sur 02 a reçu la 3ème dose. Ce qui témoigne de l'adhésion des femmes à cette méthode. L'abandon peut être dicté pour des raisons médicales ou si la femme désire débiter une grossesse. Certaines femmes arrêtent d'utiliser la méthode de contraception parce qu'elle n'est pas bien acceptée par la femme elle-même, ou par son partenaire ou encore en raison de ses éventuels effets secondaires. Certains effets secondaires, tels que les métrorragies, à l'origine de l'abandon de la méthode, n'ont pas été investigués par les médecins.</p> <p>Malgré ces constats, l'évaluation à mi-parcours a démontré que la nouvelle méthode contraceptive par le DMPA-SC a toutes les chances d'être adoptée par les femmes répondant aux critères de sélection. C'est ainsi qu'une femme sur deux a poursuivi la méthode (56/3ème dose, 22/4ème dose et 29 femmes programmées pour la 4ème dose) et l'adoptera. L'auto-administration du produit par les femmes elles-mêmes est la composante la plus faible constatée durant cette évaluation à mi-parcours de la phase pilote de l'introduction de la nouvelle méthode. Les bénéficiaires, non plus, faute d'une action de communication éclairée, ne comprennent pas, pourquoi elles doivent s'auto-administrer le produit, alors que c'est un acte qui relève des prérogatives des professionnels de la santé.</p> <p>L'évaluation à mi-parcours a permis de relever de nombreux aspects positifs, allant en faveur de l'adoption de la méthode par les clientes et des aspects qui méritent d'être renforcés. Ainsi, une femme sur deux l'a poursuivie du delà de la troisième dose et une femme sur cinq, au-delà de la quatrième.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 33 personnes (22F, 11H) participants à l'atelier de partage des résultats de l'évaluation à mi-parcours de l'introduction de la contraception injectable par le DMPA-SC, rassemblant les prestataires des 8 sites concernés par l'introduction des injectables sous-cutanés, organisé dans la ville de Khemisset - Dayet Roumi par l'OPALS en partenariat avec le MSPS et l'UNFPA, le 22 novembre 2022.
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>Recommandations: 1. Renforcement de l'intérêt pour cette phase pilote avec implication des intervenants à tous les niveaux , 2. Renforcement des capacités des prestataires en matière de DMPA –SC en accordant une place privilégiée au counseling, car il s'agit d'un garant incontournable pour le recrutement éclairé de la cliente, l'acceptabilité de la méthode et sa continuité, 3. Renforcement de l'accompagnement des bénéficiaires en matière d'auto-administration du produit contraceptif, 4. Développement d'une communication ciblée, efficace et utilisant des canaux variés pour accompagner l'introduction du DMPA – SC, 5. Renforcement du partenariat entre l'OPALS et le MSPS, en matière de mise à la disposition des structures de l'OPALS, de moyens humains et matériels pour améliorer la prise en charge des clientes qui visitent les structures de l'OPALS ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 150 exemplaires distribués du rapport d'évaluation à mi-parcours de la phase pilote avec les personnes impliquées dans le projet, à savoir : les professionnels de santé, le MSPS et ses centres de santé, l'UNFPA, la SMVAO, les Centres de Traitements Ambulatoires de l'OPALS, le Centre collaborateur de l'OMS, la maternité des Orangers à Rabat, l'INAS ; - Présentation officielle au ministère de la Santé lors d'une réunion auprès de la Direction de la Population ainsi qu'aux agents de santé le 22 novembre 2022 ; et la présentation de la capsule vidéo de sensibilisation aux méthodes de contraception ; <p>Les avancées en matière de la promotion de l'approche self-care ont été documentées à travers des témoignages dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes", éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes ; Rabat: Outiller les femmes pour gagner en autonomie</p>
<p>1.2.3.2.4 Conduire un plaidoyer pour assurer la disponibilité des services de contraception d'urgence dès la première ligne</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Convention de partenariat - Résultats du questionnaire ; 	<p>Réalisé à 100 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction de la pilule d'urgence dans la liste des contraceptifs du programme national de planification familial, achetés par le budget de l'état. Cependant, le programme rencontre certaines contraintes dans le processus d'approvisionnement au niveau national. Des mesures correctives sont recommandées pour remédier à cette situation contraignante. Il est important de souligner que le programme national de lutte contre la violence a multiplié les initiatives sur la sensibilisation de l'importance de la disponibilité de la prise en charge sanitaire des femmes victimes de violence en tant que composante du paquet de service essentiel. Le programme ne cesse de faire du plaidoyer pour mobiliser des fonds extérieurs pour se procurer ce type de pilule dans le cadre d'autres marchés internationaux. - Campagne de sensibilisation lancée au profit des officines pharmaceutiques afin de mettre en valeur la couverture contraceptive existante adaptée aux différents besoins et le rôle de conseil de proximité des pharmaciens. En vue de permettre l'élargissement de l'accès aux contraceptifs injectables DMPA-SC aux pharmacies de la région RSK, une réunion a été effectuée entre la Présidente de l'OPALS Maroc, la Représentante du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens et la chargée de programme SSR de l'UNFPA, pour échanger sur un partenariat entre OPALS-SMVAO et FNUAP-SMVAO. - Convention de partenariat signée par l'OPALS, UNFPA et la SMVAO (Société Marocaine de Valorisation de l'Acte Officiel) en présence de Mr Jean Touchette Conseiller et Chef de coopération

		<p>de l'Ambassade du Canada. Elle a pour objectif de renforcer l'accès au self-care en matière de SSR, y compris la contraception d'urgence et la protection et la promotion de la santé des femmes en âge de procréer ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La communication sur la signature de la convention a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG). Voir le lien ci-joint : OPALS, UNFPA et la SMVAO signent des conventions de partenariat pour protéger et promouvoir la santé des femmes à travers le Self-Care , - Questionnaire en ligne avec Google Forms ciblant 125 pharmaciens d'officines Marocains (102F, 23H) a été mené en octobre 2022 et distribué électroniquement par le biais des réseaux sociaux, sur la sensibilisation des patients sur les méthodes contraceptives, et le rôle du pharmacien dans l'accompagnement des patients dans le cadre la SSR au Maroc ; - Résultats du questionnaire, les pharmaciens offrent des propositions de méthodes contraceptives, toutefois la pilule de contraception orale reste la plus demandée à 120 %, les préservatifs à 65%, les dispositifs intra utérins à 38% et les autres méthodes à 18%. Selon le questionnaire, environ 46% des pharmaciens reçoivent plus de 5 demandes de conseil en termes de choix des méthodes contraceptives. Aussi, le questionnaire est ressorti que les femmes âgées entre 20 et 30 ans demeurent les plus appliquées à demander des conseils concernant le choix des méthodes contraceptives, toutes les femmes demandent un type de contraception en automédication sans recours à la prescription médicale. Concernant les grossesses non désirées, plus de 80 % des pharmaciens participants ont reçu des demandes de conseils lors des grossesses non désirées, 100% reçoivent des demandes de contraception d'urgence dont les demandes proviennent des femmes célibataires. <p>Concernant les avis des hommes et jeunes adolescents, 77% des pharmaciens reçoivent des demandes d'information sur la contraception, notamment la pilule de contraception orale, préservatifs et les dispositifs intra utérins. Aussi, 94% des hommes ou adolescents demandent la contraception d'urgence, ils sont âgés en majorité de 20 à 30 ans. Et pour finir, 92% des pharmaciens confirment que la population concernée manque d'informations au sujet de la SSR.</p>
<p>Produit 2.3.3 Étude sur le mariage des mineures et son impact sur les DSSR et la GBV réalisée et diffusée (1.2.3.3)</p>		
<p>1.2.3.3.1 Recruter une AT pour la réalisation de l'étude en partenariat avec l'ONDH</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Etude sur le mariage des mineurs 	<p>Réalisé à 90 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude sur le mariage des mineures validée par le comité de pilotage composé de l'ONDH, en partenariat avec l'UNFPA, l'UNICEF et l'ONU Femmes. Cette étude a mis en exergue primo, la situation du mariage des mineures au Maroc et secundo les déterminants à caractère juridique, social, culturel, politique pour analyser ses conséquences socio-économiques. Les analyses quantitatives ont été développées en mobilisant des données des différentes sources disponibles. Celles à caractère qualitatif ont été adossées aux données recueillies auprès d'une pluralité d'acteurs ayant une expérience dans le domaine de lutte contre le mariage des mineures. La version finale de l'étude a été validée et imprimée, sa présentation est programmée en 2023. - Recommandations : réajustement des politiques publiques concernant le volet culturel, nécessité de réformer les lois (Code de la Famille et Pénal), de connaître les besoins des populations locales

à travers une politique de proximité. Cette étude recommande que l'action doit concerner les conséquences du mariage des mineures pour une prévention holistique et intégrée contre cette pratique sociale. L'identification des déterminants du mariage des mineures permet d'agir par anticipation en agissant positivement sur les facteurs de risque.

- **Etude validée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures**, présentée par le CNDH et l'UNFPA, le 12 décembre 2022 en présence de 43 activistes et 13 OSC/ODDF (26F, 17H) qui sera validée en 2023. Cette étude démontre que 88,24% des juges chargés d'autoriser ou rejeter une demande de mariage des mineurs sont des hommes. Concernant l'examen médical, 76% des répondants à cette étude indiquent que seule la présentation d'un certificat médical est suffisante pour déterminer que la jeune fille est apte pour le mariage. Seuls 24% exigent un rapport détaillé. 58% des répondants assurent aussi que la réponse aux demandes de mariage des mineures est obtenue le jour même et seulement 11% disent que la procédure peut durer plus d'une semaine. En effet, l'étude montre que 70% de ces nouvelles demandes sont acceptées tandis que 88% des juges affirment ne pas donner suite aux recours contre cette décision. A ce titre, 58% des sondés affirment que les audiences tenues par les tribunaux de première instance sont quotidiennes, 29 % disent qu'il y en a deux par semaine contre 11% qui évoquent une seule séance par semaine. Quant à l'enquête sociale, procédure prévue par la loi avant autorisation du mariage des mineurs, et sur laquelle les acteurs/ices de la société civile misent beaucoup pour mettre un terme à cette pratique, 76% des participants à l'étude révèlent que cette enquête a lieu au sein même du tribunal, contre 23% qui aiment la réaliser en dehors. D'après l'étude, ces enquêtes sont généralement menées par les juges (53%). Enfin, les auteurs de l'étude ont formulé quelques recommandations pour combattre ce fléau, en appelant à supprimer l'exception qui autorise le mariage des mineures, appelant à le criminaliser. Voir ci-joint le lien des articles publiés sur [CNDH étude mariage d'enfants](#). La communication sur la présentation de l'étude a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc à travers l'utilisation du streaming, Rencontre et à travers ses réseaux sociaux ([FB](#), [TW](#) et [IG](#)).

F-Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR

Cette section démontre les cibles atteintes pour chacun des indicateurs des résultats (intermédiaires et immédiats) du CMR :

Résultats du CMR	Résultats atteints en 2022	Taux de réalisation
Nombre de mesures prises par le système de santé national en matière de DSSR et de lutte contre les VBG dans les politiques, programmes et dans l'offre de services (Résultat intermédiaire 1.2.0.0)	<p>En 2022, 13 mesures ont été mises en œuvre par le système de santé en matière de DSSR et de lutte contre les VBG dans les politiques et dans l'offre de services :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Circulaire du Ministre de la Santé sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins ; 2. 14 protocoles thérapeutiques adoptés sur l'harmonisation des pratiques professionnelles et l'amélioration de l'accès à la SSR ; 3. Convention nationale de l'ANAM concernant des mesures pour un accès équitable aux services de la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales ; 4. Référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR qui intègre des prestations en SSR offerts dans une unité dédiée à la SSR au niveau des ÉSSP ; 5. Unité SSR intégrant l'offre des prestations intégrées en SSR ; 6. Livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires ; 7. Formation de 110 Assistantes Sociales femmes, points focaux des Unités Intégrées de Prise en charge des Femmes et Enfants Victimes de violence ; 8. Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès ; 9. Evaluation à mi-parcours de l'approche self-care dans la phase pilote ; 10. Campagne de sensibilisation lancée au profit des officines pharmaceutiques afin de mettre en valeur la couverture contraceptive ; 11. Convention de partenariat signée par l'OPALS, UNFPA et la SMVAO pour la protection et la promotion de la santé des femmes en âge de procréer ; 12. Mise en place d'une instance de Gouvernance en SSR présidée par le ministère de la Santé et la Protection Sociale ; 13. Conférence internationale sur la promotion des méthodes contraceptives et l'analyse de stratégies innovantes visant à atteindre le 3ème résultat transformateur. 	La cible a été dépassée de 76% fois plus que la valeur cible
Pourcentage d'établissement de prestation de service de base disposant d'au moins 3 méthodes de contraception	En 2022, une évaluation à mi-parcours de la Phase Pilote de l'introduction de la Contraception Injectable Sous Cutanée par la Médroxy Progestérone Acétate Dépôt (DMPA) a été effectuée.	100% atteinte
Mesures mises en place pour améliorer le degré de prise en compte des Droits en matière de DSSR, des intérêts et des besoins différenciés des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les politiques et programmes de DSSR/EG	<p>En 2022, 17 mesures ont été prises pour améliorer le degré de prise en compte des Droits en matière de DSSR, des intérêts et des besoins différenciés des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les politiques et programmes de DSSR/EG notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Circulaire du Ministre de la Santé sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins ; 2. 14 protocoles thérapeutiques adoptés sur l'harmonisation des pratiques professionnelles et amélioration de l'accès à la Santé Sexuelle et Reproductive ; 3. Convention nationale de l'ANAM concernant des mesures pour un accès sûr aux services de santé et la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales ; 4. Référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR qui intègre des prestations en SSR offerts dans une unité dédiée à la SSR au niveau des ÉSSP ; 5. Unité SSR intégrant l'offre des prestations intégrées en SSR ; 6. Livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires ; 7. Formation de 52 enseignant(e)s des ISPITS de Fès et de Marrakech, formés 	La cible a été dépassée de 6 fois de la valeur cible

Résultat Intermédiaire 1200 :

- Efficacité accrue du système national de santé en matière de politiques et d'offre complète de services axés sur les DSSR des femmes et des filles, la non-violence et l'égalité des genres.


Implémentation de la **Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive 2022-2030**


Mise en place des **instances de gouvernance en SSR**

Elaboration d'un **référentiel d'organisation** et de fonctionnement SSR

Elaboration d'un **livret éducatif en SSR** durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires

Mise en place d'**une unité SSR** au niveau des Établissements de Soins de Santé Primaires





Référentiel d'organisation et de fonctionnement d'une Unité de la santé sexuelle et reproductive au niveau des Établissements de Soins de Santé Primaires

	<p>en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 8. Formation de 21 pharmaciens (16F, 5H) formé.e.ss pour élargir l'accès aux contraceptifs injectables DMPA-SC aux pharmacies de la région RSK ; 9. 114 participants, (96F, 18H) formé.e.s en E-learning, dont 38 internationaux, organisée en collaboration avec l'Ecole Nationale de l'Ecole Publique ; 10. Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR, dans les établissements pénitentiaires ; 11. Formation de 110 Assistantes Sociales femmes, points focaux des Unités Intégrées de Prise en charge des Femmes et Enfants Victimes de violence ; 12. Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès ; 13. Formation de 52 enseignant(e)s des ISPITS de Fès et de Marrakech en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG ; 14. Evaluation à mi-parcours de l'approche self -care dans la phase pilote ; 15. Campagne de sensibilisation lancée au profit des officines pharmaceutiques afin de mettre en valeur la couverture contraceptive ; 16. Convention de partenariat signée par l'OPALS, UNFPA et la SMVAO pour la protection et la promotion de la santé des femmes en âge de procréer ; 17. Conférence internationale sur la promotion des méthodes contraceptives et l'analyse de stratégies innovantes visant à atteindre le 3ème résultat transformateur. 	
<p>Nombre des hommes et de jeunes garçons impliqués dans les prestations de prévention et de PEC liés DSSR., d'EG</p>	<p>En 2022, 10.043 hommes et jeunes garçons ont été impliqués dans différentes activités et initiatives comme ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 11 formateurs hommes et bénéficiaires du cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG organisé sur le programme l'ESSR ; 2. 5 hommes autistes formés, sous le thème de renforcement de capacité des acteurs pour l'inclusion des personnes autistes ; 3. 71 assistants sociaux hommes des établissements pénitentiaires et 12 cadres de la DGAPR dont 12 hommes ont été formés par le DGAPR ; 4. 50 hommes ont participé à la rencontre des formateurs de camps d'été 2022 ; 5. 4000 jeunes mineures sensibilisées durant le camp d'été de la DGAPR ; 6. 68 personnalités hommes, prenant part à la 4ème rencontre nationale en faveur des femmes détenues ; 7. 5691 hommes et garçons participants aux activités du pôle social du ministère de la Famille dans la 20ème campagne de LCVEF ; 8. 47 étudiants de l'EDHH, formés sur les modèles d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable ; 9. 18 étudiants et acteurs religieux ont visité l'Institut National de l'Action Sociale, la DGAPR, CMVI ; 10. 8 Adouls hommes formés par la Branche Souss Massa de l'AMPF sur la DSSR ; 11. 5 pharmaciens formés et 23 pharmaciens d'officines Marocains participants au questionnaire en ligne avec Google Forms sur les méthodes contraceptives ; 12. 17 hommes participants à la présentation d'étude sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, présentée par le CNDH et l'UNFPA ; 13. 47 garçons et hommes dans la conférence sur la lutte contre la violence numérique, à l'Institut National Action Sociale ; 14. 5 jeunes défenseurs des droits de l'Homme des 11 régions du Royaume du Maroc formées dans une 4ème session de formation organisée par le CNDH. 	<p>Le taux a dépassé les cibles de 36 fois plus que la valeur</p>






<p>Nombre de survivantes des VBG PEC au niveau des établissements de santé dans une des régions ciblées (région de Marrakech)</p>	<p>En 2022, 1991 femmes victimes de violences ont été reçues dans les établissements de santé dans la région de Marrakech.</p>	<p>Le taux a atteint 10 fois plus que la valeur cible</p>
<p>Mesures mises en place sur améliorer la qualité des services essentiels sanitaires et psychosociaux offerts dans la PEC des FVV au niveau des établissements de santé de la région pilote</p>	<p>En 2022, 5 mesures ont été mises en place pour améliorer la qualité des services essentiels sanitaires et psychosociaux offerts dans la PEC des FVV notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 52 enseignants(e)s permanent(e)s des ISPITS de Fès et de Marrakech formés en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG, avec le « Kit de formation de base en matière de prise en charge et de lutte contre la violence fondée sur le Genre à l'encontre des femmes et des enfants pour les professions de la santé » ; 2. Small Private Open Courses, programme de formation à distance digitalisée en faveur des EMF partenaires sur le PSE ; 3. Finalisation des deux modules du DMU Dispositif minimum d'urgence des formateurs et participants adaptés au contexte marocain ; 4. Elaboration du Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR au niveau de la DGAPR ; 5. 71 assistants sociaux, 112 Assistantes Sociales femmes et 17 détenues formées sur l'appui psychologique aux FVV au profit des assistant(e)s sociaux (ales) par la DGAPR. 	<p>La cible a été dépassée de 62 % plus que la valeur cible</p>



G- Résumé synthétique des réalisations du Résultat Intermédiaire 1310 : Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et la redevabilité des politiques et services publics.

Cette année, ce résultat transformateur a réussi à atteindre 92,72% des objectifs, en adoptant une approche systémique et inclusive pour la mobilisation des OSC pour l'évaluation des politiques publiques à travers des campagnes, études, mémorandums, policy brief pour la promotion de l'Égalité Genre notamment :

1. Actions de coalition ponctuelles des ODDF sur des actions de plaidoyer en matière d'avortement, de changement des normes sociales discriminantes











-  **60 responsables** (17H/43F) de différents départements gouvernementaux, des organisations de la société, des universitaires participants à la conférence organisée par le CNDH, Projet SOAR, sous le thème : « Égalité, droit à la SSR et bien-être des femmes et des filles » ;
-  **45 femmes âgées** entre 20 et 60 ans, participantes aux **marches exploratoires** pour identifier les obstacles de l'accès des femmes aux paquets de services essentiels ;
-  **2 tables rondes régionales** sur le rôle des notaires, des Adouls et des banquiers dans la prévention des violences économiques ;
-  **Organisation de conférences** internationales entre le ministère de la Santé au Maroc et du Sénégal afin de soutenir les efforts consentis en matière de promotion des méthodes contraceptives, pour supporter les droits des femmes, en matière de SSR ;
-  **84 participants** (33H/51F), 17ODDF pour la **présentation du rapport de l'UNFPA** sur l'état de la population mondiale 2022, en partenariat avec le CNDH sur le thème « Comprendre l'imperceptible : Agir pour résoudre la crise oubliée des grossesses non intentionnelles


2. Evaluation des politiques publiques et des pratiques néfastes :


- Ce projet a permis de lancer différentes études qui seront présentées en 2022 notamment :
- Deux études pour la lutte contre le mariage des mineurs et l'analyse des jugements octroyés par les juges en faveur du mariage des mineures ;
 - Mémorandum relatif au mariage des mineurs, élaboré par le réseau Anaruz avec les parlementaires ;
 - Guide d'intervention sur la violence économique auprès des acteurs/ices concernés ;
 - 5 rapports parallèles de l'Examen Périodique Universel par une dynamique associative ;
 - Mini étude analytique et critique concernant l'analyse des PDR, PDP, à l'épreuve des 3 résultats transformateurs ;
 - Mémorandum pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale ;
 - Guide d'intervention sur la violence économique ;

- Récits de vie de 8 femmes usagères du centre Batha et entretiens semi-dirigés intégrés dans le guide, concernant les violences intersectorielles.




3. Initiatives novatrices pour le renforcement des capacités des jeunes sur la SSR et EG

-  **526 jeunes filles**, âgées entre 18 et 26 ans, en situation de NEET touchées pour le renforcement des capacités des jeunes filles en situation de NEET, dans 12 quartiers populaires de Casa, dont 36 jeunes filles ont été formées pour devenir animatrices sport-santé, dans le Boot camp, bénéficiant de 18 modules de formation pendant 45 jours de formation théorique et pratique axés la SSR, sur l'entrepreneuriat social sportif, au sein des locaux de l'école de la 2ème chance ;
-  **12 événements sportifs** organisés par les jeunes filles, en impliquant 250 jeunes bénéficiaires dans plusieurs quartiers populaires, Distribution de kit de santé et d'hygiène ;
-  **240 filles** participants à la clôture de la Girls CAN Initiative au niveau du complexe sportif Al Oulfa en juillet à Casablanca, avec la participation des 240 filles, des associations sportives locales, les familles des bénéficiaires, les formateurs, les entreprises partenaires et les médias ;
-  **28 acteurs/ices** des OSC/ODDF formés dans 12 sessions de sensibilisation sur les approches communautaires, les techniques et approches de sensibilisation sur la SSR et EG basées sur le sport, à Tanger-Tétouan-Al Hoceima, (acteurs/ices de Tanger et Tétouan, Oriental, (acteurs/ices de Zghenghen et Oujda), Casablanca-Settat, (acteurs/ices de Casablanca et Ouled Azzouz), Rabat-Salé-Kénitra, (acteurs/ices de Tarmilte...) ;
-  **10 jeunes** (4H/6 F) membres du réseau des jeunes journalistes et des étudiants de l'ISIC formés sur les concepts de la SSR et l'EG ;
-  **Organisation d'une compétition** entre les journalistes formés pour l'élaboration et la diffusion des productions journalistiques et la réalisation d'interview auprès des enseignants, morchidates, parents d'élèves en traitant les composantes de la SSR, et remise des prix aux participants ;
-  **20 jeunes filles** coachées et 3 finalistes de la compétition pour l'élaboration des productions artistiques, des récits de vie sur la SSR ;
-  **90 femmes actives** formées en collaboration avec le CRDH de Drâa-Tafilalet, au sein des coopératives sur le cadre juridique et institutionnel des droits humains des femmes ;
-  **43 acteurs/ices associatifs** (34H/9F) participants au séminaire organisé par le réseau Anaruz, en collaboration avec le CRDH de Drâa-Tafilalet, ouvrant une réflexion et une concertation autour de l'évaluation des politiques publiques en matière de l'égalité sur les violences des FVV, notamment les mères célibataires ;
-  **60 acteurs/ices associatifs** (48H/12F) participants à la journée d'étude avec les décideurs autour des mariages des enfants, organisée par le Réseau Anaruz ;


-  **80 activistes** (45H/35F) participent à la journée d'étude organisée par l'Organisation marocaine des droits humains, sur la révision du Code de la famille ;

-  **11 jeunes** marocains (5H/ 6 F) défenseurs des droits de l'Homme et représentants des régions du Royaume du Maroc formés dans une 4ème session de formation organisée par le CNDH, UPR Info et l'Institut Prometheus pour la Démocratie et les Droits Humains,


4. Plaidoyer pour le changement des normes sociales discriminantes et pratiques néfastes :

-  **Plaidoyer** pour la lutte contre le mariage des mineurs et l'analyse des jugements octroyés par les juges en faveur du mariage des mineures ;
-  **Plaidoyer** pour l'élaboration de stratégies visant la sensibilisation sur la précarité menstruelle et la promotion de l'éducation et la sensibilisation à la SSR ;
-  **Conférence** de présentation du mémorandum relatif au mariage des mineurs ;


-  **Rencontre** de concertation avec le Président de l'arrondissement Fès-Agdal et Médina ;


-  **Plaidoyer** pour la réforme du Code de la famille par l'OMDH ;


-  **Plaidoyer** pour la professionnalisation de la profession des sages femmes ;

-  **Plaidoyer** pour l'intégration des injections sous cutanées dans les méthodes de contraception de longue durée ;

-  **Conférence de presse** pour la présentation des rapports parallèles des OSC/ODDF concernant l'EPU ;

-  **Conférence internationale** entre le Maroc et le Sénégal afin de soutenir les efforts consentis en matière de promotion des méthodes contraceptives pour supporter les droits des femmes ;

-  **Outils de plaidoyer** pour l'intégration du genre dans le Plan d'Action Communal (PAC) de Fès ;

-  **3 caravanes** de sensibilisation à Errachidia, Larache et Oujda, visant la sensibilisation sur les mariages des enfants, la SSR et la protection sociale des femmes victimes de violence.



H- Tableau informatif par activité du PTA 2022

Le tableau suivant renseigne sur les activités réalisées avec les livrables produits, l'écart enregistré (pourcentage de réalisation)

Résultat immédiat 1310 : Capacités des OSC faitières nationales et régionales, des organisations/collectifs féminins et des parlementaires renforcées en matière de plaidoyer pour des réformes légales et des services adéquats en matière de DSSR (mariages précoces, légalisation de l'avortement, violences)

Produit 3.1.1 Cadre de partenariat avec les institutions : CNDH, réseau de parlementaires, et les organisations de la société civile et collectifs de défense des droits des femmes établi (1.3.1.1)

1.3.1.1.3 Mise en place d'un mécanisme de coordination pour la promotion des DSSR	- Rapport final de l'étude sur la mise en œuvre de la loi n°103.13	<p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 responsables (25F, 15H) participants aux 2 ateliers de l'instance de Gouvernance en SSR présidée par le ministère de la Santé et la Protection Sociale, créée après l'adoption de la nouvelle stratégie de santé sexuelle et reproductive 2022-2030. Les ateliers ont été organisés en mai 2022 avec la participation des différentes parties prenantes en SSR, un projet de décision est en cours de validation. 3- Comité de pilotage présidé par le ministère de la Solidarité, de l'Inclusion Sociale et de la Famille pour superviser l'évaluation de la loi 103-13, regroupant les représentants du Ministère Publique, le ministère de la Justice, la Commission Nationale de PFVV. Il s'est réuni 3 fois pour le lancement de l'étude de l'évaluation de la loi 103-13 et la validation des livrables.
1311301 Elaborer un guide sur la DSSR		<p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en page du guide élaboré et validé par le comité scientifique du CNDH en avril 2022 et qui sera valide en 2023.

Produit 3.1.2 Accompagnement des organisations de la société civile et de défense des droits des femmes pour la production et la diffusion de produits de plaidoyer et de mobilisation en matière de DSSR (d'avortement, de changement des normes sociales discriminantes, mariage des mineures) (1.3.1.2)

1.3.1.2.2 Organiser des visites d'étude et d'échange pour partager les expériences internationales et régionales en matière de plaidoyer		<p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 personnes (25F, 15H) participent à la Conférence organisée à distance pour la célébration de la journée mondiale de la contraception par le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale au Sénégal et le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, avec les 2 bureaux pays de UNFPA, le 27 septembre 2022. Et ce, pour soutenir les efforts consentis en matière de promotion des méthodes contraceptives et partager les expériences des pays, leurs données probantes, l'analyse de stratégies innovantes visant à atteindre le 3ème résultat transformateur. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur JMC 2022 ; - La communication sur la célébration de la journée a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc à travers l'utilisation du streaming, Journée Mondiale de la Contraception, 2022 et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ; - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : Maroc, publié en octobre 2022 ; - Échange avec Madame Louise Martin, Conseillère Genre du Programme de l'AMC, discussion et échange sur le bilan des réalisations de l'année 2021, tout en félicitant l'équipe de l'UNFPA des efforts déployés en mettant l'accent sur l'avancée dans l'atteinte des résultats malgré les différentes contraintes du Covid 19, avec un échange sur l'évolution durant l'année 2022 et 2023 ; - Organisation des visites conjointes dans la ville de Marrakech, par l'équipe de l'UNFPA, l'Onu femmes et celle de l'AMC, le 18 mai 2022, au niveau de la cellule de la prise en charge des femmes victimes de violence à l'hôpital Ibn Zohr, la cellule de la prise en charge des femmes victimes de violence au commissariat,
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		l'association Ennakhil et le centre pénitencier Loudaya, pour échanger avec les partenaires des défis pour contribuer à la réduction de la violence à l'égard des femmes et améliorer la prise en charge des femmes survivantes à la violence et la coordination des acteurs/ices de la chaîne de prise en charge.
1.3.1.2.3 Soutenir les actions de coalition ponctuelles des OSC/ODDF sur des actions de plaidoyer en matière d'avortement, de changement des normes sociales discriminantes, de mariage des mineures.	- Rapport de la célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle	<p>Réalisé à 80% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 60 responsables (43F, 17H) de différents départements gouvernementaux, d'organisations de la société civile thématiques ainsi que des universitaires ont pris part à la Célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle organisée par le Conseil National des Droits de l'Homme, le Fonds des Nations Unies pour la Population au Maroc, et le Projet SOAR avec une conférence sous le thème : « Egalité, droit à la santé sexuelle et reproductive et bien-être des femmes et des filles ». Et ce, pour mettre à en évidence les difficultés qui entourent la menstruation et qui portent atteinte aux droits des femmes et des filles. A cet égard, Mme la Présidente du CNDH a déploré l'insuffisance des infrastructures adéquates à l'hygiène menstruelle qui constituent les raisons fondamentales de la déperdition scolaire, surtout des filles dans les zones rurales, mentionnant le rapport du CNDH 2022 qui recommande l'élaboration de stratégies visant la promotion de l'éducation et la sensibilisation à la SSR. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur JMHM. - Recommandations soulevées par les acteurs/ices institutionnels concernant les mesures à prendre pour garantir aux femmes et aux filles adolescentes le droit à la SSR et en vue de dépasser les défis du manque de connaissances sur la santé menstruelle qui marque des stigmas qui risquent d'exclure les filles des espaces publics. Ils limitent ainsi leur participation et l'accomplissement de leur potentiel, à travers la sensibilisation sur les pratiques néfastes liées à la menstruation dans le contexte culturel spécifique où ils travaillent, et ce, afin de permettre aux femmes et aux filles de surmonter les restrictions liées à la menstruation ; - La communication sur la célébration de la journée a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc, à travers l'utilisation du streaming, Journée mondiale de l'hygiène menstruelle: Mettre le focus sur les droits des filles les plus vulnérables, et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ; - Les actions inscrites dans le cadre de la promotion de l'approche du self care ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français, 21ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en décembre 2022 ; - Les actions inscrites dans le cadre de la promotion de la signature ont été documentées à travers l'édition du mois de mai de la Newsletter des Pays Arabes diffusée largement par mailing en anglais. Voir lien ci-joint : https://docs.google.com/document/d/1rrtaqwwxAeSLrJQRjNY-B2yb6cRjWpnMdKcpA7QoWTo/edit?usp=share_link - Marches exploratoires impliquant 45 femmes âgées entre 20 et 60 ans, de niveau scolaire différents, de situation familiale différente et d'activités professionnelles variées, réalisées par l'IPDF en partenariat avec l'association des jeunes pour le développement social et solidaire Dhar Mehras et les femmes habitantes du quartier, pour identifier les obstacles de l'accès des femmes aux paquets de services essentiels dans le quartier Bab Al Ghoule, le 07 octobre 2022 ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Problèmes identifiés lors des balades exploratoires concernant la violence : elles qualifient le parcours de Louisates au centre de santé comme dangereux et affirment que les agressions y sont courantes. Elles dénoncent l'état de l'éclairage partout dans le parcours, et affirment qu'elles subissent très souvent des actes de harcèlement quel que soit leur statut familial ou catégorie d'âge. Elles jugent que les services essentiels de santé, de police et de justice sont difficiles d'accès. - Recommandations : Les participantes souhaitent également qu'un poste de police soit installé dans le parcours, afin que les victimes puissent être prises en charge rapidement en cas d'agression, et que les agresseurs soient poursuivis. Elles proposent que les chemins vers les services essentiels de justice, de santé, et de police, soient clairement indiqués ; - 2 tables rondes régionales organisées par IPDF en partenariat avec la FSJES de Fès, le Conseil Régional des Notaires Fès-Taza-Sefrou et l'association nationale des adoules femmes impliquant des OSC et acteurs /ices de la chaîne de service, autres acteurs/ices du secteur de l'emploi tels que les notaires et les banquiers, tenue en juillet 2022 et en octobre 2022, concernant le sujet « le rôle des notaires, des Adouls et des banquiers dans la prévention des violences économiques ». - Recommandations : Inclure des modules de formation aux violences économiques pour les acteurs/ices de la gestion quotidienne du patrimoine des couples, proposer et promouvoir une éducation financière qui encourage la femme à protéger ses biens personnels et ses revenus, le patrimoine familial, en évitant de déléguer la gestion de ses biens personnels à son conjoint et en étant informée des règles des régimes matrimoniaux. - 526 jeunes filles, âgées entre 18 et 26 ans, en situation de NEET atteintes par l'association Tibu dans le cadre du renforcement des capacités des jeunes filles en situation de NEET. L'association Tibu a lancé une initiative inédite appelée : Girls CAN Initiatives. Ces jeunes filles ont été sélectionnées de 12 quartiers populaires de Casa, Ain Sebaâ, Sidi Moumen, Hay Mohammadi, Ain Chock, Derb Sultan, Derb Ghallef ; - 36 jeunes filles ont été formées pour devenir animatrices sport-santé, dans le Bootcamp organisé le 6 avril 2022 à l'occasion de la Journée Mondiale du Sport au service du Développement et la Paix, avec la présence des Ambassadeurs Africains. Elles ont bénéficié de 18 modules de formation pendant 45 jours de formation théorique et pratique axés la SSR, sur l'entreprenariat social sportif au sein des locaux de l'école de la 2ème chance - orientée métiers du sport), dispensés par 19 intervenants et experts qui ont animé des workshops ; - 12 événements sportifs organisés par les jeunes filles en impliquant 250 jeunes bénéficiaires dans plusieurs quartiers populaires. Elles ont obtenu 4 diplômes internationaux de la part de la Fédération Royale Néerlandaise de Football, Cross Cultures Project Association et Peace and Sport Organization ; - 10 vidéos de la "Girls CAN Initiative" ainsi qu'une dizaine d'albums photos. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur les initiatives de Tibu Jul 22 - TIBU Jan 22 ; - Distribution de kits de santé et d'hygiène pour plus de 250 filles et familles des jeunes filles bénéficiaires ; - Organisation des finales de la clôture de la Girls CAN Initiative au
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>1312.301</p> <p>Assurer un soutien psychologique et juridique à distance au profit des FVV durant le confinement, à cause de la pandémie liée à la COVID-19</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Guide d'intervention auprès des acteurs concernés par la violence économique 	<p>niveau du complexe sportif Al Oulfa en juillet à Casablanca, avec la participation des 240 filles, des associations sportives locales, les familles des bénéficiaires, les formateurs, les entreprises partenaires et les médias ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 28 acteurs/ices des OSC/ODDF participants, 12 sessions de sensibilisation sur les approches communautaires, les techniques et approches de sensibilisation sur la SSR et EG basées sur le sport. Nous avons formé des associations locales basées à Tanger-Tétouan-Al Hoceima, (acteurs/ices de Tanger et Tétouan, Oriental, (acteurs/ices de Zghenghen et Oujda), Casablanca-Settat, (acteurs/ices de Casablanca et Ouled Azzouz), Rabat-Salé-Kénitra, (acteurs/ices de Tarmilate et Oulmès) ; - La communication sur la Girls CAN Initiatives a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc, à travers l'utilisation du streaming, Journée mondiale de l'hygiène menstruelle: Mettre le focus sur les droits des filles les plus vulnérables et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ; - Les actions inscrites dans le cadre de l'initiative Girls Can ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français, 19ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publiée en juin 2022 ; - Les actions inscrites dans le cadre de la promotion de la signature ont été documentées 2 fois à travers l'édition du mois d'avril, https://docs.google.com/document/d/1SEkOGXstOLEjdefHud0sUJJPqbNlw0lXUakU4Ql_q5FA/edit?usp=share_link et juillet 2022, https://docs.google.com/document/d/1EgRW7NOng9j44lavN4q4Thr4SeTkjT_10az6c6b_N8/edit?usp=share_link de la Newsletter des Pays Arabes diffusée largement par mailing en anglais . <p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide d'intervention auprès des acteurs concernés par la violence économique élaboré par l'IPDF comprenant les définitions, les formes de la violence, les violences économiques et leurs caractéristiques au sein du couple, les rôles des acteurs-trices pour conseils/orientations des FVV, la prévention de la violence économique auprès des jeunes filles ; - Collecte de récits de vie de 8 femmes usagères du centre Batha et entretiens semi-dirigés intégrés dans le guide, concernant les violences intersectorielles. Elle entre aussi dans le cadre du processus de suivi intégré et systémique du Centre Batha via la collecte systématique, l'analyse et l'utilisation d'informations relatives à la qualité de la prise en charge des usagères. Quatre femmes ont été enregistrées sur l'intersection genre violence et pauvreté, l'intersection genre violence et handicap, l'intersection genre violence et minorité linguistique, l'intersection genre violence et milieu géographique (femme de la montagne) ; - Les avancées en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et leur prise en charge ont été documentées à travers des témoignages dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes", éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes ; 16 jours d'activisme : Se libérer de l'emprise de la violence et prendre sa vie en main ; - Les actions phares et un témoignage en la matière ont fait partie intégrante de la vidéo Réalizations de UNFPA en 2021 ;
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<ul style="list-style-type: none"> - 17 acteurs-trices appartenant à 12 associations de Fès formés dans une formation des formateurs à l'utilisation du guide, pour accroître l'appropriation des connaissances contenues dans ce nouveau guide, en vue d'une multiplication de ladite formation ; - 12 usagères du Centre Batha ont bénéficié de 4 ateliers de renforcement des capacités des usagères du Centre Batha notamment : le 1er atelier interactif sur l'estime de soi et compréhension des émotions, la communication non-violente, le développement de son assertivité et l'intelligence émotionnelle, tenu le 20 avril. Un 2ème atelier participatif, pour inciter des femmes victimes de violence conjugale à partager avec le groupe une expérience afin d'augmenter leur confiance en soi, d'améliorer leur image de soi, de nourrir une vision de soi et de croire en leurs capacités d'exister, tenu le 28 avril. Un 3ème atelier interactif qui a abordé la thématique de la colère et les relations amoureuses, tenu le 18 mai. Le dernier a abordé la pratique de l'affirmation ouverte, tenu le 18 juin 2022 ; - Saisie des données en place en riposte à la COVID-19 : 856 FVVBG accompagnées par le centre Batha durant l'année 2022, 13 focus groupes auprès de 104 usagères des services du centre Batha, des formulaires d'auto-évaluation de l'estime de soi administrés auprès de 58 usagères du centre Batha, des entretiens bénéficiant de l'appui aux prestations d'écoute, d'hébergement et d'accompagnement des FVV pour accéder aux services de la chaîne de prise en charge au Centre d'écoute fonctionnel ; - Prise en charge de 215 FVV par le Réseau Anaruz à travers l'accompagnement assuré par l'assistante sociale du centre d'Errachidia et de l'accompagnatrice qui assure l'appui des FVV dans toutes démarches, soit au niveau du centre ou avec les administrations publiques dont 52 FVV ayant entre 18 et 42 ans ont été hébergées dans le centre d'hébergement d'Errachidia, géré par l'Association ATMDAS ; - Les avancées en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et leur prise en charge ont été documentées à travers des témoignages dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes", éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes ; 16 jours d'activisme : 3 femmes, 3 parcours de courage ; - Les actions phares et un témoignage en la matière ont fait partie intégrante de la vidéo des Réalizations de UNFPA en 2021. 				<p>ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions inscrites dans le cadre de la présentation du rapport ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 21ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publiée en décembre 2022 ; - 90 000 personnes, 55 personnalités participants à la campagne « l'DON'T » lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, intégrant les partenaires du projet et 21 ODDF, le 14 février, avec des activistes pour les droits des femmes et des filles, des institutionnels et des leaders d'opinion, des artistes, les journalistes et les influenceurs sont invité/e/s en partageant leur soutien à cette dynamique en partageant chacun/e, un message en français (15 mots) et une photo. Ces créations graphiques rassemblant ces messages et photos ont été publiées sur les réseaux sociaux de UNFPA au Maroc et par les personnalités concernées sur leurs propres réseaux sociaux. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur les initiatives de IDONT ; - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 18ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, en mars 2022 ; - 3000 jeunes (1300F, 1700H) informé.e.s et sensibilisé.e.s sur la plate-forme Clubhouse, atteignant 28 000 personnes directes et indirectes des personnes atteintes sur les autres les réseaux sociaux à travers 12 sessions du programme de formation et de sensibilisation de YPEER sur la DSSR, LifeSkills, VBGS, SGD et la promotion des bonnes pratiques pour la vulgarisation de l'information scientifique, en partenariat avec 4 associations, 6 influenceurs(euses) et créateurs(trices). L'objectif ultime est de sensibiliser les jeunes internautes et les engager à diffuser des messages informatifs et éducatifs via leurs pages respectives ; - 1031 personnes atteintes dans la campagne digitale s'inscrivent dans le cadre de la 2ème édition de la campagne FARAH, que le Consortium DSSR a lancé avec l'appui de l'UNFPA, en partenariat avec les 7 OSC partenaires de ce projet durant les 16 jours d'activisme sur le thème : « Caravane de lutte contre les grossesses non intentionnelles' », à travers les actions suivantes : - AMSF : Séance de sensibilisation des femmes fréquentant l'ALCS, consacrée aux grosses non désirée et les avortements ; - IPDF : Conférence sur les grossesses non désirées, « Respectez mes droits et mon corps » organisée à Fès ; - ANARUZ : caravane sur les grossesses non intentionnelles à Errachidia ; - 30 jeunes (17F, 13H) acteurs/ices formé.e.s, dans la campagne de sensibilisation à Imilchil sur la lutte contre la VBG. Cette activité a été réalisée au niveau des lycées d'Imilchil et auprès des familles de douars sur les DSSR, VBG et la lutte contre le mariage des mineurs et la violence basée sur le genre dans la région ; - Édition et impression du rapport de l'étude sur le coût bénéfique de l'investissement dans la planification familiale : l'édition et la distribution en trois langues (français, arabe et anglais) ; - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne FARAH II ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 21ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en décembre 2022 ;
<p>1.3.1.2.4 Organiser une campagne de sensibilisation du grand public en collaboration avec les OSC actives dans le domaine</p>	<p>- Ppt de la campagne Farah II</p>	<p>Réalisé à 80% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 84 personnes (51F, 33H) et 17 OSC/ODDF ont participé à la Présentation du rapport de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale 2022, en partenariat avec le Conseil national des droits de l'Homme sous le thème « Comprendre l'imperceptible : Agir pour résoudre la crise oubliée des grossesses non intentionnelles », et des partenaires du projet DSSR et EG, le 10 novembre 2022. Ce rapport de UNFPA alerte sur les graves conséquences de cette crise des droits fondamentaux pour les sociétés, pour les femmes et les filles, et pour la santé mondiale, soulignant que 60 % des grossesses accidentelles se soldent par un avortement, 45 % des interruptions volontaires de grossesse sont non médicalisées et à l'origine de 5 à 13 % des décès maternels ; - La communication sur la présentation du rapport a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc, à travers l'utilisation du streaming, Présentation du Rapport sur l'état de la population mondiale, 2022 et à travers 				

		<ul style="list-style-type: none"> - 15 500 personnes sont atteintes par la campagne digitale sur l'hygiène menstruelle lors de la célébration de la journée mondiale des menstruations sous le prisme de l'égalité et de libre choix, et l'autonomie corporelle, avec une forte implication de plus de sept départements ministériels ainsi que les universités, le secteur privé et la société, en partenariat avec le Conseil national des droits de l'Homme, l'UNFPA ;
1312.401 Renforcer la prévention de la VFG par des actions de sensibilisation et de mobilisation des jeunes garçons et filles au niveau de la région de Fès-Meknès		<p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique mobilisée par l'IPDF pour la scénarisation des modules de formation numérique du Small Private Open Courses, pour la mise en place d'un programme de formation à distance digitalisé en faveur des EMF partenaires ; - 9 acteurs/ices associatifs (7F, 2H) participants aux 2 réunions informelles, le 29 juin, avec l'appui de l'animatrice et l'expert bénévole en sciences de l'éducation et 2 membres du comité de suivi, pour affiner les objectifs de formations sur la base des compétences requises, et de réaliser les supports de formation et définir les ressources d'accompagnement et d'animation ; - 13 acteurs/ices associatifs (11F, 2H) se sont réunis, les 25 et 26 juin pour identifier les supports d'élaboration du SPOC basé sur les types de violences, l'intervention intersectionnelle, l'approche féministe avec un focus sur l'économique ; - SPOC (Small Private Open Courses) réalisé et testé durant une formation effectuée le 23 juin 2022 à Marrakech en faveur de 8 bénéficiaires (5F, 3H). Cette plateforme permettra la mise en place d'une communauté de pratiques permettant la mutualisation des apprentissages au sein des associations et EMF œuvrant pour les droits des FVV.
1312.402 Mener des interventions de sensibilisation du grand public à l'occasion des journées et campagnes internationales		<p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Célébration de la journée internationale de la sagefemme par les deux associations AMSF et ANSF, le 5 mai 2022, en présence de professionnels de la santé, 7 parlementaires femmes pour l'appui à la profession Sage-femme, en menant un plaidoyer pour mettre en place un arsenal législatif et réglementaire permettant l'ancrage institutionnel de l'exercice de la profession Sage-femme au Maroc à la lumière de la Loi 44/13 et son décret N° 2.19.794, adoptés par le conseil du gouvernement du Maroc le 01 avril 2022. Voir ci joint le lien des articles de presse publiés sur IDM ; - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint: 19ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en juin 2022, et à travers l'édition du mois de mai 2022 dans la Newsletter des Pays Arabes diffusée largement par mailing en anglais. Voir le lien suivant : https://docs.google.com/document/d/1rirtaqwwxAeSLrjQRjNY-B2yb6cRjwpmMdKcpA7QoWTo/edit?usp=share_link. - Célébration de la journée mondiale de la contraception par le ministère de la Santé et de l'Action Sociale au Sénégal et le ministère de la Santé et de la Protection Sociale au Maroc, conjointement avec les bureaux pays de UNFPA, afin de soutenir les efforts consentis en matière de promotion des méthodes contraceptives pour supporter les droits des femmes, en matière de SSR ; - Les actions inscrites dans le cadre de la campagne ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 20ème édition du bulletin d'information de UNFPA

		<p>au Maroc, publié en octobre 2022 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle par le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), (UNFPA), et le Projet SOAR en organisant un atelier de réflexion sous le thème : « Egalité, droit à la santé sexuelle et reproductive et bien-être des femmes et des filles » ; - Célébration de la journée internationale de la jeunesse qui a mis en exergue les témoignages illustrés par les différentes initiatives des jeunes inscrites dans la 2ème Newsletter marquant ainsi des histoires humaines, des initiatives créatives pour encourager l'expression chez les jeunes détenus à travers la musique, la peinture et le jeu, l'approche de l'éducation par les pairs avec les além relais et morchidates et l'investissement en matière de l'éducation complète à la sexualité ; - La communication sur la célébration de la journée a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc à travers l'utilisation du streaming, Fête nationale et de la journée internationale de la jeunesse et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ; - Célébration de la journée internationale de la femme à travers l'organisation d'une série de séminaires pour l'élaboration et la présentation des rapports parallèles de l'examen périodique universel, par 5 associations dans différentes régions du Maroc : l'association Asticude le 4-5 mars à Nador, la coalition ISRAR le 9 mars à l'Hôtel Dayet Roumi-Khemisset et le 16 décembre à Marrakech, la FLDDF à Rabat et le CEDHD, le 31 mars 2022 ; - Les actions inscrites dans le cadre de la présentation du rapport de l'EPU ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 18ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en mars 2022 ; - Célébration de la journée mondiale de la population, avec le passage de la population mondiale à 8 milliards de personnes, le 5 juillet. Et ce, en présence des personnalités, la Ministre de la famille, Mme l'ambassadrice du Canada, le DG de l'ONDH, le représentant de l'UNFPA, le doyen de la FSJES Souissi et les ONG, pour mettre en lumière les voies permettant de construire un monde où les droits et l'accès au développement durable sont une réalité pour tous, mais aussi sur les changements climatiques ; - La communication sur la célébration de la journée a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc, à travers l'utilisation du streaming, Journée Mondiale de la Population et à travers ses réseaux sociaux (FB, TW et IG) ; - Les actions inscrites dans le cadre de la célébration ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 20ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en octobre 2022 ; - 300 institutions ont reçu la revue Empreinte, diffusion à travers la presse écrite. Voir lien ci-joint : Revue AMC ;
1.3.1.2.5 Organiser un prix champion en matière de DSSR &EG au profit d'ODDF qui constituent une relève féministe		<p>Réalisé à 100% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 jeunes membres du réseau des jeunes journalistes et des étudiant.e.s de l'ISIC formé.e.s (6F, 4H) sur les concepts de la SSR et l'EG, dans deux sessions de formation organisées au siège de l'OPALS à Rabat. La première session de formation a eu lieu le 17 novembre 2022 et a porté sur le volet des concepts de la SSR

et de l'EG avec jeux de rôle, tandis que la seconde session du 25 Novembre 2022 s'est focalisée sur les techniques de communication et de réalisation d'interview dans cette thématique ;

- **Organisation d'une compétition** entre les journalistes formés pour l'élaboration et la diffusion des productions journalistiques et la réalisation d'interview auprès des enseignants, morchidates, parents d'élèves en traitant les composantes de la SSR ;
- **Remise des prix** aux participants par la Présidente de l'OPALS et le représentant de l'UNFPA, le 2 décembre à l'hôtel Dawliz ;
- **Organisation d'une compétition** entre les jeunes, et 3 finalistes ont été choisis par un jury, parmi **20 jeunes filles coachées** individuellement et collectivement par l'IPDF, pour l'élaboration des productions artistiques, des récits de vie sur la SSR.

Résultat immédiat : Connaissances et compétences améliorées des organisations de la société civile dans l'évaluation des politiques publiques relatives aux DSSR et à l'ÉG sous l'angle de la redevabilité gouvernementale (1.3.2.0).

Produit 3.2.1 État des lieux de la prise en compte des DSSR et disparités entre les genres dans les politiques publiques en partenariat avec l'ONDH (1.3.2.1)

1.3.2.1.1 Recruter une assistance technique pour la réalisation de l'état des lieux des politiques publiques en matière de DSSR et EG

- [Mini étude analytique et critique : les PDR, PDP, PAC l'épreuve des 3 résultats transformateurs](#)
- [Mémoire pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale](#)

Réalisé à 100% :

- **Rapport analytique et critique** élaboré par l'IPDF sur les politiques en matière de lutte contre la violence économique en collectant des données intégrantes : le patrimoine et les biens de la femme, le travail de la femme, les manifestations de la violence et le contrôle de la vie professionnelle. Ce rapport intègre les données et recommandations issues de deux tables rondes sur l'intervention auprès des différents acteurs/ices concernés par la violence économique, une analyse des textes de lois notamment : le Code de la famille en relation avec la question de la pension ou « nafaka » et du divorce du mourant, le Code pénal en relation avec le vol entre époux (non criminalisé), les lois régissant les métiers des Adouls et des notaires et les lois relatives aux banques en relation avec le secret professionnels ;
- **Mini étude analytique et critique** réalisée concernant l'analyse des PDR, PDP, à l'épreuve des 3 résultats transformateurs (0 décès maternel évitable, 0 besoins non satisfaits en planification familiale, 0 violence basée sur le genre et les pratiques néfastes ;
- **Elaboration d'un mémorandum** par l'IPDF pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale pour identifier les écarts dans le fonctionnement de l'élaboration des plans de développement communaux, provinciaux et régionaux, et d'évaluer s'ils apportent des réponses sensibles au genre, notamment au regard des 3 résultats transformateurs. L'analyse des PDR et PDP a été réalisée via des tables rondes et une mini prospection terrain, pour faire des propositions d'améliorations dans le nouveau processus de planification territoriale ;
- **Préparation des outils de plaidoyer** pour l'intégration du genre dans le Plan d'Action Communal (PAC) de Fès, IPDF et ses partenaires ont enrichi leur argumentaire en vue d'un plaidoyer auprès des élu-e-s territoriaux, et afin de mettre en place un mécanisme de veille associative disposant d'un outil de plaidoyer pour influencer le processus de planification ;
- **36 personnes** (20F, 16H), appartenant à **25 associations**, participants à l'organisation d'une rencontre pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer auprès de décideurs-ses pour une intégration des revendications IPDF et alliés dans les PDR, PDP et le PAC, le 04 décembre 2022, ainsi qu'à la prise en compte de l'égalité de genre et la lutte contre la VBG dans les Plans de Développement ;

1.3.2.1.2 Organiser un atelier de partage des constats et recommandations de l'état des lieux : politiques publiques DSSR /EG avec les parties prenantes : institutions, OSC/ODDF

- **Rencontre de concertation avec le Président de l'arrondissement Fès-Agdal et Médina**, organisée le 17 juin, en vue de l'entente sur les quartiers cibles de la marche exploratoire, dans une perspective de sensibiliser les acteurs/ices territoriaux aux obstacles qui empêchent l'accès des femmes aux services essentiels relatifs à la prise en charge de la violence de genre, et les impliquer à prendre en compte la violence de genre dans le processus de l'élaboration du PAC. Ces réunions ont pour objectif de faire un plaidoyer institutionnel auprès des élus locaux pour leur présenter les obstacles qui entravent l'accès des femmes habitantes des 2 arrondissements au PSE et pour mieux accéder aux services essentiels : santé, police, tribunal... et les impliquer à prendre en compte la violence de genre dans le processus de l'élaboration du PAC.

Réalisé à 80% :

- **90 femmes actives formées** par le réseau Anaruz en collaboration avec le Comité régional des Droits Humains de Drâa-Tafilalet, au sein des coopératives sur le cadre juridique et institutionnel des droits humains des femmes et du cadre législatif, le Code de la famille, la loi 103-13 de la violence à l'égard des femmes, le mariage des mineurs et la protection sociale. Le premier atelier a été organisé dans la région d'Errachidia avec la coopérative de « la femme Meskaouia » dans la commune de M'deghra, le 08 juin 2022 ; le 2ème à Meski en collaboration avec la coopérative de « Solidarité et Développement » le 10 juin 2022 ; le 3ème a été organisé avec la coopérative de « El Hayek El Mdeghri » dans la commune de M'deghra, le 17 novembre ;
- **43 acteurs/ices associatifs** (34F, 9H) participants au séminaire organisé par le réseau Anaruz en collaboration avec le Comité Régional des Droits Humains de Drâa-Tafilalet, ouvrant une réflexion et une concertation autour de l'évaluation des politiques publiques en matière de l'égalité sur les violences des FVV, notamment les mères célibataires. Ce séminaire a réuni les acteurs/ices institutionnels et ceux de la société civile, en particulier les décideurs concernés par la question de la femme, les acteurs/ices de la chaîne de la prise en charge des femmes VV (La santé, la police, le tribunal, la gendarmerie, l'Entraide Nationale). ...
- **Recommandations reformulées** pour la lutte contre les violences multiples avec un focus sur les femmes vulnérables sur la base des problématiques appréhendées lors du séminaire et les pistes d'actions,
- **60 acteurs/ices associatifs** (48F, 12H) participants à la **journée d'étude** avec les décideurs autour des mariages des enfants organisée par le Réseau Anaruz, le 6 décembre 2022 à Rabat, impliquant des parlementaires, des partis politiques, des médias et des organisations de la société civile. L'objectif de cette activité est de présenter le mémorandum réalisé par le réseau Anaruz autour des mariages des enfants et mener du plaidoyer des amendements des lois, notamment l'article 20 du code de la famille, surtout pour l'élaboration des politiques publiques transversales qui garantissent les droits des enfants comme garantis par la Constitution et les conventions internationales des droits humains.

Recommandations et propositions pour réduire le phénomène du mariage des mineurs dans le cadre de l'abolition définitive : - Élaborer des propositions pratiques pour réduire le mariage des enfants ; renforcer le plaidoyer pour le mariage des mineurs ; compatibilité avec les lois nationales et les conventions internationales sur les

	<p>droits de l'enfant ; adopter un cadre des droits de l'homme fondé sur les valeurs fondamentales de</p> <p>dignité, de liberté, d'égalité et de justice dans le cadre des droits de l'Homme en général et des droits de l'enfant en particulier ; plaider pour la participation de tous les acteurs/ices institutionnels et de la société civile à l'élaboration d'une stratégie intégrée qui fixe des priorités dans le domaine des réformes législatives, économiques et sociales visant à mettre fin au mariage des enfants d'ici 2030 ; fixer l'âge légal du mariage à 18 ans sans exceptions qui restreignent la loi pour lutter contre toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes ; nécessité d'adopter une stratégie globale et nationale capable d'éliminer le mariage des mineurs au Maroc, incluant tous les secteurs concernés, et de faire de 18 ans un acquis irréversible, avec la suppression des articles 20, 21 et 22 du Code de la famille, qui permet au juge aux affaires familiales chargé du mariage d'autoriser le mariage d'un garçon et d'une fille en dessous de l'âge d'éligibilité spécifié en 18 années solaires pleines selon l'article 19 de la même loi ; contribution de l'État et de ses institutions à la sensibilisation de toutes les couches de la société aux dangers que peut engendrer la persistance du phénomène du mariage des</p> <p>mineurs ; veiller à ce que les filles aient accès à l'éducation, aux services de santé, à une éducation sexuelle complète et à une formation aux compétences de vie pour atteindre l'autonomie ; développer une nouvelle approche globale qui prend en compte les aspects sociaux et économiques des familles des différentes régions du Maroc, notamment dans les villages et les lieux reculés, ainsi que parmi les familles nécessiteuses et pauvres des zones urbaines ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les avancées en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et leur prise en charge ont été documentées à travers des témoignages dans la revue "Empreintes féminines : des femmes marocaines nées pour être battantes", éditée sur des histoires humaines démontrant l'impact des principales actions conjointes; 16 jours d'activisme: Soutenir les survivantes à la violence et lutter contre le mariage d'enfants ; - Les actions phares et un témoignage en la matière ont fait partie intégrante de la vidéo des Réalizations de UNFPA en 2021 ; - 80 activistes (45 F, 35H) participent à la journée d'étude organisée par l'Organisation marocaine des droits humains, en partenariat avec l'UNFPA sur la révision du Code de la famille, le 11 octobre dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la fille. Elle a mis en exergue les transformations qu'a connue la société marocaine au cours des dernières décennies, au sujet des revendications d'égalité et de justice sociale, et la promotion du principe d'égalité est un critère important pour le développement durable, estimant qu'en dépit des efforts consentis et de l'intérêt porté aux questions relatives aux filles, considérant que le Code de la famille, adopté en 2004, a marqué une avancée dans les droits des femmes et «contribué à faire évoluer les mentalités en matière d'égalité entre les deux genres». Les recommandations ont souligné la nécessité de réviser les dispositions dudit Code pour qu'il soit en phase avec les mutations profondes qu'a connues la société marocaine et en harmonie avec les dispositions de la Constitution de 2011 consacrant le principe d'égalité homme-femme et les nombreuses conventions internationales relatives aux droits des femmes, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). 	<p>Réalisé à 80% :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11 jeunes marocains défenseurs des droits de l'Homme (6F, 5H) représentants des 12 régions du Royaume du Maroc formé.e.s
<p>1.3.2.1.4 Appui à l'élaboration des rapports de suivi périodiques</p>	<p>- Rapports de mission de la participation à la 41ème pré-session de</p>	

<p>nationaux et parallèles sur la situation des droits des femmes: DSSR, EG (UPR, CEDAW, CIPD, CSW...)</p>	<p>l'examen périodique universel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de Mr KHAYYA MOHAMED EL MOSTAPHA pour la participation à la 41ème session de l'examen périodique universel <p>Rapport Union associative de la jeunesse marocaine pour la protection des droits de l'Homme ;</p> <p>Rapport FLDDF ;</p> <p>Rapport Asticude ;</p> <p>Rapport ISRAR ;</p> <p>Rapport CEDH ;</p>	<p>dans une 3ème session de formation, organisée par le Conseil National des Droits de l'Homme les 25 et 26 août 2022 au Siège du CNDH à Rabat, pour les accompagner dans la rédaction du rapport parallèle de l'examen périodique universel sur les droits des femmes et des filles. Cette formation avait pour objectif de présenter les normes internationales pour permettre aux jeunes marocains défenseurs des droits de l'Homme de maîtriser le déroulement et les objectifs de la Pré-session, mais aussi de maîtriser les outils et techniques de plaider au niveau international ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La communication sur les deux formations de l'EPU a été diffusée aux médias nationaux. L'information a aussi été publiée sur le site web de UNFPA au Maroc, à travers l'utilisation du streaming, Formation 2 sur: « La Participation des jeunes à l'Examen Périodique Universel » et également la Formation sur: « La Participation des jeunes à l'Examen Périodique Universel » à travers ses réseaux sociaux (FB, TV et IG) ; - Les actions inscrites dans le cadre de la célébration ont été documentées à travers la Newsletter UNFPA publiée en français. Voir lien ci-joint : 20ème édition du bulletin d'information de UNFPA au Maroc, publié en octobre 2022 à travers l'édition du mois de mars 2022 dans la Newsletter des Pays Arabes diffusée largement par mailing en anglais. Voir le lien ci-joint : https://docs.google.com/document/d/1224q5bcf0uc0c2XCaKUCfiGBWiXgbXelFT2k34GFog/edit?usp=share_link - Création d'un réseau nommé « Union associative de la jeunesse marocaine pour la protection des droits de l'Homme », constitué du groupe de jeunes qui ont été sélectionnés par UPR info (ONG basée à Genève, chargée de promouvoir les droits de l'Homme et de sensibiliser l'opinion publique à l'importance de l'EPU) pour discuter de la situation des droits de l'Homme au Maroc avec les Etats membres des Nations Unies, le 31 août à Genève, dans le cadre de la 41ème pré-session de l'EPU ; - 11 jeunes marocains (5H/ 6F) défenseurs des droits de l'Homme et représentants des régions du Royaume du Maroc formé.e.s dans une 4ème session de formation organisée par le Conseil National des Droits de l'Homme, UPR Info et l'Institut Prometheus pour la Démocratie et les Droits Humains, sur la participation des jeunes à l'examen périodique universel : Déroulement de la pré-session, tenue les 7 et 8 mars 2022 à l'Institut de Rabat Driss Benzekri du CNDH. Cette session s'inscrit dans la continuité du renforcement des capacités des jeunes en matière d'interaction avec le système des Nations Unies ; - Participation de 2 jeunes filles, Kassoumi Najiba et Madame Lkabous Rabiaa représentant l'Union associative de la jeunesse marocaine pour la protection des droits de l'Homme à la 41ème pré-session de l'examen périodique universel qui s'est tenue du 29 au 31 août 2022 à Genève. Les représentants de l'Union ont mené une série de réunions et de discussions avec les missions permanentes de la Croatie, le Mexique, le Royaume Uni, pour leur présenter les recommandations inscrites dans le rapport parallèle sur les questions de droits de l'homme. - Présentation des recommandations de l'Union en tant qu'association de jeunes, dans la session dédiée au Maroc sur trois axes différents, considérés très importants dans le domaine des droits de l'Homme au Maroc, à savoir, les droits numériques et climatiques, les droits des personnes âgées, les droits à la santé sexuelles et reproductive, en effectuant un plaider pour l'élimination du mariage des mineurs et favoriser l'accès des

femmes aux services de santé, y compris les femmes célibataires et les travailleurs du sexe. Ce plaidoyer a reçu l'approbation de la communauté internationale présente à la session sur les rapports parallèles de la société civile marocaine.

- **Participation d'un jeune**, Mr. KHAYYA MOHAMED EL MOSTAPHA, Membre de «l'Union Associative des Jeunes Marocains pour la Protection des Droits de l'Homme à la séance principale de l'Examen Périodique Universel, le 7 Novembre 2022 et le 8 novembre, à l'exposé du rapport concernant le Maroc qui s'est déroulé de 14H30 à 18H00 à la salle numéro 20 du Palais des Nations, et le 7 Novembre 2022 de 13H à 14H30 à la salle 21 du Palais des Nations, un événement intitulé « Information meeting on the UPR Process in Morocco, » organisé par « American Association of Jurists ;
- **Rencontre effectuée** avec le rapporteur spécial chargé de « Droit au rassemblement pacifique et la liberté de création des associations », octroi d'un rendez-vous avec le membre de l'équipe de travail Mr. Adam Azzi à villa Moynier pour discuter les points d'interaction communes. La correspondance électronique avec Mme Reem Alsalem, rapporteuse spéciale chargée de la violence contre la femme et Mme Alexandra Xanthaki, rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels qui a proposé de recevoir toute information qu'on juge pertinente et d'inviter à partager les préoccupations sur le respect des droits culturels au Maroc ;
- **Réunion tenue** avec la rapporteuse spéciale chargée de l'abolition de la discrimination à l'égard des femmes et son équipe de travail composée des experts, Dorothea Estrada, Elizabeth Broderick, Mélissa Urpeti, MeskeremTechan, Ivana Radacic. Elina Steinerte, Miriam Estrada Castille, Mathew Gillet, Mamba Malila.

Echange sur les propositions d'actions promotrices des droits de la Femme, en particulier dans le Code de la famille, le Code pénal et le Code de la nationalité marocaine, l'importance d'harmoniser la législation nationale avec les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en particulier de réformer le Code de la famille ;

- **22 ambassadeur.e.s** ou leurs représentant.e.s participants à la rencontre avec les jeunes sur les recommandations de l'EPU, présentés par 5 jeunes (3F, 2H) le 25 octobre, en présence de l'Ambassadrice du Canada, l'Ambassadeur du Danemark, l'Ambassadeur de l'Espagne, l'Ambassadeur du Norvège, l'Ambassadeur de la Suisse, l'Ambassadeur du Mexique, l'Ambassadeur de la Korea, le Représentant de l'ambassadeur de la France, l'Ambassadeur d'Allemagne, l'Ambassadeur de la Belgique, l'Ambassadeur de l'Union Européenne, le Représentant de l'Ambassade de l'USA, l'Ambassadeur de la Suisse, le Représentant de l'Australie ;
- **115 OSC/ODDF** mobilisées par 5 associations dans différentes régions du Maroc pour la présentation de leur rapport parallèle de l'EPU: l'association Asticude. Il a impliqué 33 OSC le 4-5 Mars à l'Hôtel Mercure Nador, la coalition ISRAR a mobilisé 49 ODDF organisé le 9 mars à l'Hôtel Dayet Roumi -Khemisset, la FLDDF a mobilisé 33 ODDF a organisé le 23-24 Mars à l'Hôtel Farah Rabat, 20 ODDF mobilisées par le CEDH, organisé le 31 Mars 2022. Voir ci-joint le lien des articles de presse publiés sur la dynamique UPR ;
- **26 activistes** femmes participantes à la conférence de presse organisée par la coalition Israr à Marrakech, pour la présentation des recommandations du rapport parallèle de la coalition ISRAR.

I- Lien entre les activités réalisées et les cibles du CMR

Cette section démontre les cibles atteintes pour chacun des indicateurs des résultats (intermédiaires et immédiats) du CMR :

Résultat	Résultat atteint en 2021	Taux de réalisation
Nombre d'organisations et de réseaux des droits des femmes faisant progresser les DSSR par un appui direct du projet	<p>En 2022, 761 OSC/ODDF ont fait progresser les DSSR par un appui direct du projet notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 OSC/ODDF participants à la présentation de l'étude validée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures ; - 13 acteurs/ices associatifs pour identifier les supports d'élaboration du SPOC basé sur les types de violences ; - 460 OSC/ODDF de la société civile impliqués dans la 20ème campagne ; - 17 OSC/ODDF pour la Présentation du rapport de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale 2022 ; - 6 OSC/ODDF ont créé un réseau nommé « Union associative de la jeunesse marocaine pour la protection des droits de l'Homme » pour travailler sur le rapport parallèle de l'UPR ; - 135 OSC/ODDF mobilisés, 5 ONG dans différentes régions du Maroc ont élaboré 5 rapports parallèles de l'EPU dont 33 OSC/ODDF mobilisés par l'association Asticude, les 4-5 Mars à l'Hôtel Mercure Nador, 49 OSC/ODDF mobilisés par la coalition ISRAR, à ,33 OSC/ODDF mobilisés par l'association FLDDF ; - 1 OSC/ODDF mobilisé par l'association le CEDH dans le séminaire de présentation du rapport de l'EPU, le 31 mars 2022 ; - 12 associations de Fès formées dans une formation des formateurs à l'utilisation du guide ; - 21 OSC/ODDF participants à la campagne l'DON'T, lancée par UNFPA pour éradiquer le mariage d'enfants ; - 25 associations élaborent une stratégie de plaidoyer auprès de décideurs sur les PDR, PDP et le PAC ; - 4 associations et partenaires sont impliqués dans la mise en œuvre de l'activité club house ; - 43 acteurs/ices associatifs participants au séminaire organisé par le réseau Anaruz en collaboration avec le CRDH. 	Le taux a atteint 86 fois plus que la valeur cible
Nombre de lois, de politiques et de stratégies nationales adoptées relatives à la mise en place et au renforcement des DSSR	<p>L'année 2022 a connu l'adoption de 5 des lois et politiques publiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Validation finale de la Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes (y compris ESC) qui sera lancée en 2023 ; - Plan d'Action Conjoint 2022-2026 entre le ministère de la Santé et de la Protection Sociale et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation. 	
Nombre d'actions de plaidoyer et/ou d'élaboration de memorandum conduites par les OSC / ODDF sur l'évaluation des politiques publiques liées aux DSSR et l'EG (du résultat immédiat 1.3.2.0) :	<p>En 2022, le projet a permis d'appuyer 35 actions de plaidoyer auprès des décideurs, organisées par les OSC/ODDF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la lutte contre le mariage des mineurs et l'analyse des jugements octroyés par les juges ; - Plaidoyer pour l'élaboration de stratégies visant la sensibilisation sur la précarité menstruelle ; - Conférence de présentation du memorandum relatif au mariage des mineurs ; - Concertation avec le Président de l'arrondissement Fès-Agdal sur l'intégration du genre dans la planification territoriale ; - Elaboration d'un guide d'intervention sur la violence économique, élaboré par l'IPDF auprès des acteurs concernés ; - Plaidoyer pour la réforme du Code de la famille par l'OMDH ; - Plaidoyer pour la professionnalisation de la profession des sages femmes ; - Question parlementaire concernant l'adoption du décret concernant la professionnalisation de la profession des sages femmes ; 	Le taux a atteint 9 fois plus que la valeur cible

- Plaidoyer pour l'intégration des injections sous cutanées dans les méthodes de contraception de longue durée ;
- Elaboration de 5 rapports parallèles de l'EPU et participation des jeunes à la 41ème pré-session et sessions de l'EPU à Genève ;
- Conférence de presse pour la présentation des rapports parallèles des OSC/ODDF concernant l'EPU ;
- Présentation des recommandations du rapport de l'EPU par les jeunes et les OSC/ODDF à 12 ambassadeurs au Maroc ;
- Conférence de promotion des méthodes contraceptives entre le Maroc et le Sénégal ;
- Elaboration d'un memorandum pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale ;
- Outils de plaidoyer pour l'intégration du genre dans le Plan d'Action Communal de Fès auprès des élu-e-s ;
- Campagne d'implication des pharmaciens dans le self-care ;
- Développement, production et distribution d'outils d'information destinés aux pharmacies ;
- 532 femmes sensibilisées par la caravane organisée à Errachidia, Larache et Oujda sur le mariage des mineures et SSR ;
- Campagne digitale lancée par le Consortium DSSR pour la lutte contre les grossesses non intentionnelles ;
- Participation de 9 jeunes autistes aux émissions Radio/TV pour promouvoir la capacité juridique des jeunes autistes au Maroc ;
- Convention de partenariat signée par l'OPALS, UNFPA et la SMVAO pour renforcer l'accès au self-care en matière de SSR ;
- 2 tables rondes sur le rôle des notaires, des Adouls et des banquiers dans la prévention des violences économiques ;
- Convention de partenariat signée entre l'AMPF et le conseil des Adouls pour renforcer leurs connaissances sur la SSR ;
- 21 OSC/ODDF du projet participants à la campagne l'DON'T lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants ;
- Campagne de sensibilisation à Imilchil sur la lutte contre la VBG ;
- Célébration de la journée internationale de la sagefemme par AMSF et ANSF, pour un plaidoyer sur l'arsenal législatif et réglementaire de la profession Sage-femme au Maroc ;
- Célébration de la journée internationale de la jeunesse pour encourager l'expression à travers des approches sur SSR ;
- Célébration de la journée internationale de la femme à travers l'organisation des séminaires avec les ODDF pour la présentation des rapports parallèles de l'EPU ;
- Célébration de la journée mondiale de la population, avec les ODDF pour construire un monde où les droits et l'accès au développement durable sont une réalité pour toutes et tous ;
- Jeunes membres du réseau des jeunes journalistes et des étudiants de l'ISIC formés sur les concepts de la SSR et l'EG ;
- 30 femmes formées par le réseau Anaruz avec le CRDH de Drâa-Tafilalet, au sein des coopératives sur le cadre juridique et institutionnel des droits humains des femmes ;
- Nouveau modèle de sensibilisation d'information et d'accompagnement des filles à travers des activités de proximité basées sur l'approche sportive ;
- Initiative au club house pour la sensibilisation par pairs, menée par YPEER Morocco, en faveur des jeunes pour renforcer leurs connaissances en matière de droits à la SSR ;
- Programme de sensibilisation par le sport, dans 3 régions du Maroc au sein de 12 Dar Taliba ;
- Jeu de société éducatif sur la santé et le bien-être pour les jeunes, développé en 2021 pour les mineurs détenus, utilisé par l'AMPF dans ses centres.

Nombre de mesures prises par les décideurs pour donner suite au plaidoyer

- En 2022, 22 mesures prises** par les décideurs pour donner suite au plaidoyer exercé par les OSC/ODDF :
1. Stratégie Santé SSR, Stratégie de la santé des adolescents ;
 2. Intégration de l'ESC dans la 6ème année au collège ;
 3. Circulaire sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins du Ministère de la Santé intégrant le nouveau protocole de dépistage ;
 4. 14 protocoles thérapeutiques adoptés sur l'harmonisation des pratiques professionnelles et améliorer l'accès à la Santé Sexuelle et Reproductive ;
 5. Adoption du congé parental du dialogue social ;
 6. Plan d'Action Conjoint 2022-2026 entre le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
 7. Réaction du Ministre de la santé en faveur de l'amélioration de la professionnalisation de la profession des sage-femmes ;
 8. 4ème rencontre nationale en faveur des femmes détenues sur la protection des droits de cette catégorie sociale pour l'élimination de toutes les formes de violence et la révision des lois ;
 9. Kit pour formateurs/animateurs ESSR et Kit pour pairs-formateurs/pairs-animateurs, pour la mise en œuvre de deux modules sur l'ESSR spécifiques aux centres E2C-NG ;
 10. Etude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée, organisée par la Direction du Curricula, acteurs clés et ONG ;
 11. Validation du document de la feuille de route 2022-2026, incluant l'éducation sexuelle complète ;
 12. Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre de la santé n° 347-04 du 10 moharrem 1425, fixant le contenu et les modalités de délivrance du certificat médical pré-nuptial ;
 13. Intégration des composantes de l'éducation à la SSR dans les curricula du cycle primaire ;
 14. Célébration de la journée internationale de la menstruation par le CNDH pour promouvoir l'élaboration de stratégies visant la promotion de l'éducation et la sensibilisation à la SSR ;
 15. Mise en place d'une unité SSR, qui aura pour objectif de proposer l'offre des prestations intégrées en SSR réalistes et faisables et répondant aux standards de qualité ;
 16. Elaboration du Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR ;
 17. 1ère réunion du Comité scientifique d'Experts Nationaux et Internationaux (CENI), chargé de la coordination des travaux d'élaboration des protocoles thérapeutiques ;
 18. Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès et prendre les dispositions nécessaires,
 19. Convention de partenariat signée entre UNFPA, l'Association Marocaine de Planification Familiale et l'Ordre National des Adouls au Maroc ;
 20. Finalisation des deux modules du DMU Dispositif minimum d'urgence des formateurs et participants adaptés au contexte marocain ;
 21. Création de l'Instance de Gouvernance en SSR présidée par le ministère de la Santé et la Protection Sociale, après l'adoption de la nouvelle stratégie de santé sexuelle et reproductive et l'instauration du Colloque sur la SSR en tant qu'outil de suivi de la MOE de la Stratégie SSR 2021-2030 et un espace de partage entre les différents programmes impliqués d'une part et les parties prenantes d'autre part et aussi l'encouragement de la recherche dans le domaine de la SSR par les académiciens.

Le taux a atteint 5,4 fois plus que la valeur cible

	Comme tu le sais le but principal est de veiller sur l'intégration des programmes et la globalité d'action ; 22. Nouvelles offre des maisons de jeunes intégrant l'axe SSR dans les programmes des structures de proximité des jeunes.	
Nombre d'actions de plaidoyer et/ou d'élaboration de memorandum conduites par les OSC / ODDF sur l'évaluation des politiques publiques liées aux DSSR et l'EG	<p>En 2022, 14 actions de plaidoyer et/ou d'élaboration de memorandum conduites par les ODDF sur l'évaluation des politiques publiques liées aux DSSR et l'EG</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Memorandum sur le mariage des mineures ; 2. Formation de sensibilisation à Errachidia sur la Moudouwana et la loi 103.13 ; 3. Production d'un livret des témoignages par YPEER sur le rôle des éducateurs(trices) pair(e)s dans le changement social en matière de la DSSR et l'engagement civique des jeunes ; 4. Développement d'un livret éducatif en SSR durant le cycle de vie visant le renforcement des composantes de la SSR et afin de mettre en exécution les directives relatives à l'ESSR ; 5. Digitalisation du livret «Habilitation des jeunes au mariage» destiné à la prévention des jeunes contre les risques liés à la SSR et VBG et la sensibilisation des Adoul(e)s ; 6. Etude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée, organisée par la Direction du Curricula, acteurs clés et des OSC/ODDF ; 7. Étude sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives ; 8. Étude validée par le comité de pilotage composé de l'ONDH, en partenariat avec l'UNFPA, l'UNICEF et l'ONU Femmes, sur l'étude sur le mariage des mineures ; 9. Etude présentée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, par le CNDH ; 10. Mini étude analytique et critique concernant l'analyse des PDR, PDP, à l'épreuve des 3 résultats transformateurs ; 11. Mise en page du guide élaboré et validé par le comité scientifique du CNDH en avril 2022 ; 12. Kit de formation dirigé vers les jeunes adolescentes mal desservies sur l'autonomie corporelle suivant une approche basée sur les droits humains des femmes et des jeunes filles ; 13. 5 OSC/ODDF impliquant 135 OSC/ODDF ont élaboré des rapports parallèles de l'EPU incluant une analyse sur les avancées en matière de DSSR et égalité genre ; 14. Memorandum pour la garantie des droits de la femme et de la jeune fille à la santé dans le plan d'action communal de la ville de Fès. 	Le taux a atteint 7 fois plus que la valeur cible
Nombre des OSC/ODDF faisant progresser les DSSR et EG, formées dans l'évaluation et la redevabilité des PP	<p>En 2022, 141 OSC ont progressé les DSSR et EG</p> <ul style="list-style-type: none"> • 135 OSC/ODDF impliquées par 5 OSC/ODDF ont élaboré des rapports parallèles de l'EPU incluant une analyse sur les avancées en matière de DSSR et égalité genre, intégrant 49 OSC/ODDF impliquées par la coalition ISRAR, 33 OSC/ODDF impliquées par la Fédération de la ligue démocratique des Femmes du Maroc ; • 33 OSC/ODDF impliquées par l'association Asticude, 22 OSC/ODDF impliquées par le CEDHD ; S • Création de l'Union marocaine des jeunes pour la défense des droits de l'Homme impliquant 6 OSC/ODDF ; 	Le taux a atteint 8 fois plus que la valeur cible

Nombre des rapports d'évaluation produits de redevabilité des politiques publiques sous l'angle DSDR et EG par les OSC/ODDF (UPR, CEDAW, CIPD, CSW) (résultat immédiat 1.3.2.0) :	<p>En 2022, 9 rapports ont été élaborés pour l'évaluation produits de redevabilité des politiques publiques sous l'angle DSSR et EG, (UPR, CEDAW, CIPD, CSW) notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Etude présentée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, par le CNDH et l'UNFPA ; 2. Rapport final sur l'étude du mariage des mineurs (ONDH) ; 3. Analyse de la conformité et du recensement des concepts de l'ESC (secondaire) ; 4. Etude de Capitalisation – Évaluation des Connaissances des Oulémas Relais et Éducateurs Pairs, en matière de SSR et Égalité de Genre ; 5. Rapport de l'étude d'évaluation d'impact de l'intervention de l'association Y-PEER et des membres de consortium DSSR en faveur des jeunes filles des Dar Taliba ; 6. Rapport final d'évaluation de la 103 -13 ; 7. 5 rapports parallèles impliquant 135 OSC/ODDF sur l'EPU ; 8. Evaluation à mi-parcours de la Phase Pilote de l'introduction de la Contraception Injectable Sous Cutanée par la Médroxy Progestérone Acétate Dépôt (DMPA) ; 9. Étude d'évaluation des connaissances des Oulémas relais et (femmes & hommes) en matière de SSR. 	Le taux a atteint 4 fois plus que la valeur cible
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------

Résultat Intermédiaire 1310 :

- Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes
- pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive
- et la redevabilité des politiques et services publics

Résultat Intermédiaire 1310 :

- Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et la redevabilité des politiques et services publics

Evaluation des politiques publiques et des pratiques néfastes

760 associations et 35 actions de plaidoyer

9 Etudes, policy briefs, mémorandums et rapports

Initiatives novatrices pour le renforcement des capacités des jeunes sur la SSR et EG

526 jeunes filles participantes à 12 événements sportifs

11 jeunes marocains (SH/ 6 F) défenseurs des droits de l'Homme

20 jeunes filles coachées pour produire des récits de vie sur la SSR

8 campagnes digitales pour la sensibilisation du large public sur la VBG, SSR, mariage des mineurs, masculinité

10 mille hommes et garçons impliqués

3 millions de personnes touchées

28 mille jeunes engagés dont 80% de filles

IX-Livrables produits par les Partenaires de mise en œuvre

<p>Résultat intermédiaire 1100</p>	<p>Stratégie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes 2022-2030 ; - Policy brief pour intégration de l'ESC. <p>Éducation sexuelle complète dans les curricula :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de conformité des concepts de l'ESC dans les curricula secondaire ; - Eude sur le critère de classification Etude sur les critères de classification des établissements scolaires ; - MOOC des cours en ligne sur la santé sexuelle et reproductive ; - Kit pour formateurs/animateurs ESSR : syllabus 1, syllabus 2 <p>Formation et outils de sensibilisation des jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kit "THLIK" - Rapport d'évaluation de Soar; - Livret de témoignage; - Bandes dessinées ; - Recueil des approches adoptées par les leaders religieux; - Étude d'évaluation des connaissances des Oulémas relais
<p>Résultat intermédiaire 1200</p>	<p>Campagne et plaidoyer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Film sur la rencontre des encadrants de camps d'été 2022; - Rapport de la 20 eme campagne; - Rapport de la campagne, des pharmaciens ; - Capsule de sensibilisation, sur la promotion de la self care ; - Outils d'information destinés aux pharmacies, video affiche <p>Stratégie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Circulaire sur le diabète gestationnel ; - Référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR ; - Livret en SSR (AR), Livret en SSR (FR) ; - Rapport sur l'atelier de formation - Plan Opérationnel de mise en oeuvre du paquet essentiel de services de la SSR ; <p>Etudes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi-parcours du self care ; - Etude sur le mariage des mineurs ; <p>Modules de formation et outils de sensibilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convention de partenariat, de l'AMPF et Ordre National des Adouls ; - Kit de formation en MISP Module formateur et Module ; - Convention de partenariat Convention de partenariat OPALS-SMVAO ;
<p>Résultat intermédiaire 1300</p>	<p>Rapports, Etudes et guides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de la célébration de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle ; - Rapport final de l'étude sur la mise en œuvre de la loi n°103.13 - Guide d'intervention auprès des acteurs concernés par la violence économique ; - Rapports de mission de la participation à la 41ème pré-session de l'examen périodique universel - Rapport de Mr KHAYYA MOHAMED EL MOSTAPHA pour la participation à la 41 ème session de l'examen périodique universel- Rapport FLDDF ; - Rapport Asticude; - Rapport ISRAR ; - Rapport CEDH ; - Rapport parallèle de la coalition des jeunes ; - Mini étude analytique et critique : les PDR, PDP, PAC l'épreuve des 3 résultats transformateurs; - Mémorandum pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale <p>Campagnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ppt de la campagne Farah II;

X-Performances 2022 : Matrice de suivi et mesure du rendement

Le renseignement de cette matrice par l'équipe UNFPA a fait appel aux informations figurant dans les rapports des partenaires et aussi celles collectées, par l'équipe de l'UNFPA, d'autres sources d'informations préalablement identifiées dans cette matrice

Matrice des résultats : DROITS A LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE POUR LES FEMMES ET LES FILLES ET ÉGALITÉ DES GENRES GARANTIS

RÉSULTAT intermédiaire 1.1.0.0		Matrice des résultats : DROITS A LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE POUR LES FEMMES ET LES FILLES ET ÉGALITÉ DES GENRES GARANTIS									
Indicateurs	Données de base	Résultat 2019	Cible 2020	Résultat 2020	Cible 2021	Cumulatif 2019-2020	Résultat 2021	Cumulatif 2019-2021	Cible à la fin du projet	Résultat 2022	Commentaires
Nombre de femmes et de filles, d'hommes et de garçons ayant modifié leurs attitudes et pratiques liées à la SSR	Inexistence de stratégie en ESC au niveau de Dar Taliba	N/A	0	0	15 Dar Taliba 300 Filles 50 encadrants	0	710 filles sensibilisées / 76 monitrices formées / 17 établissements de Dar Taliba ciblés	788 filles sensibilisées 98 monitrices formées 465 enseignants (e)s (322F-143H) 146 formateurs (29F-117H) 875 détenus 9000 en cascade 325 détenues et 753 F en cascade 57 cadres (12F-45H) 37 personnels de santé (12F, F25 H)	Manque de cible	<p>Total de 2022 :</p> <p>854F, 4195H</p> <p>22 facilitatrices 78 jeunes filles 198 détenues formées 4369 détenus atteints (4000 H, 369 F) 205 assistants sociaux (71H,134F) 83 formateurs (54 H,29F) 57 cadres (12F-45 H) 37 personnels de santé (12 F, 25H)</p> <p>Effectuée à 100%</p>	
<p>Commentaire :</p> <p>En 2022, 854 Femmes et filles, 4195 Hommes et garçons ont modifié leurs attitudes et pratiques liées à la SSR à la suite de leur formation en ESC, dont 78 filles sensibilisées et 22 facilitatrices formées dans 3 établissements de Dar Taliba dans les 3 régions ciblées par l'association Projet SOAR, et 23 formateurs (19F, 4 H) formés.e.s par le Ministère de l'Éducation sur l'ESC.</p> <p>En 2022, une étude d'évaluation sur les formations effectuées par l'association Y-PEER et l'AMPF dans les Dar Taliba a été effectuée dans la région de Fès-Meknès et Marrakech, réalisée dans une approche participative impliquant les responsables des associations, et ceux de Dar Taliba et les filles formées. Cette étude a permis d'avoir une compréhension des volets d'intervention, techniques mobilisées, l'impact et les recommandations recueillis lors des entretiens et des focus group.</p> <p>Selon l'évaluation, 83,56% des filles enquêtées, leurs âges varient entre 15 ans et 18 ans, et 15,71% ont un âge de 15 ans. 72,86 % des filles enquêtées poursuivent leurs études au lycée et 22,86% des filles poursuivent leurs études au collège.</p> <p>Les focus groups et les entretiens menés ont révélé que 100% des filles des Dar Taliba formées ont été motivées de participer aux séances d'orientation et de sensibilisation. En effet, elles ont été désireuses de connaître de nouvelles informations concernant leur vie dont 64,18% ont déclaré qu'elles ont eu la possibilité de s'exprimer librement et ont réussi à modifier leur attitudes et pratiques concernant la SSR et elles considèrent, à la majorité, que les informations acquises lors des sessions et des activités organisées sont très importantes pour leurs comportements quotidiens. Selon les résultats de l'évaluation, les bénéficiaires ont déclaré à 64,18 % avoir apprécié et partagé les informations concernant la thématique de la santé sexuelle et reproductive, déclarant avoir apprécié à 34% l'utilisation des techniques de formation des théâtres interactives, la considérant comme la technique d'intervention la plus appréciée, poursuivie par 14 % qui ont apprécié de faire des présentations PowerPoint elles même en les présentant, et enfin, 11 % préfèrent les techniques de dessins pour partager les connaissances acquises. Selon l'évaluation, sur les 13 thématiques enseignées, 5 thématiques ont été partagées par les filles elles même, 100% des filles ont partagé les informations acquises sur le mariage des mineurs, 38,31% sur l'abandon scolaire, 23,88% sur la propreté intime, 22,39% ont parlé des IST-SDA...</p> <p>Une évaluation de la formation a été effectuée par l'association Projet SOAR, dans les 3 sites. Celles de Douar Laadam attestent que 100% des filles savent que leur valeur est égale à celle d'un garçon, 100% des filles savent gérer leurs règles, 95% des filles connaissent désormais les changements dans leur corps, et 75% des filles connaissent leurs droits. Une évaluation de la formation par les filles effectuée, à El Hajeb, déclare que 100% d'entre elles considèrent qu'elles ont obtenu de la valeur qu'un garçon, 50% d'entre elles craignent de partager leurs rêves avec leur père, 95% d'entre elles ont confiance en elles, 85% d'entre elles ont les outils et ressources nécessaires pour prendre soin de leur santé mentale.</p> <p>En 2022, au niveau des établissements pénitentiaires, 73 assistants sociaux, (22F,71 H), 60 formateurs (10F,50 H) ont participé à la rencontre des formateurs atteignant 4000 jeunes garçons mineurs de camps d'été 2022, 57 cadres (12F, 45 H), et 37 personnels de santé (12F, 25H), 114 Assistantes Sociales femmes en marge du 6ème forum des assistantes sociales formées par le Ministère de la Santé et la Protection Sociale et 198 détenues formées sur l'appui psychologique aux FVV au profit des assistant(e)s sociaux (liés) e et 369 sensibilisées en cascade en marge de la 4ème rencontre sur les femmes détenues organisée par la DGAPR, pour les sensibiliser autour de l'appui psychologique aux FVV par le DGAPR au Centre National des Formations des cadres de Tifelt, PL Berkane, PL Arjrit, PL Toulal 2, PL Beni Mellil.</p>											

<p>Nombre de femmes et de filles, d'hommes et de garçons démontrant une attitude positive vis-à-vis de l'élimination de la VBG</p>	<p>Info non disponible</p>	<p>N/A</p>	<p>192 jeunes (163 G et 29 F)</p>	<p>1 000</p>	<p>28 178 jeunes engagés. Es.t 19000 F + 9178 H</p>	<p>Cumulatif de trois ans : 56364 = 41591 F + 14056 H</p>	<p>2000 jeunes (garçons et filles) engagés. Es dans des actions concrètes pour l'élimination de la VBG</p>	<p>Total de 2022 : 28333 (22555 F, 5778 H) répartis 27435 participants(e)s (6691G, 21744 F) 78 filles SOAR 526 filles atteintes 36 jeunes (20 F,16H) 45 Femmes IPDF 20 filles coachées 10 ISIC (6F,4H) 30 jeunes (17F,13G) 17 jeunes (10F, 7H) 58 étudiants(e)s (37F,21H) 49 (31F,18H) 29(21F, 8H)</p>	<p>La cible a été dépassée de 28 fois</p>
<p>Commentaire : En 2022, 28 333 (22 555F, 5778H) démontrent une attitude positive vis-à-vis de l'élimination de la VBG dont 27 435 jeunes dont 5691 hommes et garçons et 21 744 femmes et filles ont été engagés dans des actions concrètes pour l'élimination de la VBG dans 470 activités organisées dans le cadre de la 20ème campagne impactant 1,5 millions personnes, 78 filles de Dar Talba ont été formées par l'association Project Soar sur l'EG et la SSR, 526 jeunes filles atteintes, âgées entre 18 et 26 ans, en situation de NIET dont 36 filles qui ont été formées pour devenir animatrices sport-santé, par l'association Tibu dans le cadre du renforcement des capacités des jeunes filles en situation de NIET, 45 femmes âgées entre 20 et 60 ans, engagées dans les marches exploratoires par IPDF, 10 jeunes membres (6F, 4 H) journalistes du réseau des jeunes journalistes et des étudiants de l'ISC formés, 30 jeunes (17F,13G) formés.e.s par IPDF et auprès des familles de douars sur les DSSR, VBG et la lutte contre le mariage des mineurs, la violence basée sur le genre dans la région,17 jeunes (07 H, 10 F) participants à l'atelier de concertation entre les spécialistes en autisme et les développeurs de l'application SSR, 58 étudiant(e)s (37F,21 H) de l'EDHH participants à une réunion portant sur la capitalisation des réalisations de 2021 et la modélisation du programme axé sur l'accompagnement des jeunes en situation vulnérable, 29 étudiant(e)s formés.e.s (21F, 8H) sur les modèles d'intervention et d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable, en date du 15 octobre 2022. Cette formation adressée aux étudiant(e)s de l'EDHH s'inscrit dans le programme dédié au rôle des leaders religieux dans la promotion de normes sociales positives chez la jeunesse en vulnérabilité, 49 étudiants(e)s (31F,18 H) participants aux ateliers tenus du 24 au 29 octobre, ayant comme objectif d'engager les jeunes étudiant(e)s dans l'encadrement de leurs pairs. Résultat plus élevé que la cible prévue de 28 fois plus que la valeur cible : Grâce au plaidoyer et à la sensibilisation effectuée par le projet, et à l'impact de la 20ème campagne de CLCV, la campagne a concerné la violence numérique au niveau territorial en dépassant toutes les attentes.</p>									

<p>Commentaires et attitudes améliorées des filles et des garçons en matière d'éducation sexuelle complète dans les établissements scolaires et les établissements de Dar Talba v</p>	<p>Nombre d'enseignants ayant suivi une formation en ESC</p>	<p>Zéro enseignant ayant suivi une formation en ESC</p>	<p>N/A</p>	<p>50 enseignants et 25 formateurs</p>	<p>195 (74 futurs, enseignants et 125 formateurs)</p>	<p>300 enseignants</p>	<p>195 dont (74 futurs, enseignants et 125 formateurs</p>	<p>465 enseignants (e)s (322F-143H) Et 63 formateurs (ce)s (49F-14H)</p>	<p>Cumulatif de trois : Enseignant(e)s 528 (365F, 163H) Inspecteur (ce)s (65F-15H) Formateur (ce)s (87F-45H)</p>	<p>480 enseignants(e)s ayant suivi une formation en ESC et 25 formateurs (ce)s nationaux</p>	<p>46 formateurs (19F,27 H) Répartis 23 formateurs (19F-4H) 23 hommes futurs chefs des établissements scolaires</p>	<p>La cible a été dépassée de 10%</p>
<p>Résultat Immédiat 1.1.1.0 Connaissances et attitudes améliorées des filles et des garçons en matière d'éducation sexuelle complète dans les établissements scolaires et les établissements de Dar Talba v</p>	<p>Nombre d'élèves filles et garçons des écoles, des collèges et des filles résidentes de dar Talba ayant reçu</p>	<p>Zéro</p>	<p>0</p>	<p>400 filles et garçons (avec 50% filles)</p>	<p>115 adoléscentes et 45 éducateurs pairs</p>	<p>115 adoléscentes et 45 formateurs éducateurs pairs</p>	<p>710 filles sensibilisées 76 monitrices formées 17 établissements de Dar Talba</p>	<p>Cumulatif en trois ans : 903 adoléscentes + 121 Formateurs</p>	<p>500 garçons et filles dont 50% des filles</p>	<p>78 filles SOAR</p>	<p>La cible a été dépassé par 80,6%</p>	
<p>Commentaire : En 2022, 46 formateurs (19F, 27 H), le projet a permis de former 23 formateur (ce)s (19F-4H) ont bénéficiés du cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG organisé sur le programme IESSR, dans 3 centres: le 28/11/2022 au centre Régional de Développement et d'Alphabétisation (CRDA) - Ecole 2ème Chance Nouvelle Génération BATHA - Fès, le 02/12/2022 au Centre de la Deuxième chance-Nouvelle Génération Idriss Premier-Marrakech et le 23 et 24 /11/2022 au Centre Association Initiatives : Citoyenneté – Développement – Environnement – Education – Formation – Développement (AICEED), et la formation de 23 futurs hommes chefs des établissements scolaires et surveillants généraux de 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS formés sur l'approche d'éducation par les pairs et habiletés de vie, promotion de l'ESR et l'ingénierie de la formation. Résultat: la cible a été dépassée s. de 10 % plus que la valeur cible : afin de maximiser l'incidence des activités, le projet a dû engager plusieurs partenariats avec la société civile. Cette stratégie a permis d'étendre les activités à plus que le nombre ciblé des bénéficiaires.</p>												
<p>Commentaire : En 2022, 78 jeunes filles âgées de 12 ans à 18 ans ont été sensibilisées dans 3 établissements de Dar Talba ciblés dans les 3 régions du projet sur le changement du comportement à risque en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris le mariage des mineures et les grossesses non désirées, 27 jeunes filles formées à Douar Laadami, par le Projet Soar, 23 jeunes filles formées à Ouarzazate, en partenariat avec la Fédération de la ligue démocratique pour les droits des femmes, et 28 jeunes filles formées à El Hajeb, en partenariat avec l'association Amal pour la femme et le Développement. Le Résultat a dépassé les cibles de 80,6 %. Afin de maximiser l'incidence des activités, le projet a dû engager plusieurs partenariats avec la société civile. Cette stratégie a permis d'étendre les activités à plus que le nombre ciblé des bénéficiaires.</p>												
<p>Aucune évaluation</p>												
<p>Aucune évaluation</p>												
<p>Commentaire : Après l'intégration en 2021 de l'ESC dans les curricula de la 6ème année primaire. En 2023, une étude d'évaluation sera organisée avec les jeunes garçons et filles avec le Ministère de l'Education nationale pour évaluer et mesurer les niveaux d'amélioration des connaissances des jeunes filles et garçons après l'intégration du module ESC dans les curricula du primaire.</p>												

<p>Nombre d'initiatives ayant intégré les habiletés de vie en relation avec l'ESC, en collaboration avec des acteurs gouvernementaux et ONG.</p>	<p>Aucune évaluation</p>	<p>N/A</p>	<p>4</p>	<p>4</p>	<p>6</p>	<p>4</p>	<p>9 initiatives</p>	<p>6</p>	<p>12 initiatives</p>	<p>La cible a été dépassée de 3 fois</p>	
<p>Commentaire : 12 initiatives ont été engagées intégrant les habiletés de vie en relation avec l'ESC, en collaboration avec des acteurs gouvernementaux et ONG en 2023 : 1. Validation de la Stratégie Nationale de la Santé des Adoléscentes et des Jeunes 2022-2030 intégrant l'ESC. 2. 78 filles et 23 animatrices de 3 Dar Talba formées. 3. 30 Kit Thilik imprimés. 4. Généralisation de la 1ère plateforme en ligne, dédiée à la gestion des activités de vie scolaire des 12 AREF. 5. MOOC intégrant 50 capsules vidéo en relation avec la promotion de l'ESR, développés. 6. Intégration des composantes de l'éducation à la SSR dans les curricula du cycle primaire. 7. 23 formateurs (19F, 4H) et 20 bénéficiaires (13F, 7 H) formés dans le cycle de formation des formateurs des centres E2C-NG. 8. Kit pour formateurs et Kit pour pairs-formateurs sur ESSR, et syllabus pédagogiques pour la mise en œuvre de deux modules sur l'ESR spécifiques aux centres E2C-NG. 9. 23 futurs chefs des établissements scolaires et surveillants généraux de 9 CRMEF de MS- BMK-SM-CS formés sur l'approche d'éducation par les pairs et promotion de l'ESR. 10. Etude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée. 11. Etude sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives réalisées. 12. 53 femmes détenues formées et 384 participantes à des activités de sensibilisation sur VGB et SSR. Le Résultat a dépassé les cibles de 3 fois. Afin de maximiser l'incidence des activités, le projet a dû engager des partenariats avec les ONG, ce qui a permis d'engager plus d'initiatives que prévu.</p>											
<p>Nombre de participants (H/F, filles / garçons) dans les rencontres grand public relatives aux DSSR et sur les normes sociales discriminantes envers les femmes et les filles, organisées par les OSC /ODDF dans les régions ciblées</p>	<p>0</p>	<p>2050</p>	<p>1500</p>	<p>Plus de 239 000 (en présentiel et virtuel)</p>	<p>1000</p>	<p>Plus de 241 000 jeunes, adolescents et adultes</p>	<p>5 714 656 personnes atteintes par des événements grand public en ligne et off ligne</p>	<p>6 955 656</p>	<p>500 H 1000 F 500 G 500 F</p>	<p>La cible a été dépassée de plus que les cibles prévues</p>	
<p>Commentaires : En 2022, 3 millions de personnes ont été atteintes par 8 campagnes grand-public pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la déconstruction des normes discriminantes : • 1,5 millions de personnes impliquées dans la 20ème campagne nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles sous le thème « Tous pour un espace numérique responsable et sécurisé pour les femmes et les filles ». • 372 activités organisées dans les différentes régions avec l'implication des acteurs du pôle social, l'entraide nationale, l'agence de développement social, l'institut national du travail social, avec l'implication de 1550 instances de gouvernance, 460 OSC/ODDF de la société civile, 199 secteurs publics, 53 instances électorales, instances territoriales, 33 universités, 599 universitaires, 3000 personnes atteintes par la campagne d'implication des pharmaciens dans le self-care en matière de SSR. • 532 femmes sensibilisées par la caravane organisée impliquant 184 femmes à Errachidia, 168 impliquées à Larache et 180 à Oujda dans le cadre des 16 jours d'activisme. • 1031 personnes atteintes par la campagne digitale de la 2ème édition de la campagne FARAH que le Consortium DSSR a lancé en s'alliant avec les 7 OSC partenaires de ce projet durant les 16 jours d'activisme sur le thème "Caravane de lutte contre les grossesses non intentionnelles". • 15 500 personnes atteintes par la campagne digitale sur l'hygiène menstruelle lors de la célébration de la Journée mondiale des menstruations sous le prisme de l'égalité et du libre choix, avec une forte implication de plus de 7 départements ministériels, du CNDH, d'universités, le secteur privé et la société civile. • 90 000 personnes atteintes, impliquant 55 personnalités à la campagne lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, intégrant les partenaires du projet. • 2000 personnes impliquées dans la campagne de sensibilisation à mitchli sur la lutte contre la VBG, auprès des familles de douars sur les DSSR. • 28 000 personnes atteintes directement ou indirectement sur les autres réseaux sociaux, dont 3000 informées et sensibilisées sur la plate-forme Clubhouse. • 300 000 personnes atteintes par la vidéo des réalisations du projet AMC. • 1 millions dans les activations digitales sur les Stories des 16 jours d'activisme 29000, Stories Contraception day : 32900., Stories Youth day : 45144., Stories Miwifery : 7200 Le Résultat a dépassé les cibles de 200 fois de plus que les cibles prévues. Le projet a institutionnalisés des campagnes digitales annuelles permettant de dépasser les cibles.</p>											

<p>Résultat immédiat 1.1.2.0</p> <p>Sensibilisation accrue à l'échelle nationale, des femmes et des filles, des hommes et des garçons sur les droits à la SSR et sur les normes sociales</p>	<p>Nombre de décideurs sensibilisés sur les DSSREG</p>	<p>0</p>	<p>15</p>	<p>10</p>	<p>25</p>	<p>491 décideurs ont participé à des actions de sensibilisation</p>	<p>En 2021 :521 (119F, 402H) En 2022 :214 F, 189 H Cumulatif en trois ans : 452F+591H</p>	<p>En 2022 :403(214 F,189 H) Répariti 6 Ministres (1F,5H) 3 Président Es de Régions (1F,2H), 27 ambassadeurs (10F,17H),100 (32F,68H) 150 (95 F,55 H), 25 (5F,20H) 80 (60F,20H),7 parlementaires</p>	<p>La cible a été réalisée 100 %</p>	
<p>Commentaire : En 2022, un total de 403 décideurs répartis en 214 Femmes et 189 Hommes a été sensibilisé sur la DSSR et EG dans différentes manifestations, réunions et campagnes durant l'année 2022 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 6 Ministres (1F, 5H), 3 Président. Es de Régions (1F, 2H), 27 ambassadeurs. Es (10F, 17H), Président CESE, Présidente de l'association des régions, 100 Personnalités (32F, 68H) dont le Délégué Général de la DSGAPR, le ministre de la Justice, le ministre de la Solidarité, de l'insertion sociale et de la Famille, la Présidente du CNDH, le Secrétaire Général de la RMO, des universitaires, des personnalités, des artistes et des sportifs, des médias et ONG, 150 responsables (95F, 55H) participants au lancement de la 20ème campagne de LCVEF, composée des membres du corps diplomatique, d'acteurs de la société civile et d'universitaires, le Wali chargé de la coordination de l'INDH, la Coordinatrice de la déclaration de Marrakech, l'Ambassadrice du Canada, le représentant de l'UNFPA, la Représentante de l'ONU femmes, le Président de la commission nationale de contrôle de caractère personnel , le Secrétaire Général de l'ONDH , le Secrétaire Général de l'ONDH , le Secrétaire Générale de l'UNFM, le Secrétaire Générale de l'ODECO, les représentants de la DGSN et la Gendarmerie Royale dans le 55 personnalités participant à la campagne lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, le 14 février, nommée "I don't", 7 parlementaires femmes participants à la Célébration de la Journée Internationale de la sage-femme, 25 responsables (5F, 20H) participants à la réunion de présentation et de discussion des 14 protocoles thérapeutiques, présidée par le Ministre de la Santé et de la Protection Sociale, le Vendredi 20 janvier 2023, en présence du Secrétaire Général du Ministère, le Chef du Cabinet du Ministère, le Directeur Général de l'ANAM, les Directeurs des Centres Hospitaliers Universitaires, le représentant de l'Ordre National des Médecins, les Coordinateurs des groupes de travail thématiques ainsi que les Directeurs et responsables de l'Administration Centrale du Ministère, le Président de la Société Marocaine des Sciences Médicales accompagné de plusieurs experts. 80 décideurs (60F, 20H) participants à la célébration de la journée mondiale de la population, avec le passage de la population mondiale à 8 milliards de personnes, le 5 juillet : la ministre de la Famille, Mme l'ambassadrice du Canada, le représentant de l'UNFPA, le doyen de la FSJES Souissi et ONG, 12 ambassadeurs ou leurs représentants, dans la rencontre des jeunes avec le 25 octobre en présence de l'Ambassadrice du Canada, l'Ambassadeur du Danemark, l'Ambassadeur de l'Espagne, l'Ambassadeur du Mexique, l'Ambassadeur de la Suisse, l'Ambassadeur de la Corée, le Représentant de l'ambassadeur de la France, l'Ambassadeur d'Allemagne, l'Ambassadeur de la Belgique, l'Ambassadeur de l'Union Européenne, le Représentant de l'Ambassade de l'USA, l'Ambassadeur de la Suisse, le Représentant de l'Australie. 										

<p>Résultat immédiat 1.1.3.0</p> <p>Connaissances et compétences améliorées des responsables de l'éducation islamique (morchidates)</p>	<p>Nombre de morchidates (femmes) et d'oulémas (hommes) formés</p>	<p>0</p>	<p>294 Morchidates</p>	<p>0</p>	<p>300</p>	<p>294 Morchidates</p>	<p>390 acteurs religieux formés</p>	<p>En 2021 :684 acteurs religieux (163 F, 521 H) + En 2022:(138F, 90 H) = Cumulatif en trois : 301F, 611H= 912</p>	<p>273(90H, 138 F) / 37F) 29 étudiants(e)s (8H /21F) 49 étudiants(e)s (18H/ 31F) 15 étudiants(e)s (8H/ 10F) 15 étudiants(e)s (8H/ 10F) 19 étudiants(e)s (8H/ 11F) 20 adoule(s) (12F et 8H) 23 adoule(s) (17H et 6F)</p>	<p>La cible des morchidates a été dépassé par 0,33 % et la cible des Oulémas a été dépassé par 103 %</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------	----------	------------------------	----------	------------	------------------------	-------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Connaissances et compétences améliorées des responsables de l'éducation islamique (morchidates)</p>	<p>Niveau d'amélioration des connaissances des morchidates (femmes) et d'oulémas (hommes) en matière de droits sexuels et reproductifs et d'égalité des genres</p>	<p>N/A</p>	<p>Satisfaisant</p>	<p>Evaluation n'a pas été faite</p>	<p>Satisfaisant</p>	<p>Evaluation non réalisée</p>	<p>Evaluation non réalisée</p>	<p>Satisfaisant</p>	<p>Evaluation</p>	<p>La cible a été réalisée à 100 %</p>
<p>Commentaire : En 2022, 237 acteurs religieux ont été formés (90 H, 138 F) des étudiants de Dar El Hadith Al Hassania sur les modèles d'intervention et d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable, ainsi que l'encadrement de leurs pairs dans des ateliers de formations interactives, des ateliers ludiques (théâtre, caricature et photographie), également, 20 Adoule(s) (12 F-8 H) formé(e)s par la Branche Souss Massa de l'AMPF, sur le livret en vue de les convaincre à adopter la thématique des DSSR et transmettre des messages positifs en SSR/PPF. Résultat : La cible des morchidates a été dépassée de 100 % et la cible des Oulémas a été dépassée de 103 % car le projet a conclu un partenariat avec la RMO et DHH, ce qui a facilité l'atteinte des résultats.</p> <p>Commentaire : La RMO a effectué une étude qui vise l'évaluation des compétences psychosociales, et méthodo-cognitives des éducateurs Pairs et Oulémas Relais (femmes & hommes) formés en matière de la santé sexuelle et reproductive (SSR) et d'égalité de genre durant trois ans, de 2019 à 2023. L'étude a ciblé 900 jeunes acteurs de la Rabta Mohammadi des Oulémas, dans toutes les régions du Maroc. Selon l'analyse des réponses des questions figurant dans le questionnaire, il s'avère que 96% des Oulémas Relais et les Educateurs Pairs sont satisfaits de l'amélioration de leurs compétences pour la sensibilisation à la violence, considèrent qu'ils sont « bien outillés d'une série de connaissances scientifiques valides relatives à la SSR et ses différentes composantes », 65% des jeunes éducateurs pairs et des oulémas relais déclarent qu'ils arrivent à influencer les jeunes qu'ils sensibilisent suite aux séances de sensibilisation , 46% d'entre eux ont utilisé des supports et outils acquis lors des formations lors des séances de sensibilisation. Selon l'analyse des réponses, 71% des Oulémas Relais et les Educateurs Pairs sont satisfaits de la pédagogie de formation qui faisait appel à la participation active de chacun, 45% sont complètement satisfaits de la pertinence de la documentation remise lors des formations, 67% des Oulémas Relais et les Educateurs Pairs jugent de que la durée des formations pour consolider leurs acquis en SSR est très suffisante, 57% jugent que les formations sont complètement adéquates à leurs attentes, 74% des Oulémas Relais et les Educateurs Pairs jugent que les quantités des apports des formations est sont trop fortes, 83% déclarent que les enseignements tirés et en pratique après la formation sont importants, 33% des bénéficiaires déclarent que le thème SSR est entre 75% et 100% et présentent une utilité pour leur mission de sensibilisation et le thème de SSR est entre 50% et 75% présentent une utilité pour leur mission de sensibilisation.</p>										

<p>RÉSULTAT intermédiaire 1.2.0.0</p> <p>Efficacité accrue du système national de santé en matière de politiques et de services axés sur les droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, la non-violence et l'égalité des genres</p>	<p>PN de santé LCV à l'égard des EF</p>	<p>3</p>	<p>1</p>	<p>1</p>	<p>2</p>	<p>10 mesures</p>	<p>Cumulatif en trois ans 23 initiatives</p>	<p>3</p>	<p>13 mesures</p>	<p>La cible a été dépassé de 76,9%</p>
<p>Commentaire : En 2022, 13 mesures ont été mise en oeuvre par le système de santé en matière de DSSR et de lutte contre les VBG dans les politiques et dans l'offre de services : 1. Circulaire du ministre de la Santé sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins, 2. 14 protocoles thérapeutiques adoptés sur l'harmonisation des pratiques professionnelles et l'amélioration de l'accès à la SSR, 3. Convention nationale de l'ANAM concernant des mesures pour un accès équitable aux services de la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales, 4. Référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR qui intègre des prestations en SSR offerts dans une unité dédiée à la SSR au niveau des ESSP, 5. Unité SSR intégrant l'offre des prestations intégrées en SSR, 6. Livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires, 7. Formation de 110 Assistantes Sociales femmes, points focaux des Unités intégrées de Prise en charge des Femmes et Enfants Victimes de violence, 8. Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès, 9. Evaluation à mi-parcours de l'approche self-care dans la phase pilote ; 10. Campagne de sensibilisation lancée au profit des officines pharmaceutiques afin de mettre en valeur la couverture contraceptive, 11. Convention de partenariat signée par TOPALS, UNFPA et la SMVAO pour la protection et la promotion de la santé des femmes en âge de procréer, 12. Mise en place d'une instance de Gouvernance en SSR présidée par le ministre de la Santé et la Protection Sociale, 13. Conférence internationale sur la promotion des méthodes contraceptives et l'analyse de stratégies innovantes visant à atteindre le 3ème résultat transformateur. Résultat : la cible a été dépassée de 76%. Afin de maximiser l'impact des activités et mitiger les risques de la COVID le projet a dû engager plusieurs partenariats avec la société civile. Cette stratégie a permis d'engager plus de mesures que prévu.</p>										
<p>Mesures mises en place pour améliorer le degré de prise en compte des Droits de DSSR, besoins et intérêts des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les politiques et programmes de santé</p>	<p>80 % des ESSP disposant d'au moins trois méthodes de contraception moderne</p>	<p>100%</p>	<p>100%</p>	<p>Acquisition de 1008 implants</p>	<p>Maintien 100% et appui pour méthodes de longue durée</p>	<p>100%</p>	<p>100%</p>	<p>100 % des établissements des zones du projet disposant d'au moins trois méthodes contraceptives</p>	<p>Introduire des méthodes de longue durée : implant, injectable sous-cutané</p>	<p>La cible a été atteinte à 100%</p>
<p>Commentaire : En 2022, une évaluation à mi-parcours de la Phase Pilote de l'introduction de la Contraception Injectable Sous Cutanée par la Médroxy Progesterone Acétate (DMPA) a été effectuée. En 2022, 17 mesures ont été prises pour améliorer le degré de prise en compte des Droits de DSSR, des intérêts et des besoins différenciés des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les politiques et programmes de DSSREG notamment : 1. Circulaire du ministre de la Santé sur le dépistage et la prise en charge du diabète gestationnel au niveau des Établissements de Soins, 2. 14 protocoles thérapeutiques adoptés sur l'harmonisation des pratiques professionnelles et l'amélioration de l'accès à la Santé Sexuelle et Reproductive, 3. Convention nationale de l'ANAM concernant des mesures pour un accès sûr aux services de santé et la SSR à travers l'harmonisation des pratiques médicales, 4. Référentiel d'organisation et de fonctionnement SSR qui intègre des prestations en SSR offerts dans une unité dédiée à la SSR au niveau des ESSP, 5. Unité SSR intégrant l'offre des prestations intégrées en SSR, 6. Livret éducatif en SSR durant le cycle de vie pour l'usage des prestataires, 7. Formation de 52 enseignants(e)s des ISPTS de Fès et de Marrakech formés en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG, 8. Formation de 21 pharmaciens (16F, 5H) formée. s pour élargir l'accès aux contraceptifs injectables DMPA-SC aux pharmacies de la région RSK, 9. 114 participants, (96F, 18H) formée. s en E-learning, dont 38 internationaux, organisée en collaboration avec l'Ecole Nationale de l'Ecole Publique, 10. Plan Opérationnel de mise en oeuvre du paquet essentiel de services de la SSR, dans les établissements pénitentiaires, 11. Formation de 110 Assistantes Sociales femmes, points focaux des Unités intégrées de Prise en charge des Femmes et Enfants Victimes de violence, 12. Organisation des comités régionaux d'audit confidentiel permettant aux professionnels du domaine de la santé d'analyser les causes du décès, 13. Formation de 52 enseignants(e)s des ISPTS de Fès et de Marrakech formés en matière de paquet de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG, 14. Evaluation à mi-parcours de l'approche self-care dans la phase pilote. 15. Campagne de sensibilisation lancée au profit des officines pharmaceutiques afin de mettre en valeur la couverture contraceptive, 16. Convention de partenariat signée par TOPALS, UNFPA et la SMVAO pour la protection et la promotion de la santé des femmes en âge de procréer, 17. Conférence internationale sur la promotion des méthodes contraceptives et l'analyse de stratégies innovantes visant à atteindre le 3ème résultat transformateur. Résultat : la cible a été dépassée de 6 fois de la valeur cible : Capitalisant sur les efforts déployés depuis la période du Covid-19 pour investir davantage dans les Droits et les besoins spécifiques des femmes et filles.</p>										

Nombre d'établissements ayant intégré l'approche multidimensionnelle pour la préparation des jeunes et des couples en matière de DSSR/EG dans une des régions ciblées	0	0	0	0	5	0	1 établissement	1 établissement	5	5	La cible a été réalisée à 40 %
Résultat immédiat 1.2.2.0 Capacités améliorées du système de santé à introduire des innovations pour la responsabilisation des hommes et des jeunes garçons dans la prévention, la prestation de services et l'éducation des pairs en matière de DSSR, d'égalité des genres et de masculinité positive et inclusive	0	N/A	0	0	0	0	7796 hommes et jeunes garçons impliqués	500	En 2022 : 8296 Cumulatif de trois ans : 18339	CUMUL 2022/ 11 formateurs 5 autistes 71 assistants sociaux 50 hommes 4000 mineurs 68 personnes 47 étudiants 18 étudiants 8 Adouls 5 pharmaciens 17 hommes 47 garçons	La cible a été dépassée de 36 fois
<p>Commentaire : En 2022, en préparation à l'intégration de l'approche multidimensionnelle, une Convention de partenariat signée entre UNFPA, l'Association Marocaine de Planification Familiale et l'Ordre National des Adouls au Maroc portant sur l'habilitation des jeunes au mariage.</p>											
<p>Commentaire : En 2022, 10.043 hommes et jeunes garçons ont été impliqués dans différentes activités et initiatives comme ce qui suit : 1. 11 formateurs hommes et bénéficiaires du cycle de formation des formateurs des centres EZC-NG organisé sur le programme I'ESSR, 2. 5 hommes autistes formés, sous le thème de renforcement de capacités des acteurs pour l'inclusion des personnes autistes, 3. 71 assistants sociaux hommes des établissements pénitentiaires et 12 cadres de la DGAPR dont 12 hommes ont été formés par le DGAPR, 4. 50 hommes ont participé à la rencontre des formateurs de camps d'été 2022. 5. 4000 jeunes mineurs sensibilisés durant le camp d'été de la DGAPR, 6. 68 personnes hommes, prenant part à la 4ème rencontre nationale en faveur des femmes détenues, 7. 5691 hommes et garçons participant aux activités du pôle social du ministère de la Famille dans la 20ème campagne de LCVF, 8. 47 étudiants de l'EDHH, formés sur les modèles d'accompagnement de la jeunesse en situation vulnérable, 9. 18 étudiants et acteurs religieux ont visité l'Institut National de l'Action Sociale, la DGAPR, CMVI 10. 8 Adouls hommes formés, par la Branche Souss Massa de l'AMFF sur la DSSR ; 11. 5 pharmaciens formés et 23 pharmaciens d'offices Marocains participants au questionnaire en ligne avec Google Forms sur les méthodes contraceptives, 12. 17 hommes participant à la présentation d'étude sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, présentée par le CNDH et l'UNFPA, 13. 47 garçons et hommes dans la conférence sur la violence numérique, à l'Institut National Action Sociale, 14. 5 jeunes défenseurs des droits de l'Homme des 11 régions du Royaume du Maroc formés dans une 4ème session de formation organisée par le CNDH, Le Résultat a dépassé les cibles de 36 fois plus que la valeur cible : afin de maximiser l'incidence des activités, le projet a dû engager plusieurs partenariats avec la société civile. Cette stratégie a permis de former plus de bénéficiaires.</p>											
Nombre de filles / garçons fréquentant les espaces jeunes basés sur l'approche pour les droits des filles.	0	0	50	41	400	41	0	0	0	300	La cible a été réalisée à 40 %
<p>Commentaire : L'année 2022 a connu la validation et la diffusion du nouveau modèle de fonctionnement des espaces santé de jeunes, lors d'une rencontre multisectorielle en présence des médecins chef de ces structures et les organisations de la société civile partenaire du ministère de la santé, et les départements gouvernementaux œuvrant en faveur des jeunes. L'objectif de ce modèle de fonctionnement est de renforcer l'accès des jeunes et d'améliorer la qualité des services de santé au niveau des ESJ ainsi que le développement et la validation du Cadre Normatif et du mode de fonctionnement des Centres Médico-Universitaires, en concertation avec les acteurs concernés, notamment le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et l'Office National des Œuvres Universitaires, Sociales et Culturelles.</p>											

Résultat immédiat 1.2.3.0 Capacités améliorées du système de santé à prévenir, traiter et réduire les violences basées sur le genre liées aux DSR (violences conjugales, grossesses non désirées, avortements clandestins, violences en situation de grossesse de santé de la région pilote)	0	0	300	1470	2 actions pour une meilleure qualité des PEC des FFVY.	1470	1899	500	En 2021 : 3 369 Cumulatif en trois ans : 5360	EN 2022 1991	La cible a été dépassée de 10 fois
Mesures mises en place pour améliorer la qualité des services essentiels sanitaires et psychosociaux offerts dans la PEC des FV au niveau des établissements de santé dans les régions ciblées (choix de la région de Marrakech Safi (pilote))	0	N/A	1	3	2	3 mesures	5 mesures	8 mesures	13 mesures	5 mesures	La cible a été dépassée par 62,5 %
<p>Commentaires : En 2022, 5 mesures ont été mises en place pour améliorer la qualité des services essentiels sanitaires et psychosociaux offerts dans la PEC des FV notamment : 1. 52 enseignants/le permanent(s) des ISPTS de Fés et de Marrakech formés en matière de paquets de services essentiels de prise en charge des victimes de la VFG, avec le « Kit de formation de base en matière de prise en charge et de lutte contre la violence fondée sur le Genre à l'encontre des femmes et des enfants pour les professions de la santé ». 2. Small Private Open Courses, programme de formation à distance digitalisée en faveur des EMF partenaires sur le PSE. 3. Finalisation des deux modules du DMU Dispositif minimum d'urgence des formateurs et participants adaptés au contexte marocain. 4. Elaboration du Plan Opérationnel de mise en œuvre du paquet essentiel de services de la SSR au niveau de la DGAPR. 5. 71 assistants sociaux, 112 Assistantes Sociales femmes et 17 détenues formées sur l'appui psychologique aux FV au profit des assistant(e)s sociaux (alés) par la DGAPR. Résultat : la cible a été dépassée de 62 % de plus que la valeur cible : Le nombre a stagné après la crise COVID qui a exacerbé la situation des FV nécessitant la mise en place de mesures pour améliorer l'accès aux services essentiels sanitaires</p>											
RÉSULTAT Intermédiaire 1.3.0.0 Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et la redevabilité des politiques et des services publics	0	3	4 (2 associations, 1 consortium et un réseau)	5	4 (2 associations, 1 consortium et 3 nouveaux réseaux)	100 organisations	10	En 2021 : 105 OSC/ODDF En 2022 : 761 OSC/ODDF Cumulatif en 3 ans : 866 OSC/ODDF	En 2022 : 761 OSC 13 OSC/ODDF 13 acteurs/ices 460 OSC/ODDF 17 OSC/ODDF 135 associations 12 associations 25 associations 21 OSC/ODDF 4 acteurs/ices 6 OSC	La cible a été dépassée par 86 fois	
<p>Commentaire : En 2022, 761 OSC/ODDF ont fait progresser les DSSR par un appui direct du projet notamment : - 13 OSC/ODDF participants à la présentation de l'étude validée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, présentée par le CNDH et l'UNFPA, - 13 acteurs/ices associatifs pour identifier les supports d'élaboration du STOC basé sur les types de violences, intervention intersectionnelle, - 460 OSC/ODDF de la société civile, impliqués dans la 20ème campagne, - 17 OSC/ODDF pour la Présentation du rapport de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale 2022, - 6 OSC/ODDF ont créé un réseau nommé « Union associative de la jeunesse marocaine pour la protection des droits de l'Homme » pour travailler sur le rapport parallèle de l'UPR, - 135 OSC/ODDF mobilisés, 5 ONG dans différentes régions du Maroc ont élaboré 5 rapports parallèles de l'ÉPU, dont 33 OSC/ODDF mobilisés par l'association Asticide, le 4-5 mars à l'Hôtel Mercure Nador, 49 OSC/ODDF mobilisés par la coalition ISRAR, à 33 OSC/ODDF mobilisés par l'association la FIDDF, - OSC/ODDF mobilisé par l'association le CEDH, dans le séminaire de présentation du rapport de l'ÉPU, le 31 mars 2022, - 12 associations de Fés formées dans une formation des formateurs à l'utilisation du guide, - 21 OSC/ODDF participants à la campagne l'DONT lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants, - 25 associations participant à l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer auprès de décideurs-ses pour une intégration des revendications IPDF sur les PDR, PDP et le PAC, - 4 associations et partenaires sont impliqués dans la mise en œuvre de l'activité club house, - 43 acteurs/ices associatifs participants au séminaire organisé par le réseau Anaruz en collaboration avec le Comité Régional des Droits Humains de D'raa-Tafilalet, Résultat : la cible a été atteinte de 86 fois plus que la valeur cible : L'engagement de certains réseaux groupant plus qu'une trentaine d'associations a permis de dépasser la cible prévue.</p>											

Nombre de lois, de politiques et de stratégies nationales adoptées relatives à la mise en place et au renforcement des DSSR (ex : Plan d'Action Conjoint 2022-2026 entre le ministère de la Santé et de la Protection Sociale et le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation. La cible a été dépassée de 3 fois de la valeur cible	02. Existence de la loi 103-13 Code de la famille avec insuffisance (mariage des mineurs)	0	0	0	1	1	0	2 stratégies	Cumulatif en trois ans : 3	2	1	La cible a été dépassée de 3 fois
<p>Commentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'année 2022 a connu l'adoption de 5 des lois et politiques publiques suivantes : Validation finale de la Stratégie Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes (y compris ESC) qui sera lancée en 2023. Plan d'Action Conjoint 2022-2026 entre le ministère de la Santé et de la Protection Sociale et le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation. <p>La cible a été dépassée de 3 fois de la valeur cible</p>												
<p>Nombre d'actions de plaidoyer auprès des décideurs (législatifs et exécutifs) organisées par les OSC/ODDF</p> <p>Résultat immédiat 1.3.1.0</p> <p>Capacités des OSC faibles nationales et régionales, des organisations/collectifs féminins et des parlementaires renforcées en matière de plaidoyer pour des réformes légales et des services adéquats en matière de DSSR (mariages précoces, légalisation de l'avortement, violences liées aux DSSR)</p>	<p>0</p>	1	1	1	1	1	2	2	12 actions de plaidoyer	5	35 actions	La cible a été dépassée de 9 fois
<p>Commentaires :</p> <p>En 2022, le projet a permis d'appuyer 35 actions de plaidoyer auprès des décideurs organisées par les OSC/ODDF :</p> <ol style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour la lutte contre le mariage des mineurs et l'analyse des jugements octroyés par les juges en faveur du mariage des mineurs ; Plaidoyer pour l'élaboration de stratégies visant la sensibilisation sur la précarité menstruelle et la promotion de l'éducation et la sensibilisation à la SSR Conférence de présentation du mémorandum relatif au mariage des mineurs élaboré par le réseau Anaraz avec les parlementaires, Rencontre de concertation avec le Président de l'arrondissement Fès-Agdal et Médina sur l'intégration du genre dans la planification territoriale, Elaboration d'un guide d'intervention sur la violence économique élaboré par l'IPDF auprès des acteurs concernés, Plaidoyer pour la réforme du Code de la famille par l'OMDH, Plaidoyer pour la professionnalisation de la profession des sages femmes, Question parlementaire adressée au ministre de la Santé concernant l'adoption du décret concernant la professionnalisation de la profession des sages femmes, Plaidoyer pour l'intégration des injections sous cutanées dans les méthodes de contraception de longue durée, Elaboration de 3 rapports parallèles de l'IEPU et participation des jeunes à la 41ème pré-session et session de l'IEPU à Genève, Conférence de presse pour la présentation des rapports parallèles des OSC/ODDF concernant l'IEPU, Présentation des recommandations du rapport de l'IEPU par les jeunes et les OSC/ODDF à 12 ambassadeurs au Maroc, Conférence de promotion des méthodes contraceptives entre le Maroc et le Sénégal pour supporter les droits des femmes, en matière de SSR, Elaboration d'un mémorandum par l'IPDF pour l'intégration de la dimension genre dans la planification territoriale, Outils de plaidoyer pour l'intégration du genre dans le Plan d'Action Communal de Fés, IPDF a enrichi leur argumentaire en vue d'un plaidoyer auprès des élus-es Campagne d'implication des pharmaciens dans le self-care avec l'élaboration et production d'une capsule pour promouvoir les différentes méthodes contraceptives disponibles, Développement, production et distribution d'outils d'information destinés aux pharmaciens dans l'objectif de promouvoir les différentes méthodes contraceptives disponibles, 532 femmes sensibilisées par la caravane organisée à Errachidia, Larache et Oujda visant la sensibilisation sur les mariages des enfants, la SSR et la protection sociale des FVVO, Campagne digitale lancée par le Consortium DSSR en s'alliant avec les 7 OSC partenaires pour la lutte contre les grossesses non intentionnelles, Participation de 9 jeunes autistes aux émissions RadioTV pour promouvoir la capacité juridique des jeunes autistes au Maroc, Convention de partenariat signée par l'OPALS, UNFPA et la SMVAO pour renforcer l'accès au self-care en matière de SSR, 2 tables rondes organisées par IPDF, FSJES de Fés, le Conseil Régional des Notaires sur le rôle des notaires, les Adouls et les banquiers dans la prévention des violences économiques, Convention de partenariat signée entre l'AMPFF et le conseil des Adouls pour renforcer leurs connaissances sur la SSR, 21 OSC/ODDF du projet participants à la campagne l'DONT' lancée par UNFPA au Maroc pour éradiquer le mariage d'enfants , Campagne de sensibilisation à l'Inchil sur la lutte contre la VBG, Célébration de la journée internationale de la sagefemme par AMSF et ANSF pour un plaidoyer sur l'arsenal législatif et réglementaire de la profession Sage-femme au Maroc, Célébration de la journée internationale de la jeunesse pour encourager l'expression chez les jeunes à travers des approches innovantes sur la SSR, Célébration de la journée internationale de la femme à travers l'organisation des séminaires avec les ODDF pour la présentation des rapports parallèles de l'IEPU, Célébration de la journée mondiale de la population, avec les ODDF pour construire un monde où les droits et l'accès au développement durable sont une réalité pour toutes et tous, Jeunes membres du réseau des jeunes journalistes et des étudiants de l'ISIC formés sur les concepts de la SSR et l'IEG, 30 femmes formées par le réseau Anaraz avec le CRDH de Drâa-Tafilalet, au sein des coopératives sur le cadre juridique et institutionnel des droits humains des femmes, Nouveau modèle de sensibilisation d'information et d'accompagnement des filles à travers des activités de proximité basées sur l'approche sportive, Initiative au club house pour la sensibilisation par pairs, menée par YPEER Morocco, en faveur des jeunes pour renforcer leurs connaissances en matière de droits à la SSR, Programme de sensibilisation par le sport, dans 3 régions du Maroc au sein de 12 Dar Talba, Jeu de société éducatif sur la santé et le bien-être pour les jeunes, développé en 2021 pour les mineurs détenus, utilisé par l'AMPFF dans ses centres. <p>Le Résultat a été dépassé de 9 fois plus que la valeur cible : Les partenaires ayant développé différentes actions de plaidoyer.</p>												

Nombre de mesures prises par les décideurs pour donner suite au plaidoyer exercé par les décideurs pour donner suite au plaidoyer exercé par les OSC/ODDF	En 2022, 22 mesures prises par les décideurs pour donner suite au plaidoyer exercé par les OSC/ODDF :	0	0	1	1	1	1	1	8 actions	Cumulatif 3 ans : 22 Actions de plaidoyer	3	14 actions de plaidoyer	La cible a été dépassée de 7 fois
<p>Nombre d'actions de plaidoyer et/ou d'élaboration de mémorandum conduites par les OSC/ODDF sur l'évaluation des politiques liées aux DSSR et l'IEG</p>	<p>Commentaire :</p> <p>En 2022, 14 actions de plaidoyer et/ou d'élaboration de mémorandum conduites par les ODDF sur l'évaluation des politiques publiques liées aux DSSR et l'IEG :</p> <ol style="list-style-type: none"> Mémorandum sur le mariage des mineurs, Formation de sensibilisation Errachidia sur la Moudouwana et la loi 103.13, Production d'un livret des témoignages YPEER sur le rôle des éducateurs (trices) par(e)s dans le changement social en matière de la DSSR et l'engagement civique des jeunes, Développement d'un livret éducatif en SSR durant le cycle de vie visant le renforcement des composantes de la SSR et afin de mettre en exécution les directives sur la ESSR, Digitalisation du livret "Habilitation des jeunes au mariage" destiné à la prévention des jeunes contre les risques liés à la SSR et VBG et la sensibilisation des Adouls(e)s, Etude de conformité et recensement des concepts de l'ESC dans les curricula du cycle secondaire effectuée, organisée par la Direction du Curricula, acteurs clés et des OSC/ODDF, Etude sur les critères de classification des établissements scolaires comme institutions inclusives, Etude validée par le comité de pilotage composé de l'ONDH, en partenariat avec l'UNFPA, TUNICEF et l'ONU Femmes, sur l'étude sur le mariage des mineures, Etude présentée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, par le CNDH, Mini étude analytique et critique concernant l'analyse des PDR, PDR, à l'épreuve des 3 résultats transformateurs, Mise en page du guide élaboré et validé par le comité scientifique du CNDH en avril 2022, Kit de formation dirigé vers les jeunes adolescentes mal desservies sur l'autonomie corporelle suivant une approche basée sur les droits humains des femmes et des jeunes filles, 5 OSC/ODDF impliquant 135 OSC/ODDF qui ont élaboré des rapports parallèles de l'IEPU incluant une analyse sur les avancées en matière de DSSR et égalité genre, Mémorandum pour la garantie des droits de la femme et de la jeune fille à la santé dans le plan d'action communal de la ville de Fés. <p>Résultat : la cible a été dépassée de 7 fois plus que la valeur cible : Les partenaires ayant développé différentes actions de plaidoyer, les partenaires ayant développé actions de plaidoyer.</p>												

Résultat immédiat 1.3.2.0	Nombre des OSC/ODDF faisant progresser les DSSR et EG	0	6	18	2	18	11	En 2021 : 30 En 2022 : Cumulatif en trois ans	20	Cumul en 2022 141 135 6 associations	La cible a été dépassée de 8 fois
Connaissances et compétences améliorées des organisations de la société civile dans l'évaluation des politiques publiques relatives aux DSSR et à l'EG sous l'angle de la redevabilité gouvernementale.	<p>Commentaire : En 2022, 141 OSC ont progressé les DSSR et EG</p> <ul style="list-style-type: none"> - 135 OSC/ODDF impliqués par 5 OSC/ODDF élaborant des rapports parallèles de l'ÉPU incluant une analyse sur les avancées en matière de DSSR et égalité de genre, intégrant 49 OSC/ODDF impliqués par la Fédération de la ligue démocratique des Femmes du Maroc. - 33 OSC/ODDF impliqués par l'association Astitude, 22 OSC/ODDF impliqués par le CEDHD, 5 politiques publiques sous l'angle SDR et l'angle SDR et EG - Création de l'Union marocaine des jeunes pour la défense des droits de l'Homme impliquant 6 OSC/ODDF. <p>Résultat : la cible a été dépassée de 8 fois plus que la valeur cible : Les partenaires ayant développé différentes actions de plaidoyer. Les partenaires ayant développé différentes actions de plaidoyer.</p>	0	6	18	2	18	11	En 2021 : 30 En 2022 : Cumulatif en trois ans	20	Cumul en 2022 141 135 6 associations	La cible a été dépassée de 8 fois
Nombre des rapports d'évaluation des produits politiques sous l'angle DSDR et l'EG (UPR, CEDAW, CIPD, CSW)	<p>Commentaire : En 2022, 9 rapports ont été élaborés pour l'évaluation des produits de redevabilité des politiques publiques sous l'angle DSSR et EG :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Etude présentée sur les justifications judiciaires du mariage des filles mineures, par le CNDH et l'UNFPA. 2. Rapport final sur l'étude du mariage des mineurs (ONDH) ; 3. Analyse de la conformité et du recensement des concepts de l'ESC (secondaire) ; 4. Etude de Capitalisation – Évaluation des Connaissances des Oulémas Réels et Éducateurs Pairs, en matière de SSR et Égalité de Genre. 5. Rapport de l'étude d'évaluation d'impact de l'intervention de l'association Y-PEER et les membres de consortium DSSR en faveur des jeunes filles des Dar Talba. 6. Rapport final d'évaluation de la loi 103 -13. 7. 5 rapports parallèles impliquant 135 OSC/ODDF sur l'ÉPU. 8. Évaluation à mi-parcours de la Phase Pilote de l'introduction de la Contraception injectable Sous Cutanée par la Médroxy Progestérone Acétate Dépôt (DMPA). 9. Étude d'évaluation des connaissances des Oulémas réels et (femmes & hommes) en matière de SSR <p>Résultat : la cible a été dépassée 4 fois plus que la valeur cible : Les partenaires ayant développé différents rapports d'évaluation produits de redevabilité des politiques publiques.</p>	0	2	1	2	1	6	Cumulatif en trois ans : 17 rapports	4	9	La cible a été dépassée de 4 fois

XI-Rapport financier de l'année 2022

L'exercice financier de 2022 a été clôturé le 31 janvier 2022 et le bilan ci-dessous reflète l'utilisation budgétaire des fonds arrêtée au 26 février 2022 extraite de cette plateforme comme suit :

Tableau 1. Bilan d'exécution financière par résultat intermédiaire

Étiquettes de lignes	Budget Utilization
Résultat 3	198,949.98
Consultations locales	74,909.56
Divers	1,724.39
Équipement	496.00
Fonctionnement UNFPA	15,601.16
Formation	69,933.62
Mission	7,199.77
Salaire de l'équipe UNFPA	29,085.48
Résultat 1	205,696.21
Consultations locales	48,385.55
Divers	-2,319.00
Équipement	9,045.96
Fonctionnement UNFPA	2,988.35
Formation	140,727.22
Mission	6,868.13
Résultat 2	208,234.97
Consultations locales	18,061.98
Divers	1,909.00
Équipement	9,435.75
Fonctionnement UNFPA	25,761.46
Formation	41,955.96
Mission	48,594.20
Salaire de l'équipe UNFPA	62,516.62
Total général	612,881.16

Tableau 2. Bilan financier par ligne d'exécution financière

Étiquettes de lignes	Budget Utilization
Consultations locales	141,357.09
Divers	1,314.39
Équipement	18,977.71
Fonctionnement UNFPA	44,350.97
Formation	252,616.80
Mission	62,662.10
Salaire de l'équipe UNFPA	91,602.10
Total général	612,881.16

Tableau 3. Situation budgétaire globale à la fin de l'exercice 2022

Budget reçu pour l'année 2022 1.000.000 CAD (USD)	783.699,06
Budget disponible (Budget reçu pour 2022 Indirect Cost + Reliquat de 2021 en USD)	1.051.255,00
Budget utilisé	612.881,16
Reliquat 2022	438.373,84
Taux d'exécution	58,30%

Conclusion

En 2022, un effort considérable est déployé pour l'intégration de l'approche de transformation des normes du genre utilisé dans le cadre du projet qui sont de plus en plus visibles dans les politiques publiques adoptées, les programmes réalisés et les interventions exécutées qui donnent les moyens à des individus de remettre activement en question les normes de genre, de promouvoir l'égalité des genres pour les femmes au sein des communautés et de réduire les inégalités.

Ces approches multisectorielles utilisées incluent les besoins des populations vulnérables pour mettre en place un environnement encourageant l'intégration continue de l'égalité genres, l'intégration des problématiques de genre dans l'ensemble des aspects de la conceptualisation, du développement, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes et des politiques.

Il est opportun de souligner que le projet a réussi à développer des initiatives concrètes pour garantir les DSSR et transformer les conditions de la conjoncture en une opportunité pour sortir de la crise plus forte, et permettre à la jeune fille et à la femme d'être plus résistantes pour accéder à une offre de soins de qualité et une prise en charge gratuite en cas de violence.

La continuité du chemin vers les changements ciblés dans le cadre de ce projet puise ses forces des expériences apprises durant les trois années écoulées pour l'année 2022 qui s'oriente vers des actions structurantes et transformatrices, concernant la lutte contre les discriminations basées sur le genre, la déconstruction des normes sociales discriminantes pour accélérer la marche vers l'égalité de genre qui penche vers l'accélération de l'atteinte des objectifs de développement durables dans le cadre de la Décennie d'action et, à plus long terme, de l'Agenda 2030.

Le projet a réussi dans sa finalité à mettre un focus important sur les leviers transformateurs des rapports de genre, éléments essentiels pour le renforcement des droits des femmes en général et de leur droit à la santé sexuelle et reproductive en particulier. En effet, la mobilisation sociale et les dynamiques de plaidoyer par les institutionnels, le CNDH, les organisations de la société civile, les leaders religieux partenaires de ce projet, demeurent au centre des actions du projet pour franchir les obstacles et arriver en l'occurrence à l'avancement des mentalités, des lois et des services pour protéger contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

Résultat ultime : 1.0.0.0 DROITS A LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE POUR LES FEMMES ET LES FILLES ET ÉGALITÉ DES GENRES GARANTIS								
Résultats intermédiaires	1.1.0.0. Prise de décision éclairée des femmes et des filles en matière de droits, de prévention et de recours aux services de santé sexuelle et reproductive			1.2.0.0 Efficacité accrue du système national de santé en matière de politiques et d'offre complète de services axés sur les droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, la non-violence et l'égalité des genres			1.3.0.0 Mobilisation accrue des organisations de la société civile incluant les hommes pour la défense des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et la redevabilité des politiques et services publics.	
Résultats immédiats	1.1.1.0 Connaissances et attitudes améliorées des filles et des garçons en matière d'éducation sexuelle complète dans les établissements scolaires et de Dar Taliba	1.1.2.0 Sensibilisation accrue à l'échelle nationale, des femmes et des filles, des hommes et des garçons sur les droits à la santé sexuelle et reproductive et sur les normes sociales discriminantes envers les femmes et les filles.	1.1.3.0 Connaissances et compétences améliorées des responsables de l'éducation islamique (prédicatrices, morchidates) Oulémas en matière de vulgarisation des droits sexuels et reproductifs et d'égalité des genres	1.2.1.0 Capacités accrues du système national de santé d'élaborer des politiques, programmes et services sur la base de données probantes en matière de DSSR et basés sur le genre.	1.2.2.0 Capacités améliorées du système de santé à introduire des innovations pour la responsabilisation des hommes et des garçons dans la prévention, la prestation de services et l'éducation des pairs en matière de DSSR.	1.2.3.0 Capacités améliorées du système de santé à prévenir, traiter et réduire les violences basées sur le genre liées aux DSSR (violences conjugales, mariages précoces, grossesses non désirées, avortements clandestins, violences en situation de grossesses).	1.3.1.0 Capacités des OSC faitières nationales et régionales, des organisations/ collectifs féminins et des parlementaires renforcées en matière de plaidoyer pour des réformes légales et des services adéquats en matière de DSSR (mariages précoces, légalisation de l'avortement, violences liées aux DSSR).	1.3.2.0 Connaissances et compétences améliorées des organisations de la société civile dans l'évaluation des politiques publiques relatives aux DSSR et à l'EG sous l'angle de la redevabilité gouvernementale.
Extrants ou produits	1.1.1.1 Cadre de partenariat établi avec les principaux acteurs gouvernementaux concernés par l'éducation sexuelle complète. 1.1.1.2 Stratégie nationale en matière d'ESC élaborée et adoptée 1.1.1.3 Supports /Kits didactiques de formation et de communication intégrant les NTC développés 1.1.1.4 Enseignants des écoles, collèges, et des Dar-Taliba cibles formés à l'ESC 1.1.1.5 Programme de formation en ESC dispensée auprès des élèves et des Taliba et évaluée dans les régions cibles identifiées	1.1.2.1 Etude CAP sur les droits sexuels et reproductifs et l'égalité des genres auprès des jeunes (F/G) et adolescent(e) s réalisée 1.1.2.2 Campagnes de sensibilisation, d'information et de conseils sur la défense et la protection des DSSR pour l'autonomisation des femmes et des filles, organisées au niveau national et des régions sur la base des résultats de l'étude CAP	1.1.3.1 Cadre de partenariat établi avec Rabita Mohammadia des oulémas en matière de droits sexuels et reproductifs et de l'égalité des genres 1.1.3.2 Supports pédagogiques éducatifs /informatifs, ludiques produits et diffusés 1.1.3.3 Formation des Morchidates, oulémas pairs en matière de droits sexuels et reproductifs et d'égalité des genres réalisés dans les régions cibles identifiées	1.2.1.1 Énoncé de Politique nationale de santé fondée sur les droits en SSR et sur l'égalité des genres élaborée et adoptée 1.2.1.2 Prise en charge du paquet complet de SSR et VBG assurée par la couverture médicale de base (CMB) 1.2.1.3 Statistiques sanitaires sensibles aux droits à la SSR et l'égalité de genre produites, et diffusées auprès des décideurs	1.2.2.1 Approche sur la préparation des couples /futurs couples en matière de consultation pré-nuptiale, planification familiale, counseling, accompagnement au cours de la grossesse, accouchement assisté développée, testée et évaluée 1.2.2.2 Nouvelle approche d'éducation par les pairs sensibles aux droits SSR et l'égalité des genres développée dans les Espaces Jeunes pour Jeunes (garçons pour les droits des filles)	1.2.3.1 Module de formation sur la prévention de la violence fondée sur le genre (causes et conséquences) intégré aux cursus de formation médicale et paramédicale 1.2.3.2. Produits de contraception d'urgence disponibles au niveau des structures de santé et unités de PEC FVV et paquets complets de services SS intégré dans la couverture médicale de base 1.2.3.3 Étude sur le mariage des mineur-e-s et son impact sur les DSSR et la GBV réalisée et diffusée 1.2.3.5 Étude Nationale sur l'avortement au Maroc réalisée et diffusée	1.3.1.1 Cadre de partenariat avec les institutions : CNDH, réseau de parlementaires, et les organisations de la société civile et collectifs de défense des droits des femmes, établi 1.3.1.2 Accompagnement des organisations de la société civile et de défense des droits des femmes pour la production et la diffusion de produits de plaidoyer et de mobilisation en matière de DSSR (légalisation de l'avortement, changement des normes sociales sexistes). 1.3.1.3 Appui au plaidoyer pour la mise en application de la réforme sur l'IMG	1.3.2.1 Accompagnement et formation des OSC en évaluation des politiques publiques au regard des DSSR et des disparités entre les genres réalisés 1.3.2.2 Appui à la diffusion des produits reliés à la redevabilité des politiques et services publics en matière de DSSR et d'égalité des genres 1.3.2.3 Analyse secondaire de la dernière enquête ENPSF 2018 sur les écarts entre les genres dans, l'accès aux droits sexuels et reproductifs réalisée



